

# SYNDICAT D'ETUDE DU SAGE DE LA NONETTE

## SAGE de la Nonette



RPR4817 /A.10216/C.3R3157

SGA - YR

25 oct. 2004

Page : 1

# SOMMAIRE

|   |           |
|---|-----------|
| <b>1 Le périmètre du SAGE de la Nonette</b>   | <b>8</b>  |
| <b>2 Mode de présentation des objectifs généraux, des axes d'action stratégiques et des actions proposées</b> | <b>15</b> |
| <b>3 Enjeu « ruissellement, érosion et risques d'inondation » (REI)</b>                                       | <b>16</b> |
| <b>4 Enjeu « qualité des eaux superficielles » (QSUP)</b>   | <b>30</b> |
| <b>5 Enjeu « qualité des eaux souterraines et sécurisation de l'alimentation en eau potable » (AEP)</b>       | <b>42</b> |
| <b>6 Enjeu « sites et sols pollués » (POLL)</b>   | <b>47</b> |
| <b>7 Enjeu « gestion quantitative des eaux souterraines et superficielles » (QUANT)</b>                       | <b>49</b> |
| <b>8 Enjeu « fonctionnalités des cours d'eau et biodiversité des milieux aquatiques associés » (AQUA)</b>     | <b>53</b> |
| <b>9 Enjeu « patrimoine écologique, paysager et historique lié à l'eau »</b>                                  | <b>60</b> |
| <b>10 Gestion et organisation des moyens</b>  | <b>65</b> |
| <b>11 Conclusion</b>  | <b>66</b> |



## TABLEAUX

|                |   |    |
|----------------|---|----|
| Tableau n°1 :  | Etapes de la procédure d'instruction et d'élaboration du SAGE de la Nonette   | 6  |
| Tableau n°2 :  | Liste des communes comprises dans le périmètre du SAGE de la Nonette et superficies correspondantes   | 8  |
| Tableau n°3 :  | Communautés de communes concernées par le SAGE de la Nonette  | 10 |
| Tableau n°4 :  | Composition des trois collèges de la Commission locale de l'eau   | 11 |
| Tableau n° 5 : | Problèmes locaux et enjeux dépassant le cadre local mentionnés pour le bassin de la Nonette (et de la Thève-Ysieux) dans le SDAGE Seine-Normandie   | 12 |
| Tableau n° 6   | Objectifs de qualité des tronçons de rivière  | 32 |
| Tableau n° 7   | Prescriptions relatives aux rejets provenant de stations d'épuration des eaux urbaines résiduaires effectués dans des zones sensibles sujettes à eutrophisation (pour les stations de capacité inférieure à 100 000 EH) | 32 |
| Tableau n° 8   | Valeurs caractéristiques des débits moyens et des débits d'étiages au niveau des stations de Ver-sur-Launette et de Saint-Nicolas d'Acy   | 49 |

## ANNEXES

|   |  |    |
|---|--|----|
| ANNEXES   |  |    |
| Annexe 1- Loi sur l'eau du 3 janvier 1992 instituant les SAGE                                 |  | 69 |
| Annexe 2- Décret n°92-1042 du 24 septembre 1992 relatif aux SAGE                              |  | 70 |
| Annexe 3- Arrêtés de création du périmètre et de la CLE du SAGE de la Nonette du 3 avril 1998 |  | 71 |
| Annexe 4- récapitulatif et échéancier prévisionnel des actions proposées                      |  | 72 |

## FIGURES

- Figure 1 - Localisation générale du bassin versant de la Nonette
- Figure 2 - Structures administratives
- Figure 3 - Enjeu "ruissellement, érosion et risque d'inondation" (REI) - diagnostic
- Figure 4 - Actions vis-à-vis de l'enjeu "ruissellement, érosion et risque d'inondation" (REI)
- Figure 5 - Actions vis-à-vis de l'enjeu "ruissellement, érosion et risque d'inondation" (REI)
- Figure 6 - Actions vis-à-vis de l'enjeu "ruissellement, érosion et risque d'inondation" (REI)
- Figure 7 - Enjeu "qualité des eaux superficielles" (QSUP) - diagnostic
- Figure 8 - Actions vis-à-vis de l'enjeu "qualité des eaux superficielles " (QSUP)
- Figure 9 - Actions vis-à-vis de l'enjeu "qualité des eaux superficielles " (QSUP)
- Figure 10 - Actions vis-à-vis de l'enjeu "qualité des eaux superficielles " (QSUP)
- Figure 11 - Enjeu "qualité des eaux souterraines et sécurisation de l'alimentation en eau potable" (AEP) - diagnostic
- Figure 12 - Actions vis-à-vis de l'enjeu " qualité des eaux souterraines et sécurisation de l'alimentation en eau potable" (AEP)
- Figure 13 - Enjeu "gestion quantitative des eaux souterraines et superficielles" (QUANT) - diagnostic
- Figure 14 - Actions vis-à-vis de l'enjeu "gestion quantitative des eaux souterraines et superficielles" (QUANT)
- Figure 15 - Enjeu "fonctionnalités des cours d'eau et biodiversité des milieux aquatiques associés" (AQUA) - diagnostic
- Figure 16 - Actions vis-à-vis de l'enjeu "fonctionnalités des cours d'eau et biodiversité des milieux aquatiques associés" (AQUA)
- Figure 17 - Actions vis-à-vis de l'enjeu "fonctionnalités des cours d'eau et biodiversité des milieux aquatiques associés" (AQUA)
- Figure 18 - Enjeu "patrimoine écologique, paysager et historique lié à l'eau" (PATRI) - diagnostic
- Figure 19 - Actions vis-à-vis de l'enjeu "patrimoine écologique, paysager et historique lié à l'eau" (PATRI)

## Préambule

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992, complétée par son décret d'application du 24 septembre 1992 (**annexe 1**), impose une planification systématique et obligatoire de toutes les ressources en eau par la création de SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux), à l'échelle des grands bassins hydrographiques, et de SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux).

Pour un territoire considéré, un SAGE « *fixe les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eaux superficielles et souterraines et des écosystèmes aquatiques ainsi que de préservation de zones humides* » (article 5 de la loi sur l'eau du 03/01/1992).

Un SAGE s'apparente donc à un **projet collectif rassemblant les usagers et acteurs de l'eau pour la définition et la mise en œuvre d'une gestion raisonnée des ressources en eau et des milieux aquatiques** à l'échelle d'un territoire ou périmètre cohérent vis-à-vis de la problématique « eau », coïncidant le plus souvent avec un bassin versant.

Le SAGE est un document de planification opposable aux autorités administratives (Etat, collectivités locales, établissements publics), mais non opposable aux tiers. Il ne crée pas de droits mais détermine les orientations et les objectifs en matière de gestion des eaux ainsi que les actions permettant d'atteindre ces objectifs.

C'est donc afin de définir une gestion patrimoniale de l'eau qu'une telle démarche a été engagée sur le bassin versant de la Nonette. Cette démarche est motivée par plusieurs problèmes majeurs mis en évidence sur cette zone, principalement : la qualité déficiente des rivières et des eaux souterraines, les problèmes d'inondations résultant en partie de l'urbanisation rapide et non suffisamment contrôlée d'une partie du bassin versant, ainsi que les nuisances liées aux ruissellements et à l'érosion des sols.

La procédure d'instruction et d'élaboration de ce SAGE a été initiée en 1993 et a été marquée par les différentes étapes mentionnées ci-dessous.

**Tableau n°1 : Etapes de la procédure d'instruction et d'élaboration du SAGE de la Nonette**

| ETAPES             |                                  | DATES                     |
|--------------------|----------------------------------|---------------------------|
| <b>Instruction</b> | Dossier préliminaire             | 29 mars 1993              |
|                    | Consultation des communes        | 30 janvier 1995           |
|                    | Consultation du Comité de Bassin | 24 juin 1997              |
|                    | Arrêté du périmètre              | 3 avril 1998              |
|                    | Arrêté de la CLE                 | 3 avril 1998              |
| <b>Elaboration</b> | Réunion instructive              | 10 septembre 1998         |
|                    | Etude du SAGE                    | Démarrage en mars 2003    |
| <b>Approbation</b> |                                  | A venir (après juin 2004) |

Afin de fédérer les communes du bassin versant, la CLE a créé, pour la durée du SAGE, un syndicat d'études qui constitue la structure porteuse de l'étude du SAGE.

L'étude du SAGE proprement dite a débuté au mois de mars 2003. Elle comprend cinq phases principales conformément au guide méthodologique d'élaboration des SAGE, suivies d'une phase de validation finale. Les cinq phases de l'étude sont les suivantes :

- Phase 1 : état des lieux. Cette phase consiste en la réalisation d'une expertise globale et critique des connaissances sectorielles sur les milieux et sur les usages.



- Phase 2 : diagnostic global. Il s'agit ici, à partir des données nombreuses et détaillées de l'état des lieux, d'apporter une vision synthétique objective aux acteurs, de dégager les convergences, d'identifier les divergences et de repérer les opportunités et les atouts du bassin versant.
- Phase 3 : tendances et scénarii. Cette phase consiste en une analyse des tendances des milieux et des usages par l'élaboration de scénarii illustrant les principaux termes des alternatives fortes (protection et/ou réhabilitation des milieux) et la satisfaction des usages, ...
- Phase 4 : choix de stratégie. La CLE détermine et formalise les objectifs collectifs du SAGE (en terme de milieux et d'usages) et fait le choix d'un scénario collectif à poursuivre.
- Phase 5 : produits du SAGE. Cette phase correspond à l'élaboration, dans le cadre du scénario choisi par la CLE, des orientations de gestion, d'aménagement, des propositions de dispositifs de suivi ainsi que de dispositifs d'accompagnement des actions et de diffusion des informations.



# 1 Le périmètre du SAGE de la Nonette

Le périmètre du SAGE de la Nonette a été institué par l'arrêté préfectoral du 3 avril 1998 (**annexe 2**). Il correspond au bassin versant de la Nonette et de ses deux affluents principaux, la Launette et l'Aunette.

## 1.1 Situation géographique

Le bassin de la Nonette est inclus dans le bassin hydrographique Seine-Normandie (**figure 1**), dont il représente environ 0,5 % de la superficie. Il est situé à une quarantaine de kilomètres au Nord de Paris. Le bassin de la Nonette est rattaché à la Direction de secteur Vallées de l'Oise de l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

## 1.2 Structures administratives

Le périmètre du SAGE de la Nonette s'étend sur deux départements (l'Oise et la Seine-et-Marne) appartenant à deux régions différents (la Picardie et l'Ile-de-France). D'une superficie totale de 408 km<sup>2</sup>, il est composé de 52 communes :

- 46 communes situées dans le département de l'Oise,
- 6 communes situées en Seine-et-Marne.

Le tableau ci-dessous présente les 52 communes du périmètre ainsi que leur superficie totale et leur superficie comprise dans le périmètre du SAGE.

**Tableau n°2 : Liste des communes comprises dans le périmètre du SAGE de la Nonette et superficies correspondantes**

| Département (région) | Commune           | Superficie totale (ha) | Superficie incluse dans le périmètre du SAGE (ha) | Proportion (%) de la superficie de la commune incluse dans le périmètre du SAGE |
|----------------------|-------------------|------------------------|---|---|
| Oise (Picardie)      | Apremont          | 1362                   | 1077  | 79%   |
|                      | Aumont en Halatte | 683                    | 50  | 7%  |
|                      | Avilly St Léonard | 1196                   | 1196  | 100%  |
|                      | Barbery           | 760                    | 760   | 100%  |
|                      | Baron             | 2147                   | 2147  | 100%  |
|                      | Boissy Fresnoy    | 1587                   | 1401  | 88%   |
|                      | Borest            | 1278                   | 1278  | 100%  |
|                      | Brasseuse         | 830                    | 830   | 100%  |
|                      | Chamant           | 1200                   | 1200  | 100%  |
|                      | Chantilly         | 1619                   | 1587  | 98%   |
|                      | Chèvreville       | 1034                   | 362   | 35%   |
|                      | Courteuil         | 532                    | 532   | 100%  |
|                      | Ermenonville      | 1649                   | 1147  | 70%   |
|                      | Eve               | 1043                   | 1043  | 100%  |
|                      | Fleurines         | 1195                   | 476   | 40%   |
|                      | Fontaine Chaalis  | 3311                   | 1814  | 55%   |
|                      | Fresnoy le Luat   | 1150                   | 632   | 55%   |
|                      | Gouvieux          | 2325                   | 1348  | 58%   |
|                      | Lagny le Sec      | 1123                   | 607   | 54%   |

| Département<br>(région)        | Commune                 | Superficie totale<br>(ha) | Superficie incluse<br>dans le périmètre<br>du SAGE (ha) | Proportion (%) de la<br>superficie de la<br>commune incluse<br>dans le périmètre du<br>SAGE |
|--------------------------------|-------------------------|---------------------------|---|---|
| Oise (Picardie)                | Mont l'Evêque           | 1418                      | 1418  | 100%  |
|                                | Montagny Ste Félicité   | 567                       | 567   | 100%  |
|                                | Montépilloy             | 586                       | 586   | 100%  |
|                                | Montlognon              | 524                       | 524   | 100%  |
|                                | Nanteuil le Haudouin    | 2095                      | 2095  | 100%  |
|                                | Néry                    | 1634                      | 144   | 9%  |
|                                | Ognes                   | 676                       | 238   | 35%   |
|                                | Ognon                   | 482                       | 482   | 100%  |
|                                | Péroy les Gombries      | 1121                      | 954   | 85%   |
|                                | Plessis Belleville (Le) | 686                       | 271   | 40%   |
|                                | Pontarmé                | 1324                      | 450   | 34%   |
|                                | Raray                   | 672                       | 637   | 95%   |
|                                | Rosières                | 927                       | 712   | 77%   |
|                                | Rully                   | 1545                      | 1545  | 100%  |
|                                | St Maximin              | 1233                      | 322   | 26%   |
|                                | St Vaast de Longmont    | 490                       | 100   | 20%   |
|                                | Senlis                  | 2405                      | 2233  | 93%   |
|                                | Silly le Long           | 1135                      | 555   | 49%   |
|                                | Thiers sur Thève        | 625                       | 15  | 2%  |
|                                | Trumilly                | 1294                      | 666   | 51%   |
|                                | Ver sur Launette        | 1318                      | 752   | 57%   |
|                                | Verberie                | 1505                      | 1055  | 70%   |
|                                | Versigny                | 1450                      | 1396  | 96%   |
|                                | Villeneuve sur Verberie | 816                       | 469   | 57%   |
|                                | Villers St Frambourg    | 972                       | 859   | 88%   |
|                                | Villers St Genest       | 966                       | 502   | 52%   |
|                                | Vineuil St Firmin       | 778                       | 778   | 100%  |
| Seine-et-Marne (Ile-de-France) | Dammartin en Goële      | 897                       | 498   | 56%   |
|                                | Marchémorets            | 704                       | 220   | 31%   |
|                                | Montge en Goële         | 1156                      | 192   | 17%   |
|                                | Othis                   | 1304                      | 450   | 35%   |
|                                | Rouvres                 | 414                       | 414   | 100%  |
|                                | St Mard                 | 626                       | 67  | 11%   |

Sur les 52 communes concernées par le SAGE:

- 17 (32,7 %) sont totalement incluses dans du périmètre du SAGE,
- 10 (19,2 %) ont entre 75 et 100 % de leur superficie incluse dans le périmètre,
- 10 (19,2 %) ont entre 50 et 75 % de leur superficie incluse dans le périmètre,
- 12 (23,1 %) ont entre 25 et 50 % de leur superficie incluse dans le périmètre,
- 3 (5,8 %) ont moins de 25 % de leur superficie incluse dans le périmètre.

Ainsi, environ 70 % des communes concernées par le SAGE sont incluses à plus de 50 % dans le périmètre.

Toutes les communes du bassin versant sont rattachées à une communauté de communes. Au total sept communautés de communes sont concernées par le SAGE à des degrés divers. Celles-ci sont présentées dans le tableau suivant.



**Tableau n°3 : Communautés de communes concernées par le SAGE de la Nonette**

| Communauté de communes                        | Nombre de communes appartenant du SAGE) |
|---|---|
| Communauté de communes de l'Aire Cantillienne | 5                                       |
| Communauté de communes du Pays de Senlis      | 19                                      |
| Communauté de communes du Pays de Valois      | 18                                      |
| Communauté de commune d'Oise et d'Halatte     | 2                                       |
| Communauté de communes de Basse Automne       | 1                                       |
| Communauté de communes de Dammartin-en-Goëlle | 4                                       |
| Communauté de communes de la Plaine de France | 2                                       |
| Communauté de communes Pierre-Sud-Oise        | 1                                       |

La carte de la **figure 2** présente l'extension géographique de ces communautés de communes ainsi que les communes du bassin versant les composant.

Il est à noter que la Communauté de communes du Pays de Valois est animatrice du Contrat rural du Pays de Valois. Ce programme, défini pour la période 2002-2006, a pour objet la mise en place d'actions sectorielles visant à une meilleure gestion et à la protection de la ressource en eau. Les thématiques concernées sont l'assainissement, l'eau potable et l'agriculture.

### 1.3 La Commission locale de l'eau (CLE)

La Commission locale de l'eau (CLE) a été instituée par l'arrêté préfectoral du 3 avril 1998 (**annexe 3**).

Elle comprend 32 membres répartis au sein de trois collèges :

- le collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, composé d'élus locaux,
- le collège des représentants des administrations (représentants de l'Etat de ses établissements publics),
- le collège des représentants des usagers.

La composition de ces trois collèges est détaillée dans le tableau suivant :

**Tableau n°4 : Composition des trois collèges de la Commission locale de l'eau**

| <b>Collèges</b>                               | <b>Membres</b>                           | <b>Nombre</b> |
|---|--|---------------|
| Collège des représentants des collectivités   | Conseil régional de Picardie             | 1             |
|   | Conseil régional d'Ile-de-France         | 1             |
|   | Conseil général de l'Oise                | 1             |
|   | Conseil général de Seine-et-Marne        | 1             |
|   | Structures intercommunales               | 3             |
|   | Associations Maires de l'Oise            | 8             |
|   | Associations Maires de Seine-et-Marne    | 1             |
|   | <b>Total collège collectivités</b>       | <b>16</b>     |
| Collège des représentants des administrations | Préfet coordonnateur de bassin           | 1             |
|   | Préfet de l'Oise                         | 1             |
|   | Préfet de Seine-et-Marne                 | 1             |
|   | Missions inter-services de l'eau         | 2             |
|   | Direction départementale de l'équipement | 1             |
|   | Agence de l'eau                          | 1             |
|   | ONF                                      | 1             |
|   | <b>Total collège administrations</b>     | <b>8</b>      |
| Collège des représentants des usagers         | Propriétaires riverains                  | 1             |
|   | Protection de l'environnement            | 1             |
|   | Chambre d'agriculture                    | 2             |
|   | Chambre de commerce et d'industrie       | 1             |
|   | Fédération de pêche                      | 1             |
|   | Société fermière                         | 1             |
|   | Association du Parc                      | 1             |
|   | <b>Total collège usagers</b>             | <b>8</b>      |

## 1.4 Le cadre réglementaire

Le SAGE doit être cohérent avec les documents à caractère réglementaire suivant :

- le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Seine-Normandie,
- le Schéma départemental de vocation piscicole (SDVP) de l'Oise,
- la Directive cadre européenne sur l'eau (DCE).

### 1.4.1 Le SDAGE Seine-Normandie

Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Seine-Normandie a été approuvé le 29 juin 1995.

Il définit des orientations et des moyens à l'échelle du bassin hydrographique pour :

- une gestion globale de l'eau et des vallées,
- gérer, restaurer et valoriser les milieux aquatiques,
- mieux connaître les ressources en eaux et les milieux aquatiques, et former et informer les différents acteurs et types de publics.

Le SDAGE définit également les bassins versants ou unités hydrographiques sur lesquels un SAGE peut être élaboré, et indique pour chaque unité hydrographique :

- « les problèmes locaux particuliers auxquels le SAGE devra apporter des solutions appropriées » :
- « les enjeux dépassant le cadre local, pour lesquels le SDAGE propose dans ses différents chapitres des orientations particulières qui devront être prises en compte dans les projets de SAGE ».

Pour le bassin de la Nonette (associé à celui de la Thève-Ysieux dans le SDAGE), les problèmes locaux et enjeux dépassant le cadre local sont les suivants :

**Tableau n° 5 : Problèmes locaux et enjeux dépassant le cadre local mentionnés pour le bassin de la Nonette (et de la Thève-Ysieux) dans le SDAGE Seine-Normandie**

| Principaux problèmes locaux   | Enjeux dépassant le cadre local  |
|---|--|
| Assainissement de la tête de bassin (Dammartin, Othis, le Plessis)        | Adéquation des infrastructures d'assainissement et d'alimentation en eau potable liés au développement du pôle de Roissy Surveilliers Dammartin-en-Goële |
| Limitation du ruissellement   |  |
| Préservation du patrimoine naturel (aménagements hydraulique historiques) |  |
| Limiter l'artificialisation des rivières                                  |  |
| Rejets industriels – sites pollués  |  |

*Remarque : Le pôle de Roissy Surveilliers Dammartin s'étendant sur les bassins Nonette, Thève-Ysieux, Croult et Ourq, il était recommandé dans le SDAGE Seine-Normandie que soit mis en œuvre un SAGE unique sur les deux bassins de la Nonette et de la Thève-Ysieux.*

#### 1.4.2 Le SDVP et aspects piscicoles

Le Schéma départemental de vocation piscicole (SDVP) de l'Oise a été élaboré en 1990. Ce document à caractère administratif et technique constitue le cadre des actions de réhabilitation des milieux aquatiques du département. Il est à noter que les plans d'eau ne sont pas intégrés dans le SDVP.

Le SDVP définit les catégories piscicoles des cours d'eau du département.

La Nonette est classée en deuxième catégorie piscicole depuis la limite communale d'Avilly-Saint-Léonard jusqu'à sa confluence avec l'Oise. En amont de ce secteur, elle est classée en première catégorie piscicole.

L'Aunette et la Launette sont classées en première catégorie piscicole.

A partir d'un état initial établi en 1990, le SDVP de l'Oise définit un programme d'actions bâti autour de six objectifs principaux :

- sauvegarder les atouts du réseau au moyen de mesures réglementaires (arrêté de protection de biotope, ...),
- améliorer la qualité de l'eau au moyen d'actions réglementaires (interdiction de nouveaux rejets, ...) et d'actions techniques (équipement en dispositifs d'assainissement, amélioration du fonctionnement des stations actuelles, ...),
- améliorer l'habitat de la faune aquatique au moyen d'actions réglementaires (révocation ou révision des droits d'eau, interdiction des plans d'eau en communication, ...) et d'actions techniques (installation de seuils, aménagement de frayères, ...),
- mieux gérer le patrimoine piscicole en améliorant sa connaissance, en améliorant les conditions de vie et de reproduction des poissons, en améliorant la gestion des stocks,



- intégrer les milieux aquatiques dans les aménagements, et plus particulièrement dans les POS et les PLU,
- se donner les moyens d'une politique de restauration et de mise en valeur des milieux aquatiques en déployant des moyens humains, juridiques et financiers.

Aucune association agréée pour la pêche et la protection des milieux aquatiques (APPMA) n'est répertoriée. Toutefois, des sociétés de pêche privées existent qui entretiennent leur parcours (Fontaine-Chaalis, Montlévêque, Chantilly, Gouvieux).

### 1.4.3 La Directive cadre européenne sur l'eau

Les objectifs du SAGE doivent non seulement être compatibles avec ceux du SDAGE, mais également être calés avec ceux de la Directive européenne du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique européenne de l'eau (dite « Directive cadre » ou DCE). Cette Directive cadre fixe un objectif de bon état pour les différents milieux aquatiques qui doit être atteint d'ici 2015, des dérogations étant possibles en fonction de l'état initial du milieu ou des conditions technico-économiques.

Les objectifs du SAGE (environ 10 ans) sont situés sur un pas de temps similaire à ceux de la Directive cadre (2015). Il est donc impératif que le SAGE prenne en compte les « objectifs milieux » de cette directive.

## 1.5 Statut des cours d'eau et police de l'eau

La Nonette et ses affluents sont des cours d'eau non domaniaux. La police des eaux est assurée par les services de la DDAF.

## 1.6 Syndicat de rivière

Le syndicat de la Nonette a été créé en juin 1968. Ce syndicat comprend actuellement 21 communes, toutes situées dans le département de l'Oise. Ces communes sont les suivantes :

Avilly-Saint-Léonard, Barbery, Baron, Borest, Chamant, Chantilly, Courteuil, Le Plessis-Belleville, Ermenonville, Eve, Fontaine-Chaalis, Gouvieux, Lagny-le-Sec, Mont-Lévêque, Montlognon, Nanteuil-le-Haudouin, Rully, Senlis, Versigny, Ver-sur-Launette, Vineuil-Saint-Firmin.

Certaines communes du département de Seine-et-Marne ont fait partie du syndicat, mais ce n'est plus le cas actuellement.

## 1.7 Le Parc naturel régional Oise – Pays de France

Outre les communautés de communes et le Syndicat intercommunal de la Nonette, une autre structure, créée récemment, est porteuse de projets territoriaux pouvant être liés à l'eau. Il s'agit du Parc naturel régional (PNR) Oise – Pays de France.

Le Parc naturel régional a élaboré en septembre 2002 un projet de charte qui précise les principaux axes d'actions :

- Maîtriser l'évolution du territoire
- Préserver et mettre en valeur le patrimoine du territoire. Cet axe d'action inclut en particulier la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques.
- Promouvoir un développement qualitatif et durable du territoire.

## 1.8 Les principaux enjeux du SAGE de la Nonette

Les principaux enjeux du SAGE de la Nonette sont les suivants :

- Enjeu 1 : la limitation des ruissellements, de l'érosion des sols et la maîtrise des risques d'inondation ;
- Enjeu 2 : l'amélioration de la qualité des eaux superficielles ;
- Enjeu 3 : la reconquête de la qualité des eaux souterraines et la sécurisation de l'alimentation en eau potable ;
- Enjeu 4 : le suivi et la maîtrise des risques liés aux sites et aux sols pollués ;
- Enjeu 5 : la préservation et la restauration des fonctionnalités et de la biodiversité des cours d'eau et des milieux aquatiques associés ;
- Enjeu 6 : la préservation et la mise en valeur du patrimoine écologique, paysager et historique lié à l'eau.

## 2 Mode de présentation des objectifs généraux, des axes d'action stratégiques et des actions proposées

Pour chaque enjeu thématique, après :

- un **rappel des principaux résultats des phases** d'état des lieux, de diagnostic global et de tendances et scénarios visant à resituer les éléments essentiels du contexte pour chacun des enjeux ;
- un **rappel des orientations du SDAGE Seine-Normandie** ainsi que du **cadre réglementaire** en relation avec l'enjeu (les objectifs du SAGE doivent en effet être en cohérence avec les orientations du SDAGE) ;

le mode de présentation suivant a été adopté pour décrire les objectifs généraux, les axes d'actions stratégiques et les actions proposées dans le cadre du SAGE.

### ➤ Titre de l'objectif général

Les moyens pour atteindre cet objectif général sont précisés par un ou plusieurs axes d'actions stratégiques.

| Titre de l'axe d'action stratégique | Niveau de priorité <sup>1</sup> |
|-------------------------------------|---------------------------------|
|-------------------------------------|---------------------------------|

(Argumentaire) - Une ou plusieurs actions / mesures sont proposées pour chaque axe stratégique.

| N° Mesure  | Libellé de l'action / mesure |
|--|------------------------------|
|  | Type de mesure <sup>2</sup>  |
| <b>Argumentaire et descriptif de l'action. ...</b>                                   |                              |
| <b>Principaux acteurs concernés. ...</b>   |                              |
| <b>Calendrier / délais de mise en œuvre. ...</b>                                     |                              |
| <b>Éléments d'estimation financière<sup>3</sup>. ... (exprimé en k€<sup>4</sup>)</b> |                              |
| <b>Indicateurs de suivi. ...</b>   |                              |

Un échéancier précisant le déroulement des différentes actions proposées au cours des 10 années suivants l'approbation du SAGE est également présenté en **annexe 4**.

<sup>1</sup> Afin de hiérarchiser les axes d'actions stratégiques, un indicateur de niveau de priorité a été défini :

- priorité 1 : axe d'action essentiel pour obtenir une amélioration significative de la situation sur le bassin versant (vise des altérations fortes). Il correspond à des actions à mettre en œuvre en priorité.
- priorité 2 : axe d'action nécessaire mais moins prioritaire (vise des altérations moins fortes ou bien nécessite la réalisation préalable d'axe d'action stratégique de priorité 1).

<sup>2</sup> Action réglementaire, programme d'action – étude, programme d'action – travaux et aménagements, connaissance, information – communication, orientation de gestion, organisation des moyens

<sup>3</sup> il s'agit essentiellement d'un ordre de grandeur des coûts associés à certaines actions.

<sup>4</sup> K€ : kilo euro soit 1 000 €



### 3 Enjeu « ruissellement, érosion et risques d'inondation » (REI)

#### 3.1 Etat des lieux – diagnostic - tendances (figure 3)

Les débits des rivières du bassin versant sont suivis par deux stations de jaugeage :

- la station limnigraphique de Ver-sur-Launette, pour la Launette ;
- la station limnigraphique de Saint-Nicolas d'Acy, pour la Nonette.

Il n'existe aucune station de mesure permanente sur l'Aunette. Toutefois, des jaugeages sont réalisées ponctuellement sur cette rivière.

D'après les estimations les plus récentes de la DIREN, les débits de crue décennaux sont de 3,6 m<sup>3</sup>/s pour la Launette à Ver-sur-Launette et de 4,6 m<sup>3</sup>/s pour la Nonette à Saint-Nicolas d'Acy.

Ces débits de crues ont augmenté de manière très sensible au cours des dernières décennies du fait de l'urbanisation et de **l'imperméabilisation croissante des sols**, en particulier sur les communes du haut-bassin versant de la Launette (Dammartin-en-Goële, Othis, le Plessis-Belleville, Lagny-le-Sec). Ainsi, entre les années 60 et le début des années 80, à Saint-Nicolas d'Acy :

- le débit de la crue décennale est passé de 3,4 à 4,3 m<sup>3</sup>/s, ce qui correspond à un accroissement de 0,9 m<sup>3</sup>/s, soit de 26 %,
- le débit de la crue cinquantennale est passé de 4,0 à 5,2 m<sup>3</sup>/s, ce qui correspond à un accroissement de 1,2 m<sup>3</sup>/s, soit de 30 %.

Compte tenu des prévisions en terme d'évolution de l'occupation du sol sur le bassin versant d'ici 2010 et 2015 (création de logements, de zones d'activités, ... contribuant à l'imperméabilisation des sols), cette tendance à **l'accroissement des débits de crue** devrait se poursuivre (accroissement annuel du coefficient de ruissellement moyen du bassin versant de l'ordre de 1 %).

L'augmentation de ces débits de crue contribue à accroître les risques d'**inondation** des communes traversées par la Nonette ou l'un de ses affluents. Les débits maximums ont été observés lors des crues de mars 2001 (2,56 m<sup>3</sup>/s pour la Launette à Ver-sur-Launette et de 5,39 m<sup>3</sup>/s pour la Nonette à Saint-Nicolas d'Acy) qui ont affecté en particulier les communes d'Othis, d'Eve, de Ver-sur-Launette, d'Ermenonville, de Senlis, de Chamant, d'Avilly-Saint-Léonard et de Gouvieux.

Les risques d'inondation sont d'autre part accentués par différents facteurs :

- **l'implantation d'habitations ou d'activités en zones inondables**, induisant un accroissement de la vulnérabilité et une diminution de la capacité d'écoulement dans le lit majeur ;
- **l'endiguement des rivières** sur de nombreux tronçons dont le gabarit, hérité de l'histoire, n'est plus compatible avec les débits actuels ;
- la **fragilisation des berges** sur certains secteurs, qui peut limiter leur rôle de protection de zones habitées (cas de Senlis), mais aussi favoriser l'engorgement de zones naturelles qui pourraient être valorisées en zones d'expansion de crue ;
- **l'envasement du lit des rivières** sur certains secteurs, qui réduit la capacité d'évacuation de certains tronçons. Cet envasement est lié à plusieurs facteurs : rejets de matières en suspension par les systèmes d'assainissement, décomposition des végétaux produits en grandes quantités du fait de l'eutrophisation du milieu (teneurs en phosphore et nitrate trop élevées), apports de sédiments en provenance des terres agricoles (érosion des sols et fragilisation des berges) ;
- un **manque de gestion globale et concertée des ouvrages hydrauliques existants** (ouverture intempestive de vannes sans évaluation des conséquences à l'aval).

Le bassin versant présente toutefois certains atouts pour réduire ces risques d'inondations. En effet, plusieurs secteurs, pouvant être valorisés en zone de rétention ou **zone d'épandage de crue**, ont été recensés, dont les principaux sont situés sur les communes de Borest, de Mont-Lévêque, de Ver-sur-Launette, d'Ermenonville, de Montlognon et de Chamant, cette liste n'étant pas exhaustive.

### 3.2 Rappels des préconisations du SDAGE Seine-Normandie et du contexte réglementaire

Les orientations du **SDAGE Seine-Normandie** relatives à cet enjeu thématique sont les suivantes :

- Orientation A2 : assurer la cohérence hydraulique de l'occupation des sols, limiter le ruissellement et l'érosion.
- Orientation 1 (gestion quantitative - inondations) : protéger les personnes et les biens.
- Orientation 2 (gestion quantitative - inondations) : ne plus implanter dans les zones inondables des activités ou des constructions susceptibles de subir des dommages graves.
- Orientation 3 (gestion quantitative - inondations) : assurer une occupation des sols qui permette la conservation des zones naturelles d'expansion de crues.
- Orientation 4 (gestion quantitative - inondations) : assurer la cohérence des actions de prévention et de protection contre les inondations à l'échelle du bassin versant.

En terme réglementaire, la politique de prévention des risques d'inondation est essentiellement fondée sur les plans de prévention des risques (PPR) issus de la **loi Barnier du 2 février 1995 sur le renforcement de la protection de l'environnement**. Elle s'appuie également depuis peu sur la **loi « Bachelot » du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages**. Cette récente loi confère en particulier des pouvoirs accrus aux collectivités pour leur permettre de lutter plus efficacement contre les risques naturels.

### 3.3 Objectifs généraux, axes d'actions stratégiques et propositions d'actions

Compte tenu des éléments précédents, les objectifs généraux et les axes d'orientations stratégiques concernant cette thématique sont les suivants.

| Objectifs généraux   | Axes d'action stratégique   |
|--|---|
| REI.1 - Ne pas générer de nouvelles situations de risque d'inondation et améliorer la gestion des eaux pluviales | REI.1.1 - Limiter la vulnérabilité en réglementant l'occupation des sols des zones inondables<br>REI.1.2 – Maîtriser l'évolution de l'occupation des sols afin de ne plus accroître les risques de ruissellement sur le bassin versant  |
| REI.2 - Réduire les risques d'inondation existants   | REI.2.1 – Réduire l'impact des inondations existantes en valorisant les zones naturelles d'expansion de crue et en aménageant les têtes de bassin versants<br>REI.2.2 – Limiter l'envasement des rivières en réduisant les risques d'érosion sur les terres agricoles et les transferts de particules solides vers les cours d'eau<br>REI.2.3 – Favoriser une meilleure gestion des ouvrages hydrauliques existants |

Ces objectifs généraux et les axes stratégiques et les actions concernant cet enjeu sont détaillés ci-après.

➤ **Objectif général REI.1 - Ne pas générer de nouvelles situations de risque d'inondation et améliorer la gestion des eaux pluviales**

Il s'agit de mettre en œuvre des dispositions permettant de ne pas réitérer les mêmes erreurs que celles faites par le passé, à savoir essentiellement :

- implanter des habitations ou des activités dans des zones inondables ;
- imperméabiliser de manière importante les sols sans mettre en œuvre de manière systématique et effective des mesures compensatoires permettant de ne pas accroître le coefficient de ruissellement des sols ou, dans l'impossibilité, de compenser les effets induits en aval ;

ceci afin de ne pas aggraver la situation actuelle en terme d'inondation.

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>REI.1.1 – Limiter la vulnérabilité en réglementant l'occupation des sols des zones inondables et en informant la population (figure 4)</b> | <b>Priorité 1</b> |
|---|-------------------|

L'objectif est ici de réduire les risques d'inondation pouvant affecter des personnes ou des biens en réglementant l'implantation d'habitations ou d'activités en zones inondables (interdiction ou autorisation sous certaines conditions). Ces zones inondables devront être autant que possible réservées et valorisées en zones d'expansion de crue.

Cet axe d'action s'inscrit tout à fait dans l'esprit de la Loi Barnier du 2 février 1995 sur le renforcement de la protection de l'environnement et pourra s'appuyer sur les dispositions suivantes :

| Action REI-a   | Élaboration et mise en œuvre de plans de prévention des risques |
|--|---|
|  | Action réglementaire  |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action .</b> Face à la multiplicité des documents de cartographie réglementaire préexistantes, la loi « Barnier » du 2 février 1995 institue un document unique : le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR).</p> <p>L'institution d'un PPR « Inondations » (crue et/ou ruissellement) sur tout ou parties du territoire du bassin versant de la Nonette est essentielle, afin notamment d'interdire ou de subordonner à des conditions particulières, dans des zones vulnérables, les constructions, ouvrages, biens et activités, soit parce qu'ils seraient exposés à des risques, soit parce qu'ils pourraient les aggraver ou en provoquer de nouveaux en amont ou en aval. Les communes sur lesquelles un PPRI devrait être mis en place sont au minimum les communes traversées par la Nonette ou l'un de ses affluents et/ou celles ayant fait l'objet d'inondation au cours des 10 dernières années.</p> <p>Les grandes étapes d'élaboration du PPRI seront les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- étude hydrologique, morphologique et topographique du bassin versant et en particulier des zones vulnérables ;</li> <li>- étude des volumes et caractéristiques des différents apports hydrauliques (eaux de surface pour les crues et eaux pluviales pour les inondations par ruissellement) ;</li> <li>- évaluation des enjeux et réalisation d'une carte d'aléa à l'aide notamment d'outils de modélisation ;</li> <li>- élaboration d'un plan de zonage et du règlement du PPRI ;</li> <li>- phase de consultation, d'enquête publique, de validation.</li> </ul> <p>Le PPR vaut servitude d'utilité publique et doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU).</p> |   |
| <p><b>Mise en œuvre - Principaux acteurs concernés.</b> L'élaboration puis la mise en œuvre de PPRI nécessite l'intervention de divers acteurs :</p> <p><u>Maître d'ouvrage / Instruction du dossier</u></p> <p>État (DDE) : Instruction du dossier</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- arrêté de mise à l'étude du PPRI</li> <li>- arrêté d'approbation du PPRI</li> </ul> <p><u>Partenaires privilégiés</u></p> <p>Communes (coopération technique et procédure de consultation)</p> <p><u>Autres partenaires</u></p> <p>Conseil régional, Chambre d'agriculture, Centre régional de la propriété forestière</p>  |   |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Elaboration du (des) PPRI dans les 5 ans suivant l'approbation du SAGE. Mise en œuvre au delà.</p>   |   |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> De l'ordre de 100 k€ pour l'ensemble des communes concernées (ce montant intègre les coûts d'étude et d'expertise correspondant au cahier des charges d'une étude PPRI ainsi que quelques études complémentaires (de type modélisation)).</p>  |   |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Nombre de communes (affectées par des problèmes d'inondation et/ou de ruissellement) disposant d'un PPR, état d'avancement des procédures PPR</p>  |   |



| Action REI-b   | Amélioration de l'information des élus et de la population : vers une gestion concertée des risques liés aux inondations |
|--|--|
|  | Information - Communication  |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Il est souhaitable que l'exécution du (des) PPRI s'accompagne d'une action d'information préventive des populations sur les risques naturels majeurs. Cette information pourra être synthétisée dans un atlas départemental des communes à risques où seront précisés, par commune, la nature, la fréquence et l'intensité des risques ainsi que les mesures à prendre pour les prévenir. Sur la base de ces éléments, les maires de chaque commune du bassin versant de la Nonette pourront établir un dossier d'information à l'attention de leurs administrés et organiser des expositions et réunions publiques. Parallèlement, une information sur les risques pourra être réalisée sous forme d'affichage dans les terrains et sur les immeubles concernés.</p> <p>Enfin, le SAGE demande aux autorités concernées que, en application de la loi « Bachelot » du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des repères de crues soient mis en place dans les communes affectés par des inondations au cours des dernières années (sous la responsabilité des communes) ;</li> <li>- une « commission consultative des risques naturels majeurs », présidée par le préfet et composée d'élus, d'associations ainsi que des services de l'Etat, soit instituée à l'échelle départementale.</li> </ul> |  |
| <p><b>Mise en œuvre - Principaux acteurs concernés.</b> Préfecture et communes</p>   |  |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> : Mise en œuvre de l'action dès la première année suivant l'approbation du SAGE (pour les aspects les plus simples à mettre en œuvre). Cette action d'information et de communication doit ensuite être poursuivie.</p>  |  |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> Non quantifiable à ce stade.</p>   |  |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Communes ayant mis en place des moyens d'information de la population (repères de crues, réunion, affiches, ...)</p>   |  |

**REI.1.2 – Maîtriser l'évolution de l'occupation des sols afin de ne plus accroître les risques de ruissellement sur le bassin versant, en particulier dans les zones urbanisées (figure 4)**

Priorité : 1

L'objectif est ici d'aboutir à une stabilisation du coefficient de ruissellement du bassin versant par une maîtrise de l'imperméabilisation des sols ou de ses conséquences immédiates. D'après les prévisions réalisées au cours de la phase « tendances et scénarios », un accroissement du coefficient de ruissellement moyen d'environ 1 % est envisageable d'ici 2010 compte tenu des projets de créations de logements ou de zones d'activité, ce qui correspond, pour une pluie journalière de 30 mm, à plus de 120 000 m<sup>3</sup> supplémentaires d'eau de ruissellement à gérer le plus en amont possible (mesures compensatoires) pour éviter un accroissement important du débit des rivières (accroissement estimé à environ 1,4 m<sup>3</sup>/s en moyenne à l'exutoire du bassin versant). Cet objectif peut être atteint :

- soit en modérant l'imperméabilisation des sols sur les secteurs où les risques de ruissellement sont les plus importants ;
- soit en mettant en œuvre de manière systématique des mesures compensatoires à toute imperméabilisation des sols.

Cette dernière disposition est demandée en particulier par la Loi sur l'eau au travers des régimes de déclaration ou d'autorisation.

Si ces dispositions s'appliquent particulièrement aux communes du haut-bassin versant de la Launette sujettes à un développement urbain et péri-urbain soutenus, elles concernent en fait toutes les communes envisageant la création de nouvelles habitations ou zones d'activités.



Il est à noter que la loi sur l'eau ne permet de réglementer les imperméabilisations ou les rejets qu'au delà de certains seuils d'intervention (seuils vis-à-vis desquels les réseaux urbains existants font écran). En deçà de ces seuils, seuls les documents d'urbanisme peuvent interdire ou réglementer les imperméabilisations et les rejets ou compenser leurs effets, d'où l'importance de l'action des collectivités locales.

Outre les mesures concernant les secteurs urbains et péri-urbains, des actions sont également à prévoir au niveau afin de limiter l'apparition de ruissellement au niveau des surfaces agricoles.

| Action REI-c   | Maîtrise des eaux pluviales à l'échelle locale dans les secteurs urbains et péri-urbains |
|--|--|
|  | Action réglementaire   |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> En complément du PPRI, le SAGE rappelle que de nombreux outils réglementaires permettant la maîtrise des eaux pluviales à l'échelle des communes existent déjà et incite celles-ci (ou leurs groupements) à les mettre en œuvre.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>L'article L 211-7 du c. Environnement</u> habilite les communes et les autres collectivités compétentes à entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, concernant la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement et la défense contre les inondations.</li> <li>- Les documents classiques de planification urbanistique issus de la loi SRU (SCOT et PLU) peuvent également être utilisés au titre d'outils de prévention des risques naturels.</li> <li>- Les communes du Bassin versant de la Nonette peuvent également agir sur le fondement de l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans le cadre du zonage d'assainissement, qui prévoit la délimitation de zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement (volet pluvial des schémas directeurs d'assainissement).</li> <li>- Enfin, la loi « Bachelot » du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages confère des pouvoirs accrus aux collectivités pour leur permettre de lutter plus efficacement contre les risques naturels (facultés d'instituer servitudes préfectorales d'utilité publique à la demande des collectivités territoriales ou de leurs groupements pour la prévention des inondations, facilitation, sur les plans juridique et financier, de l'intervention des collectivités en matière de travaux de prévention des inondations).</li> </ul> <p>La mise en œuvre d'actions effectives sur la base de ces outils réglementaires est fortement préconisée par le SAGE pour les communes du sous-bassin versant de la Launette ainsi que pour toute autre commune concernée par des projets importants d'urbanisation ou de développement de zones d'activités au cours des années à venir.</p> <p>A ce titre, l'expérience de la Communauté de communes de Dammartin-en-Goële pourrait être reprise et adaptée par d'autres communes. Cette collectivité a en effet élaboré un cahier des charges assainissement qui fixe les dispositions relatives à toute nouvelle construction vis-à-vis de la gestion des rejets des eaux usées et des eaux pluviales.</p> <p><b>Mise en œuvre - Principaux acteurs concernés.</b> <u>Maître d'ouvrage</u> : Communes (ou communautés de communes) ; <u>partenaire privilégié de mise en œuvre</u> : Préfecture ; <u>financeurs envisageables</u> : Agence de l'eau, Conseil général.</p> <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> La réglementation existant déjà, ces différentes mesures de planification peuvent être engagées dès la première année suivant l'approbation du SAGE. Elles sont urgentes pour les communes situées sur le haut-bassin versant de la Launette (en particulier pour les communes d'Othis, Lagny-le-Sec, Rouvres et Eve)..</p> <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> Non quantifiable à ce stade.</p> <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Communes ayant mis en place des moyens effectifs pour maîtriser leurs eaux pluviales.</p> |  |

| Action REI-d   | Privilégier les systèmes de culturaux limitant les ruissellements et l'érosion des sols |
|--|---|
|  | Orientation de gestion  |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Une part non négligeable des ruissellements – qui viennent accroître les débits des rivières – sont générés sur les terres agricoles exploitées en grandes cultures. Or celles-ci, localisées essentiellement à l'est du bassin versant (Pays de Valois) représentent plus de 50 % de la superficie de celui-ci.</p> <p>Ainsi, afin de lutter efficacement contre les risques d'inondation, le SAGE préconise que soient privilégiés les systèmes culturaux qui limitent l'apparition de ruissellement. Différentes modalités sont possibles, dont par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- éviter de travailler le sol dans le sens de la pente,</li> <li>- privilégier un travail du sol favorisant le maintien de la sa structure (et favorisant l'infiltration de l'eau),</li> <li>- assurer une couverture des sols durant la période hivernale, essentiellement sur les terrains en pente, en particulier en favorisant les cultures d'hiver et/ou en implantant des cultures intermédiaires</li> <li>- mettre en œuvre dans les exploitations agricoles des mesures visant à réduire les risques de battance des sols limoneux (couverture végétale importante aux périodes critiques (orages de printemps ou d'été), augmentation du taux d'humus, ...).</li> </ul> <p>Il est à noter que ces actions ont également un impact en terme d'amélioration de la ressources en eau.</p> <p><b>Voir également action REI-j</b></p> |   |
| <p><b>Mise en œuvre - Principaux acteurs concernés.</b> Agriculteurs (mise en œuvre), Chambre d'agriculture (conseil).</p>   |   |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dès la première année suivant l'approbation du SAGE.</p>   |   |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> Non quantifiable à ce stade.</p> <p>Certaines de ces actions (en particulier cultures intermédiaires) peuvent faire l'objet d'aides dans le cadre de la PAC, de CAD (contrat d'agriculture durable) ou dans le cadre du programme de l'Agence de l'eau Seine-Normandie.</p>  |   |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Superficie (%) de terres agricoles couvertes durant la période hivernale.</p>  |   |

➤ **Objectif général REI.2 – Réduire les risques d'inondation existants (figures 5 et 6)**

Si l'objectif précédent visait à ne pas aggraver la situation actuelle en anticipant sur les futures actions d'aménagement, le présent objectif a plutôt pour ambition d'atténuer les conséquences des erreurs du passé.

Il s'articule autour des trois axes d'actions stratégiques décrits ci-dessous.

**REI.2.1 – Réduire l'impact des inondations existantes en valorisant les zones naturelles d'expansion de crue et en aménageant les têtes de bassins versants (figure 5)**

Priorité 1

Du fait de l'imperméabilisation des sols au cours des dernières décennies, les débits de crue actuels ne sont plus compatibles avec le gabarit des rivières du bassin versant, endiguées sur une part importante de leur linéaire. Afin de gérer cet héritage, il s'agit ici d'aménager le bassin versant afin d'écarter les débits de crue. L'auto-adaptation par érosion des sections hydrauliques à la fréquence accrue des débits forts a conduit à un élargissement marqué du miroir au détriment de la largeur et de la tenue des endiguements.

Comme indiqué précédemment, plusieurs secteurs de marais ou de zones humides en bordure de rivière ont déjà été recensés comme pouvant être valorisés en zone d'épandage de crue sur les communes de Borest, de Mont-Lévêque, de Ver-sur-Launette, d'Ermenonville, de Montlognon et de Chamant.

Outre la valorisation de ces zones en bordure de rivières, l'aménagement des têtes de bassin versants doit également être envisagé afin de gérer les eaux de ruissellement au plus près de leur source. Une telle démarche est tout à fait en cohérence avec la nouvelle « loi risque » (ou Loi Bachelot) du 30 juillet 2003. L'utilisation préférentielle de techniques d'hydrauliques douces (haies, digues, prairies inondables, ...) en zones rurales et de techniques alternatives de gestion des eaux pluviales en zones urbaines est préconisée.

A cette fin, les actions suivantes sont proposées.

| Action REI-e   | Réactualisation / réalisation d'études hydrauliques générales ou locales (par sous-bassin versant) |
|--|--|
|  | Programme d'actions - études   |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Une seule étude hydraulique globale a été réalisée sur le bassin versant de la Nonette, en 1984. Afin de prendre en compte de manière précise l'évolution de l'occupation des sols au cours des 20 dernières années (de 1984 à 2004) et de dimensionner au mieux les aménagements à prévoir dans le lit majeur de la rivière (et de calculer leur impact en terme de réduction des débits de crue), le SAGE préconise la réalisation d'une étude hydraulique globale (réactualisation de l'étude de 1984), basée sur une modélisation de la Nonette et de ses affluents et intégrant les principaux ouvrages hydrauliques existants actuellement. Cette étude devra intégrer les effets positifs engendrés par l'aménagement de premières zones d'expansion de crue entre Borest et Senlis pour lesquelles la réflexion est la plus avancée (voir action REI-g).</p> <p>Cette étude pourra être complétée par des études hydrauliques spécifiques par sous-bassins versants (en particulier sous-bassin versant de la Launette, sous-bassin versant de la Nonette amont, sous-bassin versant de l'Aunette) afin de définir les aménagements qu'il serait nécessaire de prévoir sur ces territoires dans le cadre d'une logique de gestion des ruissellement le plus en amont possible.</p> |  |
| <p><b>Mise en œuvre - Principaux acteurs concernés.</b> Etude générale : Communauté locale de l'eau ; étude par sous-bassin versant : Communauté locale de l'eau ou communauté de communes sur certains secteurs.</p>  |  |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dans un délais de 2 ans après l'approbation du SAGE pour l'étude globale, dans un délais de 6 ans pour les études spécifiques par sous-bassins versants.</p>   |  |
| <p><b>Estimation financière.</b> Etude hydraulique globale avec modélisation de rivière et levés topographiques complémentaires : de l'ordre de 150 €. Etudes spécifique par sous -bassin versant : 70 € par sous -bassin versant soit 210 € au total pour les « sous-bassins versants (Launette, Nonette amont et Aunette).</p>   |  |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Secteurs du bassin versant couvert par une étude hydraulique récente.</p>  |  |

| Action REI-f   | Aménagement de sous-bassins versants en privilégiant les techniques d'hydraulique douce |
|--|---|
|  | Programme d'actions – travaux et aménagements   |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Afin de réduire maîtriser les ruissellements le plus près possible de leur source,, le SAGE préconise l'aménagement des sous-bassins versants, en particulier de leur partie amont. Une telle démarche est tout à fait en cohérence avec la nouvelle « loi risque » (ou Loi Bachelot) du 30 juillet 2003. Ces aménagements, dont la localisation et les dimensions auront été déterminées suite aux études hydrauliques spécifiques menées sur les sous-bassins versants, privilégieront les techniques « d'hydraulique douce », à savoir : des haies, talus, digues, prairies inondables, enherbement. Ces aménagements viseront en particulier (mais pas uniquement) à gérer les eaux de ruissellements générées sur les terres agricoles qui contribuent à l'augmentation des débits des rivières lors des épisodes pluvieux.</p> |   |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Maîtres d'ouvrages envisageables : commune (ou groupement si celui-ci en a les compétences), Communauté locale de l'eau.</p>   |   |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dans un délais de 5 à 10 ans suite à l'approbation du SAGE pour les aménagements prioritaires (plus tôt dans les secteurs où la réflexion est déjà avancée, comme par exemple dans le secteur de Villers-Saint-Frambourg).</p>   |   |
| <p><b>Eléments d'estimation financière.</b> A définir suite aux études (plusieurs centaines de € par sous -bassin versant).</p>  |   |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Linéaire total de haies, talus mis en place par sous-bassin versant, nombre de rétentions mises en place (et capacité totale), débits de crue des rivières.</p>  |   |



| Action REI-g   | Aménagement de zones humides en zones tampon |  |   |   |   |
|--|--|--|---|---|---|
|  | Programme d'actions - aménagement            |  |   |   |   |
| <b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Afin de limiter l'impact des inondations au niveau de zones vulnérables (zones habitées, en particulier au niveau de Senlis), la SAGE préconise la valorisation de zones humides en zones tampon / d'épandage de crue. Plusieurs secteurs de marais ou de zones humides en bordure de rivière ont déjà été recensés comme pouvant être aménagés en zone d'épandage de crue sur les communes de Borest, de Mont-Lévêque, de Ver-sur-Launette, d'Ermenonville, de Montlognon et de Chamant (sur la base en particulier de l'étude hydraulique de la Nonette réalisée en 1984). Le SAGE insiste sur le fait que l'aménagement de ces zones devra être réalisé de manière à ne pas nuire à la richesse écologique des milieux concernés, en particulier ceux présentant des habitats remarquables ou classés en zone Natura 2000. |  |  |   |   |   |
| Depuis 1984, la réflexion a progressé pour le secteur de la Nonette en amont de Senlis au niveau duquel la DDAF de l'Oise a délimité de manière plus précise différentes zones d'épandage de crues. Dans ce secteur, la Nonette est une rivière perchée dont le lit est découpé transversalement en « casiers hydrauliques » indépendants. Ces casiers sont délimités en amont et en aval par les infrastructures routières et latéralement par la topographie du bassin versant et les digues des cours d'eau. Le tableau suivant présente les caractéristiques des différents casiers définis par la DDAF de l'Oise.   |  |  |   |   |   |
| N° et délimitation amont-aval des casiers  | Surfaces en hectares                         | Volumes de stockage en m3 (sur la base d'une hauteur de 0,5 m) | Mode d'alimentation des zones d'expansion de crue | Mode de vidange (écoulement en fond de thalweg) () cote de fond           | Observations  |
| 1-De Borest à l'ancienne décharge  | 37 ha  | 185 000 m³   | Par débordement de la Nonette                     | Par le Six-pieds (58,27 m)  | Vulnérabilité : peupleraie  |
| 2-Du croisement de la Nonette à la RN330   | 8 ha   | 80 000 m³  | Par débordement de la Nonette                     | Par le Six-pieds (58,27 m)  | Vulnérabilité : cressonnière  |
| 3-De la RN330 à l'ancienne RN330   | 7 ha   | 70 000 m³  | Par déversoir projeté depuis la Nonette perchée   | Par le Six-pieds (58,62 m)  | Vulnérabilité : habitations à l'aval du casier  |
| 4-De l'ancienne RN330 à la route privée du château de Mont-l'Evêque  | 5,5 ha                                       | 55 000 m³  | Par déversoir projeté depuis la Nonette perchée   | Par le Six-pieds (56,94 m)  |   |
| 5-De la route privée près du château de Mont-l'Evêque  | 33 ha  | 330 000 m³   | Par déversoir projeté depuis la Nonette perchée   | Par la Sangle (régulation du débit par vanne projetée) (57,09 m)          | Vulnérabilité : habitations de l'ancien moulin de Sainte-Victoire   |
| 6-Près du Château de Sainte-Victoire à la route de Villelmétrie  | 19 ha  | 190 000 m³   | Par déversoir projeté depuis la Nonette perchée   | Par le ru Saint-Urbain (régulation du débit par vanne projetée) (55,13 m) | Travaux d'aménagement du casier : renforcement des berges de la Nonette et mise en place d'un merlon de protection à l'aval du casier |
| <b>Principaux acteurs concernés.</b> Communauté locale de l'eau et/ou SIBVN <sup>1</sup> (avec extension des compétences aux lits majeurs), communes..   |  |  |   |   |   |
| <b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Pour les secteurs où la démarche est la plus avancée (voir tableau ci-dessus), engagement de la démarche et mise en œuvre des travaux adéquats par la structure compétente le plus tôt possible après l'approbation du SAGE. Pour les autres secteurs, engagement des travaux suite à la réactualisation de l'étude hydraulique globale (qui intégrera l'impact des travaux précédents) soit à partir de la troisième année suivant l'approbation du SAGE (échelonnement des travaux sur 5 ans).  |  |  |   |   |   |
| <b>Eléments d'estimation financière.</b> de l'ordre de 1 million € (l'acquisition de terrains est également prendre en considération).   |  |  |   |   |   |
| <b>Indicateurs de suivi.</b> Volume de stockage aménagé.   |  |  |   |   |   |

<sup>1</sup> SIBVN : nom initial du Syndicat intercommunal d'entretien du bassin versant de la Nonette. Ses compétences actuelles sont l'entretien et la restauration des lits mineurs des cours d'eau. Dans l'ensemble du document « SIBVN » signifiera « SIBVN ou tout autre structure qui reprendrait ses compétences ».



|  |   |
|--|---|
| Action REI-h   | Surveillance, entretien / restauration des digues et berges présentant un intérêt stratégique : protection contre les crues (Senlis), limite de zones d'expansion de crue |
|  | Programme d'actions - aménagements  |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> La bonne tenue des digues canalisant le lit de la Nonette est essentielle en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au niveau des zones habitées, afin d'éviter l'inondation des habitations (par exemple dans le secteur de Senlis),</li> <li>- au niveau des zones d'expansion de crue (voir action REI-g), afin d'éviter l'ennoiment chronique de ces zones, ce qui limiterait leur efficacité en terme stockage d'eau lors des crues.</li> </ul> <p>Or, les digues font l'objet de nombreuses contraintes et sont régulièrement fragilisées du fait de l'érosion des berges mais également du fait de l'action d'animaux fouisseurs (ragondins, sangliers).</p> <p>La surveillance et l'entretien voire la restauration de ces digues constituent donc une action essentielle à poursuivre et à renforcer dans le cadre de la mise en œuvre du SAGE.</p> |   |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Maîtres d'ouvrages envisageables : SIBVN, communes ; partenaire : CATER</p>  |   |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Surveillance permanente et entretien en cas de besoin dès la première année suivant l'approbation du SAGE (actions déjà réalisées par le Syndicat intercommunal de la Nonette).</p>  |   |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> Pour restauration : variable d'une année à l'autre, de l'ordre de 100 à 200 k€ / an en moyenne.</p>  |   |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Linéaire de berge restaurée (% par rapport au linéaire total).</p>   |   |

**REI.2.2 – Limiter l'envasement des rivières en réduisant les risques d'érosion sur les terres agricoles du bassin versant et les transferts de particules solides (figure 6)**

Priorité 1

Les apports de sédiments par érosion des terres agricoles constituent un des principaux facteurs d'envasement des rivières (pour les facteurs liés à l'assainissement (MES, eutrophisation) voir les objectifs concernant la qualité des eaux de surface). Cet envasement, en perturbant les conditions d'écoulement des eaux, accroît les risques de débordement sur certains tronçons de rivière.

Afin de limiter les transferts de sédiments vers les rivières et par suite leur envasement, le SAGE préconise les actions suivantes :

| Action REI-i   | Privilégier les systèmes culturaux limitant le ruissellement et l'érosion des sols |
|--|--|
|  | Orientation de gestion   |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Un des premiers moyens de limiter l'envasement des rivières par les sédiments en provenance des terres agricoles est de limiter le départ de terre au niveau même des parcelles. Pour cela, le SAGE préconise de privilégier des systèmes culturaux limitant le ruissellement et l'érosion des sols dont certaines modalités sont citées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- éviter de travailler le sol dans le sens de la pente,</li> <li>- privilégier un travail du sol favorisant le maintien de la sa structure (et favorisant l'infiltration de l'eau),</li> <li>- assurer une couverture des sols durant la période hivernale, essentiellement sur les terrains en pente, en particulier en favorisant les cultures d'hiver et/ou en implantant des cultures intermédiaires.</li> </ul> <p>Il est à noter que ces actions ont également un impact en terme d'amélioration de la ressources en eau.</p> <p><b>Voir également action REI-d</b></p> |  |
| <p><b>Mise en œuvre - Principaux acteurs concernés.</b> Agriculteurs (mise en œuvre), Chambre d'agriculture (conseil).</p>   |  |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dès la première année suivant l'approbation du SAGE.</p>   |  |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> Non quantifiable à ce stade.</p> <p>Certaines de ces actions (en particulier cultures intermédiaires) peuvent faire l'objet d'aides dans le cadre de la PAC, de CAD (contrat d'agriculture durable) ou dans le cadre du programme de l'Agence de l'eau Seine-Normandie.</p>  |  |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Superficie (%) de terres agricoles couvertes durant la période hivernale.</p>  |  |

| Action REI-j   | Favoriser l'implantation de dispositifs végétalisés en bordure de parcelles ou de rivières |
|--|--|
|  | Orientation de gestion (préconisation)   |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Les dispositifs végétalisés (en particulier de bandes enherbées) constituent un des moyens les plus efficaces pour réduire les flux de matières en suspension vers les rivières en favorisant leur sédimentation en amont (ces dispositifs ont également un rôle sur les flux de nitrates et de produits phytosanitaires). Ainsi, afin de limiter l'envasement du lit de la Nonette et de ses affluents, le SAGE recommande la mise en place de tels dispositifs. Pour les bandes enherbées, une largeur minimale de 6 mètres est généralement préconisée (en particulier par l'AESN pour l'obtention des aides). Il est à noter toutefois, que dans le cadre de la réforme de la PAC, les surfaces enherbées d'au minimum 5 mètres de large pourront être déclarées en jachère dès lors qu'elles sont implantées en bordure de cours d'eau. Ces largeurs doivent être considérées comme des largeurs minimales, l'efficacité des bandes enherbées étant nettement accrue pour une largeur de l'ordre de 10 mètres.</p> <p>En cas d'érosion, il est également essentiel de mettre en œuvre des moyens permettant de limiter la sortie de matières en suspension des parcelles vers le milieu aquatique, que ce soit de manière directe (par un rejet direct dans un cours d'eau ou un fossé) ou indirecte (via la voirie ou le réseau pluvial).</p> <p><b>Voir également action QSUP-i</b></p> |  |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Agriculteurs (mise en œuvre), Chambres d'agriculture (conseil)</p>   |  |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dans un délai de 2 ans suivant l'approbation du SAGE en bordure de rivière ou de ru dans les secteurs où actuellement aucune zone tampon n'existe. Pour les autres secteurs, échelonnement des investissements sur plusieurs années.</p>   |  |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> Investissement et manque à gagner : de l'ordre de 1 000€ / ha pour l'enherbement. Aides possibles de la part de l'AESN, de la PAC, de l'Etat (via les CAD).</p>  |  |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Linéaire ou superficie (et %) concernée, nombre (et %) d'agriculteurs impliqués.</p>   |  |

|   |            |
|---|------------|
| <b>REI.2.3 – Favoriser une meilleure gestion des ouvrages hydrauliques existants par une révision de tous les droits d'eau (figure 6)</b> | Priorité 2 |
|---|------------|

La Nonette et ses affluents sont des cours d'eau fortement artificialisés hérités de l'histoire et tout au long desquels sont aménagés de nombreux ouvrages hydrauliques (vannes, chutes, bassins, étangs, ...). Actuellement, aucune vision globale n'existe quant à la gestion de ces ouvrages hydrauliques, aboutissant dans certains cas à des conflits d'usage (ouverture de vanne afin de limiter l'inondation d'un secteur à l'amont sans prise en compte ou évaluation correcte des conséquences à l'aval). Or, une gestion plus concertée de ces ouvrages hydrauliques pourrait participer à une meilleure maîtrise de certains épisodes de crues.

| Action REI-k   | Révision et mise en cohérence des droits d'eau |
|--|--|
|  | Action réglementaire                           |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Afin d'aboutir à une gestion plus concertée des ouvrages hydrauliques existants sur le bassin versant lors des épisodes de crues, le SAGE préconise la révision de tout ou partie des droits d'eau contenus par exemple dans les anciens règlements d'eau et ou les arrêtés locaux ou préfectoraux prescrivant les règles de fonctionnement des ouvrages. Cette révision des droits d'eau nécessiterait en préalable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le recensement exhaustif des propriétaires et gestionnaires d'ouvrages hydrauliques ;</li> <li>- la détermination précise des mesures à adopter, pour chacun des propriétaires et gestionnaires, en cas de crue.</li> </ul> <p>Cette révision des droits d'eau devra également participer à une meilleure gestion des niveaux d'eau lors des périodes d'étiage, voire en cas de crise de sécheresse.</p> |  |
| <b>Mise en œuvre - Principaux acteurs concernés.</b> Communauté locale de l'eau, Etat/DDAF (police de l'eau)   |  |
| <b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dans les 5 ans suivant l'approbation du SAGE  |  |
| <b>Éléments d'estimation financière.</b> Non quantifiable à ce stade.  |  |
| <b>Indicateurs de suivi.</b> Etat d'avancement du recensement et de la révision des droits d'eau.  |  |

## 4 Enjeu « qualité des eaux superficielles » (QSUP)

### 4.1 Etat des lieux – diagnostic - tendances (figure 7)

Les phases précédentes d'état des lieux et de diagnostic global ont permis de mettre en évidence des dégradations importantes de la qualité des eaux des rivières du bassin versant, et en particulier de la Launette. Un bilan de ces dégradations par tronçons de rivière est rappelé ci-dessous.

- **La Launette** : la qualité est mauvaise pour le phosphore et sur la partie la plus amont pour l'ammoniac et les nitrites. La qualité hydrobiologique est mauvaise (à l'amont) à passable (à l'aval). La qualité est passable vis-à-vis des teneurs en nitrates et en DBO5. Cette mauvaise qualité est à mettre en relation avec le fort développement de ce secteur au cours des dernières décennies, se traduisant par des **rejets d'assainissement trop importants compte tenu des faibles débits des rus et de la Launette**. Cette pression est d'autant plus importante que plusieurs stations présentent des performances médiocres telles celle de Lagny-le-Sec ou celle d'Ermenonville. L'imprimerie Didier Quebecor constitue une des principales entreprises ayant des rejets dans la Launette. Il est à noter que la commune d'Othis s'est dotée d'une nouvelle station mise en fonctionnement en 2003. Cette station traite le phosphore avec une norme de rejet PT2. D'autre part, la commune d'Ermenonville a en projet de s'engager dans la réhabilitation de ses réseaux et dans la construction d'une nouvelle station (échéance 2005-2006). Bien que ces travaux récents ou en projet dans les 10 ans à venir permettront de réduire les flux de pollution vers la Launette, les projections réalisées dans la phase « tendances et scénarios » (prenant en compte l'accroissement de la pollution) indiquent que ceux-ci, seuls, ne seront pas suffisants pour atteindre une bonne qualité des eaux (au sens du SEQ-eau), en particulier pour le paramètre phosphore.
- **La Nonette avant confluence avec la Launette** : la qualité est globalement passable mais fortement altérée à l'aval des stations d'épuration de Nanteuil-le-Haudouin et de Baron (phosphore, nitrate, nitrite). La commune de Nanteuil-le-Haudouin envisage la réhabilitation de sa station d'ici 2006-2007.
- **La Nonette entre confluence avec la Launette et confluence avec l'Aunette**. Si la qualité de la Launette se répercute sur celle de la Nonette en aval immédiat de leur confluence, cette dernière retrouve une qualité globalement passable du fait des processus de dilution et d'auto-épuration.
- **L'Aunette**. Il s'agit de la rivière du bassin versant présentant la qualité la moins dégradée. Toutefois, à l'aval de Chamant, les teneurs en nitrates et en nitrites, de même que la mauvaise qualité hydrobiologique, traduisent l'impact des rejets d'assainissement de cette commune.
- **La Nonette de la confluence avec l'Aunette à la confluence avec l'Oise**. A l'aval de sa confluence avec l'Aunette, la qualité de la Nonette se trouve rapidement dégradée par les rejets de la station de Senlis, essentiellement vis-à-vis du paramètre nitrate et dans une moindre mesure nitrite et phosphore. Plus vers l'aval, les rejets des stations de Chantilly et de Gouvieux ainsi que de la teinturerie Dumont altèrent encore davantage la qualité physico-chimique et hydrobiologique de l'eau. Il est à noter que depuis la réalisation de ces mesures de qualité, la station de Senlis a été reconstruite. De même, la station de Gouvieux, à laquelle sera raccordée la commune de Chantilly (avec abandon de la station actuelle), est en cours de réhabilitation et les rejets de la teinturerie Dumont devraient être traités sur le site de l'ancienne station de Gouvieux réaménagée à cette fin. Ces travaux devraient avoir un impact positif significatif sur la qualité de la rivière et des milieux aquatiques associés.

Ce bilan met en évidence de manière nette l'impact négatif des rejets de certaines stations d'épuration sur la qualité des eaux superficielles, en particulier lorsque ces stations présentent des dysfonctionnements importants : surcharge hydraulique liée à des problèmes de réseaux, départs de boues, ...



Sur la Launette, l'impact est d'autant plus fort que cette rivière présente un débit relativement faible.

Ces rejets, à l'origine de concentrations élevées en nitrate et surtout en phosphore (principal paramètre déclassant de la qualité) induisent une **eutrophisation importante** des rivières se traduisant ensuite par des **problèmes d'écoulement des eaux** liés aux herbiers accentuant l'**envasement** et les risques de débordement. Les actions palliatives de faucardement voire de curage, même limitées, ont des effets peu pérennes et un impact notable sur le milieu aquatique.

Outre l'assainissement collectif, d'autres sources potentielles de pollution des eaux superficielles ont été recensées :

- **L'assainissement non collectif** : bien moins important en terme de flux que l'assainissement collectif, il peut être néanmoins à l'origine de dégradations ponctuelles de la qualité des rivières, ceci d'autant plus que le nombreuses communes n'ont pas délimité leurs zones d'assainissement et que presque aucune d'entre elles n'a mis en place un service public en charge de l'assainissement non collectif (SPANC).
- Les **activités industrielles** : une trentaine d'établissements industriels ou artisanaux sont recensés par l'Agence de l'eau Seine-Normandie sur le bassin versant de la Nonette. Si la majorité sont raccordés à une station d'épuration communale, 9 d'entre eux rejettent directement leurs effluents dans le milieu aquatique.
- les **activités agricoles** : tournées essentiellement vers les grandes cultures, les activités agricoles participent directement ou indirectement à la pollution des rivières :
  - o Directement, par ruissellement et érosion générés sur les parcelles cultivées. Les activités agricoles favorisent en effet l'entraînement de matières en suspension (sédiments), de nitrate, de phosphore mais aussi d'autres polluants tels que les produits phytosanitaires vers les rivières. Cette pollution directe est accentuée par l'absence dans certains secteurs de dispositifs végétalisés entre le cours d'eau et les parcelles cultivées.
  - o Indirectement, par l'intermédiaire des nappes d'eau souterraines, qui participent à l'alimentation des rivières. Ces nappes sont en effet elles mêmes polluées par les nitrates et les produits phytosanitaires. Dans la nappe du Lutétien, les teneurs en nitrates varient en fonction des secteurs de 25 à 50 mg/l environ ; elles fluctuent autour de 25 mg/l dans les rivières.
- les **pollutions chroniques par temps de pluie liées aux surfaces imperméabilisées** (urbaines, péri-urbaines, routières) : ces pollutions résultent du lessivage, lors d'épisodes pluvieux, de polluants déposés sur les surfaces imperméabilisées urbaines, péri-urbaines ou routières (hydrocarbures, métaux lourds, matières en suspension, phytosanitaires, ...) et à leur entraînement, sans traitement suffisant préalable, vers les eaux superficielles. Concernant les surfaces routières, un risque particulier a été identifié au niveau de deux secteurs de l'autoroute A1 : le franchissement de la vallée de la Nonette et le franchissement de la vallée de l'Aunette.

Outre les pollutions chroniques, des risques de **pollutions accidentelles** existent sur le bassin versant, en relation en particulier avec l'autoroute A1 (déversement d'une matière dangereuse transportée). Deux sites à risque ont été identifiés correspondant aux franchissements par l'autoroute A1 des vallées de la Nonette et de l'Aunette. Bien qu'un plan d'action ait été établi par la SANEF suite à une étude de vulnérabilité réalisée en 1994, à ce jour, aucun travaux n'a été engagé.

## 4.2 Rappels des préconisations du SDAGE Seine-Normandie et du contexte réglementaire

Les orientations du **SDAGE Seine-Normandie** relatives à cet enjeu thématique sont les suivantes :

- Orientation A4 : maîtriser les rejets polluants sur l'ensemble du bassin versant (agriculture, collectivités, industries) ;
- Orientation 1 (gestion qualitative eaux superficielles) : objectifs d'amélioration de la qualité générale ;

|                           |           |
|---------------------------|-----------|
| RPR4817 /A.10216/C.3R3157 |           |
| SGA - YR                  |           |
| 25 oct. 2004              | Page : 31 |

- Orientation 2 (gestion qualitative eaux superficielles) : orientations pour la réduction des nutriments et toxiques.

Le **schéma directeur de vocation piscicole (SDVP)** de l'Oise, élaboré en 1990, préconise l'amélioration de la qualité de l'eau au moyen d'actions réglementaires (interdiction de nouveaux rejets, ...) et d'actions techniques (équipement en dispositifs d'assainissement, amélioration du fonctionnement des stations actuelles). Ce document à caractère administratif et technique, constitue le cadre des actions de réhabilitation des milieux aquatiques du département.

D'autre part, la **carte départementale d'objectifs de qualité**, approuvée par **arrêté préfectoral le 18 juillet 1990**, fixe les objectifs suivants pour les différents tronçons de rivière :

**Tableau n° 6 Objectifs de qualité des tronçons de rivière**

| Rivière | Tronçon de rivière  | Objectif de qualité |
|---------|---|---------------------|
| Nonette | De la source à l'aval du ru Marquant                                  | 2                   |
| Nonette | De l'aval du ru Marquant à Versigny                                   | 2                   |
| Nonette | De Versigny à la confluence de la Launette                            | 1                   |
| Nonette | De la confluence de la Launette à la confluence de l'Aunette          | 1                   |
| Nonette | De la confluence de l'Aunette à l'amont de Vineuil Saint Firmin       | 2                   |
| Nonette | De l'amont de Vineuil Saint Firmin à l'Aval de Chantilly              | 1                   |
| Nonette | De l'aval de Chantilly à l'amont de l'agglomération de Gouvieux       | 2                   |
| Nonette | De l'amont de l'agglomération de Gouvieux à la confluence avec l'Oise | 1                   |

Objectifs de qualité : (1) : bonne qualité ; (2) : qualité moyenne ; (3) : mauvaise qualité ; (4) : très mauvaise qualité.

Ces objectifs sont susceptibles d'être revus dans le cadre de la mise en application de la **Directive cadre européenne sur l'eau (DCE)** qui fixe pour 2015 un objectif de « bon état » chimique et écologique pour les eaux superficielles. Comme indiqué précédemment, la définition précise du « bon état » (au sens de la DCE) n'est pas arrêté à ce jour.

Concernant plus particulièrement l'assainissement domestique, la **Directive Eau résiduaires urbaines (DERU)** du 21 mai 1991 fixent les objectifs et les échéances concernant les travaux de mises aux normes et les niveaux minimum de traitement des eaux.

Cette directive impose en particulier les prescriptions suivantes aux rejets provenant des stations d'épuration des eaux urbaines résiduaires et effectués dans des zones sensibles sujettes à eutrophisation.

**Tableau n° 7 Prescriptions relatives aux rejets provenant de stations d'épuration des eaux urbaines résiduaires effectués dans des zones sensibles sujettes à eutrophisation (pour les stations de capacité inférieure à 100 000 EH)**

| Paramètres             | Concentration                                       | Pourcentage minimal de réduction (par rapport aux valeurs d'entrée) |
|------------------------|---|---|
| <b>Phosphore total</b> | 2 mg P / l<br>(EH compris entre 10 000 et 100 000)  | 80 %  |
| <b>Azote total</b>     | 15 mg N / l<br>(EH compris entre 10 000 et 100 000) | 70-80 %   |

### 4.3 Objectifs généraux, axes d'actions stratégiques et propositions d'actions

- **Objectif général QSUP – Améliorer de manière significative la qualité des eaux superficielles, en particulier en réduisant de manière importante les teneurs en nitrates et phosphore (figures 8 à 10)**

La réalisation de cet objectif repose en particulier sur les axes stratégiques suivants

|  |  |
|--|--|
| QSUP – Améliorer de manière significative la qualité des eaux superficielles, en particulier en réduisant de manière importante les teneurs en nitrates et phosphore | QSUP.1 – Réduire les rejets liés à l'assainissement collectif, en particulier vis-à-vis des paramètres phosphore et nitrate, et assurer la gestion des boues d'épuration |
|  | QSUP.2 – Assurer la mise aux normes de l'assainissement non collectif  |
|  | QSUP.3 – Suivre les rejets industriels   |
|  | QSUP.4 – Réduire les rejets liés aux activités agricoles et les transferts de polluants vers les rivières  |
|  | QSUP.5 – Limiter les pollutions chroniques par temps de pluie liées aux surfaces imperméabilisées  |
|  | QSUP.6 – Réduire les risques de pollution accidentelle   |

et les actions détaillés ci-après.

|   |              |
|---|--------------|
| <b>QSUP.1 – Réduire les rejets liés à l'assainissement collectif, en particulier vis-à-vis des paramètres phosphore et nitrate et assurer la gestion des boues d'épuration (figure 8)</b> | Priorité : 1 |
|---|--------------|

Afin d'atteindre cet objectif, il est nécessaire d'agir aux différents niveaux des systèmes de collecte et de traitement : réseaux, filière eau et filière boues des stations. A cette fin, plusieurs actions sont proposées.

| Action  | Réaliser les schémas directeurs d'assainissement |
|---|--|
| <b>QSUP-a</b>   | Programme d'actions - étude                      |
| <b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Actuellement, environ une vingtaine de communes du bassin versant ne dispose pas de zonage d'assainissement. Or ce zonage est un document indispensable pour définir les secteurs où l'assainissement non collectif est possible (et sous quelles conditions) et par suite d'identifier les secteurs devant être assainis en collectif. Il est donc demandé dans le cadre du SAGE que la totalité des communes se mettent en conformité vis-à-vis de réglementation en réalisant les schémas directeurs d'assainissement. Il est d'autre part demandé que ces schémas d'assainissement intègrent un volet « eaux pluviales ». Ce volet « eaux pluviales » doit être cadré par une analyse des impacts des rejets des eaux pluviales vers le milieu naturel en quantité et qualité et du positionnement des parties urbanisées ou à enjeux au regard des axes d'écoulement pluviaux internes mais aussi externes à l'agglomération (voir action REI-c et QSUP-j). |  |
| <b>Principaux acteurs concernés.</b> Communes ou autres collectivités en charge de l'assainissement   |  |
| <b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dans les meilleurs délais : engagement de l'étude dans l'année suivant l'approbation du SAGE, suivi de la réalisation de l'enquête publique.   |  |
| <b>Éléments d'estimation financière.</b> de l'ordre de 10 € par commune soit environ 200 k€ pour l'ensemble du bassin versant.  |  |
| <b>Indicateurs de suivi.</b> Réalisation ou non de l'étude, état d'avancement de la procédure (zonage opposable aux tiers)  |  |

| Action  | Réaliser ou mettre à jour les études de diagnostics de réseaux |
|---|--|
| QSUP-b  | Programme d'actions - étude                                    |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> A ce jour, seule une minorité de communes disposant d'un assainissement collectif a réalisé un diagnostic de réseaux. Or, des dysfonctionnements parfois importants existent sur la plupart des réseaux d'assainissement des communes du bassin versant. La réalisation de ce diagnostic est un préalable indispensable à tout programme de travaux sur les réseaux (et sur les stations). Il permet en effet d'identifier de manière précise les dysfonctionnements affectant le réseau et d'en évaluer les conséquences sur le fonctionnement de la station ainsi qu'en terme d'impact sur le milieu récepteur. Il débouche sur l'établissement d'un programme de travaux hiérarchisés.</p> |  |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Communes ou autres collectivités en charge de l'assainissement collectif (Ver-sur-Launette, Lagny-le-Sec, Montagny-Sainte-Félicité, Baron, Péroy-les-Gombries, Boissy-Fresnoy, Villers-Saint-Genest, Rully, Fleurines, Chamant, Senlis, Chantilly).</p>   |  |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Lancement des études dans l'année suivant l'approbation du SAGE</p>   |  |
| <p><b>Eléments d'estimation financière.</b> Variable car fonction de la nature et du linéaire de réseaux. En moyenne, de l'ordre de 80 k€ / réseau.</p>   |  |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Etat d'avancement des études de diagnostics (et date de réalisation).</p>   |  |

| Action  | Réaliser les travaux sur les réseaux          |
|---|---|
| QSUP-c  | Programme d'actions - travaux et aménagements |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Des dysfonctionnements parfois importants ont été mis en évidence sur de nombreux réseaux par le SATESE (et précisés dans certains cas par une étude de diagnostic de réseaux lorsque celle-ci a été réalisée). Ils concernent en particulier les réseaux des stations suivantes : Baron, Chantilly, Dammartin-en-Goële, Ermenonville, Gouvieux, Lagny-le-Sec, Montagny-Sainte-Félicité, Nanteuil-le-Haudouin, Péroy-les-Gombries, Rully (hameau de Bray), Senlis, Ver-sur-Launette. Sur la base du diagnostic de réseaux (à réaliser si nécessaire – voir action QSUP-b), les travaux préconisés (contrôles de branchements, réhabilitation, ...) doivent être engagés selon les niveaux de priorités indiqués dans le diagnostic. Elles permettront en particulier de réduire les pertes au niveau des réseaux et d'améliorer le fonctionnement des stations (en diminuant les surcharges/à coup hydrauliques liés aux ECPP et ECM en particulier).</p> |   |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Communes ou autres collectivités en charge de l'assainissement collectif.</p>   |   |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Echelonnement des travaux dans les 10 ans suivant l'approbation du SAGE avec réalisation des travaux prioritaires (suite au diagnostic) au cours des 5 ans après approbation du SAGE (en particulier pour les réseaux mentionnés ci-dessus).</p>  |   |
| <p><b>Eléments d'estimation financière.</b> Très variable selon les collectivités car fonction des résultats des diagnostics de réseaux, de la nature, de la fréquence et de l'importance des dysfonctionnements identifiés. A titre indicatif, de quelques dizaines à quelques centaines de milliers d'euros par collectivité.</p>   |   |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Etat d'avancement des travaux sur chaque réseaux. Fonctionnement des stations d'épuration. Qualité de l'eau des rivières.</p>   |   |



| Action<br>QSUP-d   | Assurer le traitement du phosphore et de l'azote au niveau des stations d'épuration |
|--|---|
|  | Programme d'actions – travaux et aménagements                                       |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> L'amélioration des performances des stations d'épuration du bassin versant, essentiellement vis-à-vis des paramètres azote et phosphore est primordiale pour reconquérir la qualité de la Nonette et de ses affluents. Ces paramètres sont en effet à l'origine d'une eutrophisation importante des rivières et en particulier de la Launette. Il est donc demandé dans le cadre du SAGE que le traitement du phosphore et de l'azote soit assuré au niveau des stations d'épuration du bassin versant, en particulier celles rejetant dans la Launette.</p> <p>Pour les stations de capacité supérieure ou égale à 5000 EH (Dammartin-en-Goële (5000 EH) , Othis (7000 EH), Lagny-le-Sec (8000 EH), Nanteuil-le-Haudouin (5000 EH), Senlis (21 000 EH), Gouvieux-Chantilly (35 000 EH)), un pourcentage minimal de réduction de 80 % par rapport aux valeurs à l'entrée est demandé pour les paramètres phosphore et azote.</p> |   |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Communes et autres collectivités en charge de l'assainissement collectif.</p>  |   |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Pour les stations de capacité supérieure à 5000 EH, engagement de la démarche dans un délais de 3 ans suivant l'approbation du SAGE. Pour les autres stations, dans un délais de 6 ans.</p>  |   |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> Plusieurs dizaines à plusieurs centaines de k€ selon les stations.</p>   |   |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Concentration en azote et phosphore en sortie de station, pourcentage de réduction par rapport aux valeurs d'entrée.</p>   |   |

| Action<br>QSUP-e   | Mettre aux normes les filières de traitement et d'élimination des boues de stations d'épuration |
|--|---|
|  | Programme d'actions – études et travaux et aménagements   |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Actuellement, une majorité de communes du bassin versant de la Nonette ne dispose pas d'une filière de traitement et d'élimination des boues conforme à la réglementation.</p> <p>Dans le cadre du SAGE, il est donc demandé que toutes les stations d'épuration du bassin versant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soient dotées d'une filière de traitement des boues adéquate ainsi que d'un stockage suffisant,</li> <li>- disposent d'une filière de valorisation (ou de recyclage) conforme. Dans le cas d'un recyclage agricole, ceci implique l'existence d'un plan d'épandage présentant un arrêté de déclaration, une convention signée par les agriculteurs recevant les boues et un suivi conforme à l'arrêté du 8 janvier 1998.</li> </ul> <p>La mise en place de telles dispositions dans les meilleurs délais est d'autant plus importante que les aides aux agriculteurs seront soumises à conditions à partir de 2005.</p> <p>Il est à noter que pour les communes de la Communauté de communes du Pays de Valois, une étude technico-économique a été réalisée récemment (début 2004) afin de définir les différentes filières de traitement et de valorisation des boues possible pour les stations situées sur ce territoire..</p> |   |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Communes et autres collectivités en charge de l'assainissement collectif.</p>  |   |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Cette action doit être mise en œuvre rapidement afin que les collectivités se mettent dans les plus brefs délais en conformité avec la réglementation. Engagement de l'action dès la première année suivant l'approbation du SAGE</p>  |   |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> Etude de plan d'épandage : environ 10 K€ / station</p>   |   |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Existence d'un traitement efficace des boues, d'un stockage suffisant, existence d'un arrêté de déclaration pour l'épandage de boues, d'un plan d'épandage, d'un suivi agronomique.</p>  |   |



**QSUP.2 – Assurer la mise aux normes de l'assainissement non collectif (figure 9)**

Priorité : 2

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 impose aux usagers non raccordables au réseau d'assainissement collectif la mise en place d'un dispositif individuel de traitement des eaux usées domestiques. Bien que les flux de pollution liés à l'assainissement non collectif soient moins importants que ceux liés à l'assainissement collectif, il est néanmoins indispensable que les communes concernées mettent en œuvre toutes les dispositions relevant de leur responsabilité pour réduire les risques de pollution liées à ce type d'assainissement. Les obligations des communes concernant l'assainissement non collectif sont les suivantes :

- Réaliser les études de zonage afin de délimiter les zones d'assainissement collectif ainsi que les zones d'assainissement autonome (article L 2224-10 du CGCT) ;
- Assurer l'ensemble des prestations de contrôle sur tout le territoire communal avant le 31 décembre 2005 (article L 2224 – 8 et L 2224 - 9 du CGCT) ;
- Prendre éventuellement en charge l'entretien des systèmes d'assainissement non collectif (article L 2224 - 8 du CGCT).

| Action<br>QSUP-f   | Créer et mettre en œuvre les services publics en charge de l'assainissement non collectif (SPANC) |
|--|---|
|  | Action réglementaire  |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Afin de se mettre en conformité par rapport à la réglementation et de réduire les risques de pollution des ressources en eau et des milieux aquatiques, le SAGE demande que des SPANC soient mis en place sur l'ensemble des communes du bassin versant concernées, en totalité ou en partie, par l'assainissement non collectif. Le SPANC est un service public industriel et commercial. Il donne lieu à une redevance mise à la charge des usagers. La commune dispose de trois solutions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- gérer seule le service,</li> <li>- transférer la compétence à un groupement de communes : Communauté de communes ou d'agglomération,</li> <li>- transférer sa compétence à un syndicat.</li> </ul> <p>En terme de mode de gestion du service, deux grandes options existent : la régie ou la délégation de service.</p> <p>Afin de l'aider dans ses choix, la collectivité peut faire appel à une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création du SPANC : choix du type d'organisation (commune ou groupement) ; choix des compétences : contrôle seulement ou contrôle et entretien ; définition du mode de gestion, de son budget prévisionnel, constitution de l'équipe administrative et technique, ... .</p> <p>Une assistance à maîtrise d'ouvrages est également possible pour le démarrage du SPANC : mise en place des documents utiles au fonctionnement du SPANC (fiche de contrôle par exemple), accompagnement du technicien pour les premiers contrôles et réhabilitation.</p> |   |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Communes et autres collectivités en charge de l'assainissement.</p>  |   |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Avant le 31 décembre 2005 (article L 2224 – 8 et L 2224 - 9 du CGCT).</p>  |   |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création d'un SPANC : environ 10 € ; assistance à maîtrise d'ouvrage pour le démarrage d'un SPANC : environ 20€ k ; coût du diagnostic préalable : environ 90-100 € par installation ; travaux de réhabilitation : de 2 à 8€/installation (charges aux frais du propriétaire).</p>   |   |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Nombre (et %) d'installations contrôlées, Nombre (et %) d'installations en conformité.</p>   |   |

**QSUP.3 – Suivre les rejets industriels (figure 9)**

Priorité : 2

Les deux principaux points noirs en terme de pollution industrielle recensés au cours des dernières années sur le bassin versant sont :

- la conserverie DAUCY au Plessis-Belleville : celle-ci a cessé récemment son activité ;
- la Teinturerie DUMONT à Gouvieux : avec le projet de raccordement à l'ancienne station communale, la gestion des rejets de cette teinturerie devrait être améliorée dans un proche avenir.

| Action   | Poursuivre le suivi des rejets industriels |
|--|--|
| QSUP-g   | Action réglementaire                       |
| <b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> <i>Compte tenu de la résorption (récente ou à venir) des deux points noirs de pollution que constituaient la conserverie DAUCY et la teinturerie DUMONT, la principale préconisation vis-à-vis des rejets industriels concerne la poursuite de leur suivi par les autorités compétentes, avec toutefois une attention particulière quant au traitement effectif des effluents de la teinturerie DUMONT (après son raccordement à l'ancienne station communale de Gouvieux).</i> |  |
| <b>Principaux acteurs concernés.</b> MISE (DRIRE)  |  |
| <b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> <i>Poursuite du suivi actuel</i>  |  |
| <b>Éléments d'estimation financière.</b> <i>Non quantifiable à ce stade.</i>   |  |
| <b>Indicateurs de suivi.</b> <i>Existence ou non d'un suivi, évolution de la qualité des rejets</i>  |  |

**QSUP.4 – Réduire les rejets liés aux activités agricoles et les transferts de polluants dans les rivières (figure 9)**

Priorité 1

L'objectif est ici d'aboutir à une réduction significative des flux de polluants des parcelles agricoles vers les rivières. Ces polluants correspondent en particulier aux intrants nécessaires à la production agricole et apportés sur les parcelles : amendements organiques ou minéraux (nitrate, phosphore), produits phytosanitaires, ...

La réduction de ces flux peut être envisagée soit par une réduction des apports d'intrants (nitrates, produits phytosanitaires en particulier) sur les parcelles, soit par une réduction de leurs transferts vers les rivières. A cette fin, les actions suivantes sont proposées.

| Action<br>QSUP-h  | Continuer à raisonner et à mieux gérer les apports d'intrants et limiter les risques de pollution accidentelle |
|---|--|
|   | Action réglementaire / Orientation de gestion / information - communication                                    |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> La réduction des risques de pollution d'origine agricole passe en premier lieu par la mise en œuvre de la réglementation existante, en particulier la Directive Nitrates et le PMPOA (pour l'azote et le phosphore). Le SAGE demande à la MISE, dans le cadre de sa mission de Police de l'eau, de veiller à la bonne application de ces programmes.</p> <p>Toutefois, outre les obligations réglementaires, l'adoption volontaire de pratiques favorables à l'environnement est essentielle. Celle-ci peut se faire au travers de différents types de dispositifs dont les Contrats d'agriculture durable (CAD), le référentiel QUALITERRE ou le Contrat rural pour les agricultures situés sur la Communauté de communes du Pays de Valois. Parmi les « bonnes pratiques » à mettre à œuvre, signalons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la mise en place d'une couverture des sols durant l'hiver en particulier par l'implantation de cultures intermédiaires pièges à nitrates (CIPAN),</li> <li>- la réalisation de suivi agronomique des épandages organiques,</li> <li>- l'aménagement d'aires de remplissage et de lavage des pulvérisateurs,</li> <li>- le contrôle, l'équipement et l'entretien des pulvérisateurs,</li> <li>- l'aménagement de bacs de rétention sous les cuves à engrais liquide,</li> </ul> <p>... cette liste n'étant bien sûr pas exhaustive.</p> <p>Ces actions sont déjà en partie mises en œuvre par certains agriculteurs. Toutefois, leur généralisation est souhaitable dans une perspective de reconquête et de préservation à long terme des ressources en eau et des milieux aquatiques. Des actions de communication et de conseil technique vers les agriculteurs sont donc essentielles afin de créer une réelle dynamique sur la bassin versant.</p> <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> MISE (contrôle de la mise en œuvre de la réglementation), agriculteurs (mise en œuvre des dispositions), Chambres d'agriculture, coopératives (conseil), ...</p> <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Les actions demandées par la réglementation doivent être poursuivies, les actions volontaires doivent être engagées et généralisées progressivement (création d'une dynamique dès la première année suivant l'approbation du SAGE).</p> <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> aménagement d'une plate-forme de remplissage et de lavage de pulvérisateur : à partir de 5 k€ ; diagnostic de pulvérisateur : de l'ordre de 1,2 k€ ; bacs de rétention sous cuve à engrais liquide : de l'ordre de 5-6 k€.</p> <p><b>Indicateurs de suivi.</b> % de pulvérisateurs contrôlés et aux normes, % de sols couverts durant l'hiver, nombre d'aires de remplissage et de lavage de pulvérisateurs existante (% d'agriculteurs les utilisant), % d'élevages (UBG) mis aux normes.</p> |  |

RPR4817 /A.10216/C.3R3157

SGA - YR

25 oct. 2004

Page : 38

|   |   |
|---|---|
| <b>Action<br/>QSUP-i</b>  | <b>Favoriser l'implantation de dispositifs végétalisés en bordure de parcelles ou de rivières</b> |
|   | Orientation de gestion  |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> La mise en place de dispositifs végétalisés (en particulier de bandes enherbées) en bordure de parcelles et de cours d'eau constitue un des moyens les plus efficaces pour réduire les flux de pollution d'origine agricole vers les rivières (en particulier nitrates et produits phytosanitaires, mais aussi matières en suspensions auxquelles sont associées des phosphores). Les expérimentations menées par l'ITCF font état d'une réduction de d'ordre de 80 % des flux en nitrates et produits phytosanitaires pour une largeur de bande enherbée de 6 mètres, qui est la largeur minimale généralement préconisée (en particulier par l'AESN pour l'obtention des aides). Il est à noter toutefois, que dans le cadre de la réforme de la PAC, les surfaces enherbées d'au minimum 5 mètres de large pourront être déclarées en jachère dès lors qu'elles sont implantées en bordure de cours d'eau. Ces largeurs doivent être considérées comme des largeurs minimales, l'efficacité des bandes enherbées étant nettement accrue pour une largeur de l'ordre de 10 mètres. L'implantation de haies en bordure de parcelles est également préconisée afin de limiter la dérive aérienne des produits pulvérisés sur les cultures.</p> <p>L'implantation de ces dispositifs est également préconisée aux points bas, aux entrées et sorties de parcelles aménagées vers les routes et chemins afin de limiter les départs de boues.</p> <p><b>Voir également action REI-j</b></p> |   |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Agriculteurs (mise en œuvre), Chambres d'agriculture (conseil)</p>  |   |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dans un délai de 2 ans suivant l'approbation du SAGE en bordure de rivière ou de ru dans les secteurs où actuellement aucune zone tampon n'existe. Pour les autres secteurs, échelonnement des investissements sur plusieurs années.</p>  |   |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> Investissement et manque à gagner : de l'ordre de 1 000€ / ha pour l'enherbement. Aides possibles de la part de l'AESN, de la PAC, de l'Etat (via les CAD).</p>   |   |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Linéaire ou superficie (et %) concernée, nombre (et %) d'agriculteurs impliqués.</p>  |   |



|   |            |
|---|------------|
| <b>QSUP.5 – Limiter les pollutions chroniques par temps de pluie liées aux surfaces imperméabilisées (urbaines, péri-urbaines, routières) (figure 10)</b> | Priorité 1 |
|---|------------|

Lors d'événements pluvieux, les pollutions déposées sur les surfaces imperméabilisées urbaines ou routières (hydrocarbures, métaux lourds, produits phytosanitaires, ...) sont mobilisées et entraînées par les ruissellements vers les rus et les rivières induisant une dégradation de leur qualité. Un traitement de ces pluvio-lessiviats avant rejet au milieu naturel est indispensable dans une optique de reconquête de la qualité des eaux superficielles et des milieux aquatiques (les indices oligochètes réalisés sur en plusieurs points des rivières du bassin versant font état d'une altération importante de la qualité par les pollutions toxiques).

|   |   |
|---|---|
| <b>Action</b>   | <b>Réalisation de zonages d'assainissement pluvial par les communes</b> |
| <b>QSUP-j</b>   | Programme d'actions - étude   |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Le SAGE préconise la réalisation de zonages d'assainissement pluvial communaux (qui peuvent être un volet du schéma directeur d'assainissement), en particulier dans tous les secteurs fortement urbanisés ou imperméabilisés (communes du haut-bassin versant de la Launette, Senlis, Chantilly, Gouvieux, ...). Ces zonages permettent en effet de délimiter les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, autant que de besoin, le traitement des eaux pluviales lorsque la pollution qu'elles véhiculent peut nuire aux milieux aquatiques récepteurs. La mise en œuvre de ces schémas eaux pluviales sera réalisée sur la base de cahiers des charges d'études approuvées par la CLE au regard de ce qui est explicité dans le cadre de l'action QSUP-a. <b>Voir également action REI-C</b></p> |   |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Communes ou autres collectivités compétentes.</p>   |   |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Réalisation des zonages dans les 3 ans suivant l'approbation du SAGE dans les zones « sensibles » et/ou urbanisées à savoir les communes du haut bassin versant de la Launette, Senlis, Chantilly et Gouvieux. A réaliser également au cas par cas pour certaines communes en cas de développement significatif et rapide (par exemple lors de la création de ZAC).</p>   |   |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> quelques dizaines de € par commune (en fonction de sa superficie et de la situation locale)</p>   |   |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Existence ou non d'un zonage d'assainissement pluvial.</p>  |   |

|   |  |
|---|--|
| <b>Action</b>   | <b>Mise en place d'aménagements et de dispositifs permettant de maîtriser et de traiter les eaux pluviales</b> |
| <b>QSUP-k</b>   | Programme d'actions – travaux et aménagements  |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Sur la base, en particulier, des zonages d'assainissement pluvial, le SAGE demande la réalisation d'aménagements et de dispositifs permettant de maîtriser et de traiter les eaux pluviales avant leur rejet vers le milieu récepteur. Ces aménagements (dispositifs de pré-traitement tels que désableur ou déshuileur) concernent les zones urbaines et péri-urbaines, mais également les voiries et axes de communications, en particulier l'autoroute A1 et les voies ferrées (ligne TGV, vis-à-vis des traitements par les produits phytosanitaires en particulier). Concernant l'autoroute A1, bien qu'une étude de vulnérabilité ait été réalisée en 1994 et qu'un programme de travaux ait été proposé, aucun aménagement n'a été mis en place à ce jour par la SAPN pour réduire l'impact des eaux pluviales de l'autoroute avant leur rejet dans la Nonette et dans l'Aunette. La mise en place au niveau de ces franchissements d'aménagements permettant de traiter les eaux pluviales est expressément demandée dans le cadre du SAGE.</p> |  |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Communes ou autres collectivités compétentes, SANEF, SNCF.</p>  |  |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Pour les communes, mise en place des dispositif de traitement des eaux pluviales dans les 3 ans suivant le zonage (soit dans les 6 ans suivant l'approbation du SAGE). Pour l'autoroute A1, réalisation des travaux dans les 3 ans suivant l'approbation du SAGE.</p>   |  |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> Non quantifiable à ce stade.</p>  |  |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Existence ou non de traitement, qualité des eaux rejetées au milieu récepteur.</p>  |  |



|   |            |
|---|------------|
| <b>QSUP.6 – Réduire les risques de pollution accidentelle liés en particulier au réseau routier (figure 10)</b> | Priorité 1 |
|---|------------|

Dans le cadre de l'étude du SAGE, deux secteurs ont été identifiés comme particulièrement vulnérables à des pollutions accidentelles : il s'agit des secteurs de franchissement par l'autoroute A1 de la Nonette et de l'Aunette. En effet, à ce jour, aucun dispositif permettant de gérer une pollution accidentelle n'existe au niveau de ces franchissements. D'autre part, d'autres routes au trafic important traversent les rivières du bassin versants en de nombreux points. Afin de réduire les risques de pollution accidentelle des rivières, les dispositions suivantes sont proposées.

| Action<br>QSUP-I   | Aménagement de l'autoroute A1 au niveau des franchissements de tous les secteurs sensibles |
|--|--|
|  | Programme d'actions – travaux et aménagements  |
| <b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Le SAGE demande la mise en place de dispositifs permettant de stocker et de traiter les eaux de ruissellement de l'autoroute A1 en cas de pollution accidentelle, en particulier au niveau des franchissements de la Nonette et de l'Aunette (reprise du programme de travaux proposé suite à l'étude de vulnérabilité réalisée en 1994). |  |
| <b>Principaux acteurs concernés.</b> SANEF   |  |
| <b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Réalisation des travaux dans les 3 ans suivant l'approbation du SAGE.   |  |
| <b>Éléments d'estimation financière.</b> Non quantifiable à ce stade.  |  |
| <b>Indicateurs de suivi.</b> Etat d'avancement des travaux.  |  |

| Action<br>QSUP-m  | Maîtriser les risques de pollution accidentelle des rivières au niveau des franchissements routiers importants (hors A1) |
|---|--|
|   | Programme d'actions – études / travaux et aménagements   |
| <b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Plusieurs routes au trafic important traversent les rivières du bassin versants en différents points (N2, N330, N16, N17 en particulier). Afin de maîtriser les risques de pollution accidentelle potentiellement liés à ces axes routiers, le SAGE demande à ce que les services de l'Etat s'assurent que l'impact de ces axes routiers soient effectivement évalué (si ce n'est pas le cas, prévoir la réalisation d'une étude d'impact) et que les mesures ou aménagements nécessaires soient mises en place. |  |
| <b>Principaux acteurs concernés.</b> DDE  |  |
| <b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dès la première année suivant l'approbation du SAGE  |  |
| <b>Éléments d'estimation financière.</b> Etudes : quelques dizaines de k€ ; travaux éventuels : à définir suite à études.   |  |
| <b>Indicateurs de suivi.</b> Niveau de risque des franchissements routiers, existence de dispositifs de traitement ou de stockage.  |  |

## 5 Enjeu « qualité des eaux souterraines et sécurisation de l'alimentation en eau potable » (AEP)

### 5.1 Etat des lieux – diagnostic - tendances (figure 11)

Actuellement, de nombreux captages du bassin versant sont l'objet d'une **pollution par les nitrates et/ou par les produits phytosanitaires** à des concentrations proches ou dépassant la concentration maximale admissible (CMA). Les secteurs les plus touchés sont :

- le sous-bassin versant de la Launette avec les captages de Montagny-Sainte-Félicité, Ver-sur-Launette, et Ermenonville ;
- le sous-bassin versant de la Nonette médian, avec les captages de Montlognon et de Montlévêque ;
- le sous-bassin versant de l'Aunette, avec les captages de Fleurines, Villers-Saint-Frambourg, Villeneuve-sur-Verberie, Brasseuse, Rully, Montépilloy et Barbéry.

Dans un contexte de demande croissante (environ + 1% par an compte tenu de l'accroissement de la population), ces problèmes de qualité d'eau sont d'autant plus sensibles que les **unités de productions d'eau sont de petite taille et peu interconnectées**.

Actuellement, plusieurs des communes affectées par des problèmes de qualité d'eau engagent des réflexions quant à la recherche de nouvelles ressources ou la réalisation d'interconnexions avec des collectivités voisines. D'autre part, un schéma directeur d'alimentation en eau potable est actuellement à l'étude pour le Pays de Valois.

### 5.2 Rappels des préconisations du SDAGE Seine-Normandie et du contexte réglementaire

Les orientations du **SDAGE Seine-Normandie** relatives à cet enjeu thématique sont les suivantes :

- Orientation 1 (gestion qualitative eaux souterraines.) : préserver ou restaurer la qualité générale de l'ensemble de la ressource ;
- Orientation 2 (gestion qualitative eaux souterraines) : agir prioritairement sur certains paramètres (bactériologie, turbidité, nitrates, phytosanitaires) ;
- Orientation 3 (gestion qualitative eaux souterraines) : mener à terme et conforter les procédures de protection de captages ;
- Orientation 4 (gestion qualitative eaux souterraines) : prévenir les pollution accidentelles ;
- Orientation 5 (gestion qualitative eaux souterraines) : préserver l'avenir.

Les aspects réglementaires concernant cet enjeu reposent essentiellement sur le **décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001** relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles.

### 5.3 Objectif général, axes d'actions stratégiques et propositions d'actions

Compte tenu de l'ensemble des éléments précédents, l'objectif général suivant concernant la qualité des eaux souterraines et la sécurisation de l'alimentation en eau potable a été fixé :

➤ **Objectif général AEP – Assurer la distribution à l'ensemble de la population du territoire d'une eau conforme aux normes sanitaires (en particulier vis-à-vis des paramètres nitrates et produits phytosanitaires) (figure 12)**

La réalisation de cet objectif repose en particulier sur les axes stratégiques suivants

|   |   |
|---|---|
| AEP – Assurer la distribution à l'ensemble de la population du territoire d'une eau conforme aux normes sanitaires (en particulier vis-à-vis des paramètres nitrates et produits phytosanitaires) | AEP.1 – Mettre en place et/ou faire appliquer les prescriptions liées aux périmètres de protection de captages                                |
|   | AEP.2 – Mettre en œuvre des actions préventives de lutte contre les pollutions sur les bassins d'alimentation des captages actuels et à venir |
|   | AEP.3 – Engager une réflexion globale pour sécuriser l'alimentation en eau potable du territoire  |

et les actions détaillées ci-après.

|   |            |
|---|------------|
| <b>AEP.1 – Mettre en place et/ou faire appliquer les prescriptions liées aux périmètres de protection de captages (figure 12)</b> | Priorité 1 |
|---|------------|

Un des premiers moyens à mettre en œuvre pour contribuer à la préservation de la qualité des captages d'eau potable est l'instauration des périmètres de protection et la mise en application des prescriptions qui y sont associées. Ces prescriptions visent essentiellement à protéger les captages contre les pollutions accidentelles (donc ponctuelles).

| Action   | Mettre en place les périmètres de protection pour les captages n'en disposant pas actuellement |
|--|--|
| <b>AEP-a</b>   | Action réglementaire   |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Actuellement, 9 captages utilisés pour l'alimentation en eau potable ne disposent pas de périmètres de protection avec arrêté de DUP (Fresnoy-le-Luat, Lagny-le-Sec, Monlognon (P2), Ver-sur-Launette, Aumont-en-Halatte (P1 et P2), Chevreuille, Chantilly et Eve). Pour ces captages, conformément à la loi sur l'eau, le SAGE demande la mise en place des périmètres de protection dans les délais les plus courts. D'autre part, pour certains captages disposant déjà d'une DUP, les servitudes ne sont pas forcément mises en application de manière rigoureuse. Le SAGE demande donc à la MISE, dans le cadre de son activité de police de l'eau, de veiller à ce que les servitudes liés aux périmètres de protection de captages soient effectivement respectées. Ceci est en effet essentiel à la réduction des risques de pollution dans le proche environnement des captages.</p> |  |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Collectivités productrices d'eau potable, MISE</p>   |  |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Instauration des périmètres de protection dans les deux ans suivant l'approbation du SAGE</p>  |  |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> De l'ordre de 10 € par captage soit 90 K€ au total pour la mise en place des périmètres de protection.</p>   |  |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Nombre (et %) de captages disposant de périmètres de protection avec DUP.</p>  |  |

**AEP.2 – Mettre en œuvre des actions préventives de lutte contre les pollutions sur les bassins d'alimentation des captages actuels et à venir (figure 12)**

Priorité 1

La mise en application des prescriptions liées aux périmètres de protection des captages n'est en général pas suffisante pour protéger la ressource en eau contre les pollutions diffuses et ponctuelles par les nitrates et/ou les produits phytosanitaires. Pour cela, il est en effet nécessaire d'agir à l'échelle du bassin d'alimentation du captage (BAC), c'est à dire à l'échelle de l'ensemble du territoire participant de manière directe ou indirecte à l'alimentation du captage et à l'intérieur duquel toute activité polluante peut potentiellement affecter le captage. La délimitation des bassins d'alimentation des captages, suivie du recensement et de la hiérarchisation des activités et des sources potentielles de pollution, constitue un préalable à toute action préventive efficace. Ainsi, les actions suivantes sont proposées.

| Action  | Réaliser des études de bassin d'alimentation de captages (BAC) |
|---|--|
| <b>AEP-b</b>  | Programme d'action - études                                    |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> La définition d'actions préventives de lutte contre les pollutions des captages d'eau potable nécessite la réalisation préalable d'études de bassin d'alimentation de captages (étude BAC), pour les captages actuels affectés par des problèmes de qualité d'eau, et pour les captages à venir. Une étude BAC doit comprendre les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- délimitation du bassin d'alimentation du captage (sur la base d'une étude des écoulements souterrains et superficiels) ;</li> <li>- caractérisation des risques de transferts de pollution liés au milieu physique (topographie, sols et formations superficielles) : zonage du bassin versant en terme de vulnérabilité de la ressource ;</li> <li>- analyse de l'occupation du sol et zonage du bassin versant en terme de pression polluante ;</li> <li>- caractérisation détaillée des différentes activités potentiellement polluantes, sur la base d'enquêtes et d'interviews ;</li> <li>- synthèse des risques ;</li> <li>- proposition d'un plan d'action (bonnes pratiques, aménagement du bassin d'alimentation, actions de communication ou de suivi, ...).</li> </ul> |  |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Collectivités productrices d'eau potable, MISE</p>  |  |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dans un délais de 2 à 3 ans pour les captages présentant des teneurs en nitrates et/ou produits phytosanitaires supérieures aux concentrations maximales admissibles. Préalablement à la création de tout nouveau captage.</p>  |  |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> De l'ordre de 15 € par captage (hors investigations complémentaires du type installations de piézomètres, suivis de nappes, analyses d'eau).</p>  |  |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Nombre de captages (vulnérables) pour lesquels une étude BAC a été réalisée.</p>  |  |



|  |  |
|--|--|
| <b>Action</b><br><b>AEP-c</b>  | <b>Mettre en œuvre des actions préventives de lutte contre les pollutions à l'intérieur des bassins d'alimentation de captages (BAC)</b> |
|  | Programme d'action – travaux et aménagements / orientation de gestion / information - communication                                      |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Cette mesure concerne la mise en œuvre des actions proposées à l'issue des études BAC. Ces actions s'articulent généralement autour des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aménagement du bassin d'alimentation du captage (bandes enherbées, fossés, haies, ...) ;</li> <li>- améliorations des équipements : postes de remplissage et de lavage de pulvérisateurs, pulvérisateurs, locaux de stockage ;</li> <li>- meilleure gestion des intrants azotés ;</li> <li>- couverture des sols durant l'hiver (en particulier par la mise en place de cultures intermédiaires) ;</li> <li>- amélioration de l'assainissement (voir en particulier action QSUP-f) ;</li> <li>- actions de communications auprès des agriculteurs et des utilisateurs non agricoles de produits phytosanitaires (traitement chimique des voiries et des espaces verts par exemple).</li> </ul> <p>Il est à noter que dans le cadre du Contrat territorial du Pays de Valois, les bassins d'alimentation des captages présents sur ce territoire ont déjà été délimités et que des actions agricoles préventives sont mises en place.</p> |  |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Collectivités productrices d'eau potable, agriculteurs et autres utilisateurs de produits phytosanitaires, Chambre d'agriculture, coopératives, collectivités, ...</p>   |  |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dans un délai de 5 ans pour les captages présentant des teneurs en nitrates et/ou produits phytosanitaires supérieures à aux concentrations maximales admissibles.</p>   |  |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> Aménagement d'une plate-forme de remplissage et de lavage de pulvérisateur : à partir de 5 k€ ; diagnostic de pulvérisateur : de l'ordre de 2 k€.</p>  |  |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> % de pulvérisateurs contrôlés et aux normes, % de sols couverts durant l'hiver, nombre d'aires de remplissage et de lavage de pulvérisateurs existante (% d'agriculteurs les utilisant), linéaire de bandes enherbées mises en place, ....</p>   |  |



|  |            |
|--|------------|
| <b>AEP.3 – Engager une réflexion générale pour sécuriser l'alimentation en eau potable du territoire (figure 12)</b> | Priorité 1 |
|--|------------|

La majorité des unités de production d'eau présentes sur le bassin versant de la Nonette sont de petites tailles (1 à 2 communes pour la plupart) et présentent peu d'interconnexions entre elles. Cette organisation constitue un handicap dans un contexte où la ressource en eau apparaît contaminée par les nitrates et les produits phytosanitaires dans de nombreux secteurs. Compte tenu de cette situation, et afin de sécuriser l'alimentation en eau potable, il apparaît essentiel de mettre en place les actions suivantes :

| Action<br>AEP-d   | Engager des études de schéma directeur d'alimentation en eau potable à l'échelle de grandes unités de territoire |
|---|--|
|   | Programme d'action – étude   |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Le SAGE préconise que soient engagées des études de schéma directeur d'alimentation en eau potable à l'échelle de grandes unités de territoire afin de définir des stratégies viables à long terme et de mettre en commun les besoins financiers nécessaires. Ces études permettront de planifier les actions à entreprendre en terme de recherche de nouvelles ressources, travaux sur les réseaux (interconnexions, réduction des fuites, ...), actions préventives et/ou traitements éventuels. Il est à noter que si un projet de schéma d'alimentation en eau potable est à l'étude pour la Communauté de communes du Pays de Valois, la réflexion reste à engager pour le Pays de Senlis.</p> |  |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Maître d'ouvrage : collectivités productrices d'eau potable.</p>  |  |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dans un délais de 2 ans..</p>   |  |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> De l'ordre de 80 K€ par schéma directeur soit 160 K€ au total.</p>  |  |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Communes (population) concernée par une étude de schéma directeur AEP</p>   |  |

| Action<br>AEP-e   | Mettre en œuvre les actions définies dans le cadre des schémas directeurs d'alimentation en eau potable, en particulier établissement d'interconnexions entre les collectivités productrices d'eau |
|---|--|
|   | Programme d'actions – travaux et aménagements  |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Cette mesure concerne la mise en œuvre des actions définies à l'issue des études de schéma directeur d'alimentation en eau potable. Ces actions concernent en particulier la mise en commun de ressources par l'établissement d'interconnexions, la recherche de nouvelles ressources de bonne qualité permettant d'assurer les besoins d'une population croissante, la réalisation de travaux sur les réseaux (afin de supprimer des fuites mais également se mettre aux normes par rapport au décret n°2001-1220), la mise en place d'actions préventives (voir aussi études BAC, action AEP-b et AEP-c) et/ou de traitement de l'eau.</p> <p>Parallèlement à ces actions, le suivi des captages abandonnés reste essentiel dans le cadre d'une optique de préservation et de reconquête à long terme de la qualité de la ressource en eau.</p> |  |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Collectivités productrices d'eau potable</p>  |  |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dans un délais de 10 ans suivant l'approbation du SAGE (5 ans pour les actions prioritaires définies suite aux études de schéma directeur d'alimentation en eau potable).</p>   |  |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> Sera fonction des résultats des études de schéma directeur d'alimentation en eau potable (plusieurs millions d'euros).</p>  |  |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Niveau d'interconnexions entre les collectivités, proportion de la population alimentée par une eau conforme à la réglementation.</p>   |  |

## 6 Enjeu « sites et sols pollués » (POLL)

### 6.1 Etat des lieux – diagnostic - tendances

Pour le bassin versant de la Nonette, **deux sites pollués sont répertoriés dans la base de données BASOL** du Ministère de l'écologie et du développement durable. Il s'agit de :

- l'ancienne usine à gaz EDF-GDF de Chantilly ;
- l'ancienne usine à gaz EDF-GDF de Senlis (située à 300 mètres au sud de la ville) : cette usine a cessé son activité dans les années 1960.

Un protocole, signé le 25 avril 1996 entre GDF et le Ministère de l'environnement définit les modalités de gestion des 467 usines à gaz sous la responsabilité de GDF. Des priorités d'intervention ont été fixées selon l'importance de leur pollution et selon leur sensibilité environnementale.

- Le site de Chantilly est en classe 3 du protocole : c'est un site dont la **sensibilité** vis-à-vis de l'homme, des eaux souterraines et superficielles est **faible**. Conformément aux engagements pris dans le protocole, GDF a réalisé une étude historique qui a mis en évidence une cuve à goudron qui a été neutralisée en 1981. Par ailleurs, GDF réalisera un diagnostic initial en préalable à toute opération de vente, cession ou réaménagement.
- Le site de Senlis est en classe 2 du protocole. Il a fait l'objet d'un diagnostic initial dont les principaux objectifs sont, outre les études historiques et documentaires, la recherche des ouvrages enterrés, l'évaluation de l'impact du site sur les ressources locales en eaux souterraines et superficielles. Ce diagnostic a permis de mettre en évidence :
  - o l'existence de sols pollués au droit de l'ancien crassier ;
  - o des teneurs en HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) très légèrement supérieures à la Valeur de constat d'impact dans les sols superficiels ;

Il n'a par contre pas été reconnu de cuve à goudron sur le site. Globalement, les **indices de pollution du site sont limités**.

### 6.2 Rappels des préconisations du SDAGE Seine-Normandie et du contexte réglementaire

Les orientations du **SDAGE Seine-Normandie** relatives à cet enjeu thématique sont les suivantes :

- Orientation A4 : maîtriser les rejets polluants sur l'ensemble du bassin versant (agriculture, collectivités, industries) ;
- Orientation 1 (gestion qualitative eaux souterraines.) : préserver ou restaurer la qualité générale de l'ensemble de la ressource ;
- Orientation 4 (gestion qualitative eaux souterraines) : prévenir les pollutions accidentelles ;

D'un point de vue réglementaire, le suivi et la gestion de ces sites et sols pollués est encadré par les textes relevant de la **réglementation des installations classées**, mais également de la **loi sur l'eau**.

### 6.3 Objectif général, axes d'actions stratégiques et propositions d'actions

- **Objectif POLL – Maîtriser les risques de pollution des eaux liés à la présence de sites industriels pollués**

Cet objectif peut se traduire par l'action suivante.

|  |            |
|--|------------|
| <b>POLL. – Poursuivre le suivi des sites industriels pollués et mettre en œuvre les actions adéquates en cas de pollution avérée</b> | Priorité 2 |
|--|------------|

| Action<br>POLL-a   | Poursuivre le suivi des sites industriels pollués et mettre en œuvre les actions adéquates en cas de pollution avérée |
|--|---|
|  | Action réglementaire  |
| <b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Cette d'action concerne la mise en application de la réglementation reposant en particulier sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la poursuite du recensement des sites et des sols pollués et de leur suivi (usines à gaz de Senlis et Chantilly, mais aussi autres sites pollués de moindre importance recensés dans BASIAS, décharges dont celle de Chamant, ..),</li> <li>- le cas échéant (en particulier en cas de vente, cession ou réaménagement), l'engagement de diagnostics voire de travaux de réhabilitation nécessaires en cas de pollution avérée.</li> </ul> |   |
| <b>Principaux acteurs concernés.</b> <i>DRIRE, propriétaires des sites</i>   |   |
| <b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> <i>Poursuite du suivi actuel.</i>   |   |
| <b>Éléments d'estimation financière.</b> <i>Non quantifiable à ce stade.</i>   |   |
| <b>Indicateurs de suivi.</b> <i>Existence ou non d'un suivi.</i>   |   |

## 7 Enjeu « gestion quantitative des eaux souterraines et superficielles » (QUANT)

### 7.1 Etat des lieux – diagnostic - tendances (figure 13)

La Nonette et ses affluents sont alimentés par les résurgences des nappes, essentiellement la nappe des calcaires du lutétien, et par les ruissellements générés sur le bassin versant. Ainsi, en période d'étiage estival, le **débit des rivières est soutenu essentiellement par le débit des nappes** (sources). Du fait d'une certaine inertie de l'aquifère, le niveau d'étiage des nappes est atteint avec un décalage de 3 à 4 mois par rapport à l'étiage des rivières, c'est à dire durant l'automne.

Le tableau suivant rappelle les caractéristiques des débits moyens et d'étiage de la Nonette et de la Launette.

**Tableau n° 8 Valeurs caractéristiques des débits moyens et des débits d'étiages au niveau des stations de Ver-sur-Launette et de Saint-Nicolas d'Acy**

|               | <b>Launette (Ver-sur-Launette)</b> | <b>Nonette (Saint-Nicolas d'Acy)</b> |
|---------------|------------------------------------|--------------------------------------|
| <b>Module</b> | 0,15 m3/s                          | 1,7 m3/s                             |
| <b>QMNA</b>   | 0,06 m3/s                          | 1,3 m3/s                             |

Aucune station permanente de suivi des débits d'étiage n'existe actuellement sur l'Aunette.

Les prélèvements actuels en nappes (AEP, irrigation, industrie, cressiculture) ou en rivières (irrigation, industrie) n'induisent **pas de conflits d'usage**. Il n'existe pas **actuellement de problème de pénurie** chronique et marqué **en période d'étiage**.

### 7.2 Rappels des préconisations du SDAGE Seine-Normandie et du contexte réglementaire

Les orientations du **SDAGE Seine-Normandie** relative à la gestion quantitative des ressources en eau superficielles et souterraines sont les suivantes :

- Orientation 1 (gestion quantitative - étiages) : mise en œuvre d'une gestion équilibrée des ressources (rivières et nappes) ;
- Orientation 2 (gestion quantitative - étiages) : prévenir les risques de pénurie en privilégiant les solutions les mieux intégrées ;
- Orientation 3 (gestion quantitative - étiages) : préparer la gestion de crise.

Pour les rivières, la **loi « Pêche » (article L-232-5 du code rural)** définit un débit minimum ou « débit réservé », compatible avec la fonctionnalité biologique d'un cours d'eau ou « débit réservé ». Ce débit est au moins égal au 1/10 du module du cours d'eau.

### 7.3 Objectif général, axes d'actions stratégiques et propositions d'actions

Compte tenu des éléments précédents, l'objectif suivant a été défini quant à la gestion quantitative des eaux superficielles et souterraines.

**Objectif QUANT – Maintenir le niveau des nappes et des rivières à des niveaux compatibles avec leurs différents usages et fonctionnalités (figure 14)**

La réalisation de cet objectif repose sur les axes stratégiques suivants

QUANT – Maintenir le niveau des nappes et des rivières à des niveaux compatibles avec leurs usages et fonctionnalités

QUANT.1 – Compléter le dispositif de suivi des niveaux des nappes et des rivières

QUANT.2 – Ajuster les prélèvements d'eau sur le bassin versant en fonction des niveaux des nappes et des rivières en période d'étiage

et les actions détaillées ci-après.

**QUANT 1 – Compléter le dispositif de suivi des niveaux des nappes et des rivières (figure 14)**

Priorité 2

Actuellement, le suivi des niveaux des rivières est réalisé par les stations limnigraphiques de Ver-sur-Launette pour la Launette et de Saint-Nicolas d'Acy pour la Nonette. Pour les eaux souterraines, le suivi du niveau des nappes est réalisé au niveau des captages de Villers-Saint-Frambourg, de Fresnoy-le-Luat et de Lagny-le-Sec.

Afin de permettre une meilleure connaissance et par suite une meilleure gestion quantitative de ces ressources, les actions suivantes sont proposées.

| Action<br>QUANT-a  | Compléter le dispositif de suivi des débits par la mise en place d'une station limnigraphique sur l'Aunette en amont immédiat de senlis |
|--|---|
|  | Connaissance  |
| <b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Aucune station permanente de suivi des débits n'existant actuellement pour l'Aunette, le SAGE préconise la mise en place d'une station limnigraphique sur cette rivière, en amont immédiat de Senlis. |   |
| <b>Principaux acteurs concernés.</b> DIREN Picardie, Communauté locale de l'eau.   |   |
| <b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dans un délais de 1 an suivant l'approbation du SAGE.   |   |
| <b>Éléments d'estimation financière.</b> De l'ordre de 5 k€  |   |
| <b>Indicateurs de suivi.</b> Création de la station.   |   |



|   |  |
|---|--|
| <b>Action</b><br><b>QUANT-b</b>   | <b>Compléter le dispositif de suivi des hauteurs de nappes par la mise en place de piézomètres au niveau de chacune des nappes exploitées pour l'alimentation en eau potable</b> |
|   | Connaissance   |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> En première approche, il serait intéressant de disposer pour les trois principaux sous-bassins versants (Launette, Nonette amont et Aunette) de 2 piézomètres de suivi : un pour la nappe du Lutétien, l'autre pour la nappe des sables de Beauchamp. Ceci serait à préciser par une étude hydrogéologique.</p> <p>La gestion quantitative des eaux souterraines pourra être améliorée d'autre part par l'utilisation d'une modélisation mathématique des nappes du bassin versant (qui serait calée par rapport aux données du suivi piézométrique).</p> |  |
| <b>Principaux acteurs concernés.</b> BRGM, AESN, Communauté locale de l'eau.  |  |
| <b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dans un délai de 3 ans suivant l'approbation du SAGE.  |  |
| <b>Éléments d'estimation financière.</b> plusieurs dizaines de € (de l'ordre de 10 -20 k€ pour la création et l'équipement d'un piézomètre)   |  |
| <b>Indicateurs de suivi.</b> Nombre de piézomètres de suivi existants (par nappe).  |  |

|  |            |
|--|------------|
| <b>QUANT 2 – Ajuster les prélèvements d'eau sur le bassin versant en fonction du niveau des rivières et des nappes en période d'étiage (figure 14)</b> | Priorité 2 |
|--|------------|

Actuellement, les prélèvements n'induisent pas une baisse critique des niveaux d'eau, tant en nappe qu'en rivière. Toutefois, dans une optique préventive, en particulier dans le contexte actuel d'un possible réchauffement climatique pouvant aggraver les étiages, il apparaît nécessaire de définir un niveau d'alerte en deçà duquel un plan de gestion de crise doit être mis en place. Pour les rivières, ce niveau d'alerte est fixé en première approche à **3/10 du module des rivières**. Ce seuil sera à préciser par des études ultérieures. Actuellement, le QMNA de la Nonette et de Launette sont supérieurs à ce seuil d'alerte. Pour les nappes, ce niveau d'alerte reste à définir.

Les actions suivantes sont donc proposées dans le cadre du SAGE.

|  |  |
|--|--|
| <b>Action</b><br><b>QUANT-c</b>  | <b>Définir des niveaux d'alerte pour les eaux souterraines et préciser le niveau d'alerte défini pour les rivières en première approche (3/10 du module)</b> |
|  | Action réglementaire   |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> La définition / précision de ces niveaux d'alerte sera à réaliser à partir d'une étude hydrologique locale (pour les débits des rivières) et des premiers résultats du suivi qui sera mis en place concernant les hauteurs des nappes.</p> |  |
| <b>Principaux acteurs concernés.</b> MISE (DIREN, DDAF), AESN  |  |
| <b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Pour les débits des rivières, dans un délai de 1 an suivant l'approbation du SAGE ; pour les hauteurs de nappes, dans un délai de 3 ans.  |  |
| <b>Éléments d'estimation financière.</b> Non quantifiable à ce stade.  |  |
| <b>Indicateurs de suivi.</b> Existence ou non de niveaux d'alerte par rivière et nappe.  |  |

|   |  |
|---|--|
| <b>Action</b><br><b>QUANT-d</b>   | <b>Définition d'un plan de gestion de crise en cas d'étiage sévère</b> |
|   | Action réglementaire   |
| <b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Le SAGE demande que, suite à la définition de niveaux d'alerte pour les rivières et les nappes, les services de l'Etat, en concertation avec les différents usagers de l'eau, définissent un plan de gestion à suivre en cas d'étiage sévère. Ce plan de gestion identifiera en particulier les restrictions devant être mises en place pour les différents types de prélèvements d'eau. |  |
| <b>Principaux acteurs concernés.</b> MISE, usagers de l'eau.  |  |
| <b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dans un délais de 2 ans suivant l'approbation du SAGE..  |  |
| <b>Éléments d'estimation financière.</b> Non quantifiable à ce stade.   |  |
| <b>Indicateurs de suivi.</b> Existence ou non de plan de gestion.   |  |

## 8 Enjeu « fonctionnalités des cours d'eau et biodiversité des milieux aquatiques associés » (AQUA)

### 8.1 Etat des lieux – diagnostic - tendances (figure 15)

Le bassin versant de la Nonette présente un fort potentiel biologique lié en particulier à ses milieux aquatiques. Ce potentiel est toutefois limité par des contraintes importantes.

Ainsi, bien que classées en première catégorie piscicole, la Launette, l'Aunette et la Nonette (en amont de la limite communale d'Avilly-Saint-Léonard), sont caractérisées par une population piscicole peu diversifiée et banale. Un constat comparable a été réalisé pour les groupes d'invertébrés aquatiques (crustacés, mollusques, oligochètes, ...) au travers de la détermination d'indices hydrobiologiques (OBGN, IOBS).

Cette banalisation et cette faible diversité biologique résultent de nombreux facteurs dont les principaux sont :

- la mauvaise qualité des eaux ;
- la banalisation du lit et la disparition de nombreux d'habitats liées en particulier à une sédimentation importante dans certains secteurs (Ermenonville, Versigny, Chantilly), à des curages mécaniques trop agressifs, ou à des pratiques irresponsables telles que l'ouverture brutale de vannes (« chasses d'eau ») libérant des sédiments qui étouffent les lits et détruisent les habitats et les frayères.

D'autre part, la présence de nombreux ouvrages hydrauliques, héritage du passé (seuil, chutes, moulins, vannages, ...) constitue autant d'obstacles à la migration des poissons sur le linéaire de ces rivières.

Concernant les zones humides associées aux rivières, celles-ci présentent un intérêt écologique essentiel en terme floristique et faunistique. Bordant les massifs forestiers d'Halatte et de Chantilly-Ermenonville, elles constituent des zones d'abreuvoir, de reproduction et de circulation pour la faune sauvage. Plusieurs secteurs du bassin versant, dont la vallée de la Nonette, constitue des zones de circulation préférentielle pour les grands mammifères entre les grands massifs forestiers. Ces zones d'échanges inter-forestiers ou biocorridors sont essentiels et doivent être préservés. Enfin, bien qu'une large partie du territoire soit classé ou protégé, la richesse écologique de ces zones reste encore mal connue.

Ces zones humides présentent en outre un intérêt par rapport à la gestion des crues en constituant des zones tampons potentielles. Toutefois, la fragilisation de certaines berges peut entraîner, en cas de brèches, une saturation de ces zones humides qui perturbe leur fonctionnement et tend à limiter leur intérêt vis-à-vis de l'épandage des crues et de la régulation des débits.

D'autre part, bien qu'encore marginale, l'implantation croissante de peupleraies a été mise en évidence récemment et nécessite d'être prise en considération. En effet, ces essences, si elles sont économiquement intéressantes, présentent en revanche de nombreux inconvénients lorsqu'elles sont implantées en haut de berges, ceci pour les raisons suivantes :

- leur système racinaire, trop superficiel, n'offre pas de protection pour les berges. Avec une plus grande prise au vent, ces plantations peuvent basculer et aggraver la dégradation des berges ;
- ces essences produisent des quantités importantes de bois mort, qui alimentent les embâcles, et de feuilles à biodégradation lente qui libèrent des composés organiques toxiques ;
- ces plantations sont associées à un réseau dense de drains qui assèchent ces zones humides mais également affectent la qualité des eaux en entraînant une augmentation de la turbidité en période de hautes eaux ;
- Enfin, ces plantations d'essences de haute taille aboutissent à une fermeture et à une banalisation du paysage des vallées.

## 8.2 Rappels des préconisations du SDAGE Seine-Normandie et du contexte réglementaire

Les orientations du **SDAGE Seine-Normandie** relative à cet enjeu thématique sont les suivantes :

- Orientation B1 : maintenir, restaurer et préserver les zones humides.
- Orientation B2 : restaurer la fonctionnalité de la rivière et de ses annexes.
- Orientation B3 : adapter l'entretien de la rivière à ses caractéristiques.
- Orientation B4 : restaurer le patrimoine biologique.
- Orientation B5 : gérer les ouvrages hydrauliques en préservant la vie aquatique.
- Orientation C1 : compléter et mettre à jour les inventaires.
- Orientation C4 : former et informer l'ensemble des acteurs.

Le **schéma directeur de vocation piscicole (SDVP)** de l'Oise, élaboré en 1990, constitue le cadre des actions de réhabilitation des milieux aquatiques du département. Il propose un ensemble de prescriptions techniques et administratives visant à l'amélioration des milieux et de la vie aquatique.

Enfin, la **Directive cadre européenne sur l'eau (DCE)** fixe pour 2015 un objectif de « bon état » chimique et écologique pour les eaux superficielles. Comme indiqué précédemment, la définition précise du « bon état » (au sens de la DCE) n'est pas arrêté à ce jour.

## 8.3 Objectif général, axes d'actions stratégiques et propositions d'actions

➤ **Objectif AQUA – Restaurer et préserver les fonctionnalités des cours d'eau et la biodiversité des milieux aquatiques associés (figures 16 et 17)**

La réalisation de cet objectif repose en particulier sur les axes stratégiques suivants

|   |   |
|---|---|
| AQUA – Restaurer et préserver les fonctionnalités des cours d'eau ainsi que la biodiversité des milieux aquatiques associés | <p>AQUA.1 – Poursuivre l'entretien et la restauration des rivières avec des techniques compatibles avec la préservation de leurs fonctionnalités hydrauliques et écologiques</p> <p>AQUA.2 – Préserver les zones humides et les milieux naturels</p> <p>AQUA.3 – Poursuivre les inventaires et améliorer la connaissance des milieux naturels du bassin versant</p> |
|---|---|

et les actions détaillés ci-après.

**AQUA.1 – Poursuivre l'entretien et la restauration des rivières et de leur lit avec des techniques compatibles avec la préservation de leurs fonctionnalités hydrauliques et écologiques (figure 16)**

Priorité 1

L'entretien de la Nonette et de ses affluents est réalisé par le syndicat de la Nonette, qui bénéficie de l'assistance technique de la CATER de l'Oise pour l'élaboration de son plan pluriannuel d'entretien et de restauration. Ce programme favorise l'utilisation de techniques peu agressives pour la rivière. Toutefois, localement, certains travaux (en particulier de curage) sont réalisés par d'autres intervenants que le Syndicat (propriétaires, Institut de France, ...).

L'objectif ici est de d'insister, dans le cadre du SAGE, sur l'importance de l'utilisation de techniques « douces » favorisant les fonctionnalités de la rivière. Ainsi, les dispositions suivantes sont proposées :

| Action<br>AQUA-a   | Poursuivre l'entretien de la rivière en favorisant des techniques prenant en compte les écosystèmes |
|--|---|
|  | Orientation de gestion  |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> L'objectif de cette action est de limiter au maximum l'utilisation de techniques d'entretien pouvant avoir un effet traumatisant pour la rivière et son écosystème. Parmi les nombreuses préconisations possibles, signalons en particulier les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Raisonner le retrait des embâcles ou des atterrissements : ceux-ci constituent en effet des habitats privilégiés pour la faune aquatique ou des zones humides et ne devraient être enlevés que dans les cas où ils perturbent le bon écoulement général de la rivière ou pour assurer la stabilité des berges.</li> <li>- Ne pratiquer le faucardage que lors des périodes de proliférations végétales importantes (l'éviter lorsque de grandes surfaces d'eau libres sont encore visibles) et uniquement sur des secteurs limités et prioritaires (proscrire le faucardage « à blanc »).</li> <li>- Limiter le curage aux seuls secteurs de cours d'eau présentant un engorgement excessif (secteurs limités et prioritaires) et uniquement dans l'axe du chenal d'écoulement en évitant la proximité des berges. Le curage est en effet fortement préjudiciable aux écosystèmes dans la mesure où il entraîne la destruction de nombreux habitats.</li> <li>- Utiliser préférentiellement des techniques végétales pour la restauration des berges des cours d'eau (tressage, fascine, peigne, bouturage, ...).</li> <li>- Privilégier les espèces arborées stabilisant les berges (aulnes et saules arbustifs) et gérer le boisement afin de diversifier l'éclairement du cours d'eau.</li> </ul> <p>Pour cela, l'approche sectorisée des travaux d'entretien sera complétée afin de mettre en avant les secteurs où :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les cinq mesures décrites ci-dessus peuvent être appliquées dès l'origine,</li> <li>- certaines des mesures doivent être différées en attente de la résolution d'autres problématiques.</li> </ul> <p>La réduction de la longueur de cours d'eau concernés par le second alinéa doit être un objectif suivi.</p> <p>Quel que soit l'intervenant (SIBVN, propriétaire, Institut de France, ...), il est essentiel que cet entretien soit réalisé dans le respect des lois et de la réglementation en vigueur.</p> |   |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> SIBVN, CATER, MISE (DDAF, CSP)</p>   |   |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Action déjà en cours, à poursuivre et à développer.</p>  |   |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> Coût faible ou nul car repose essentiellement sur des modifications de méthodes d'entretien sans modification du matériel ni du nombre d'agent d'entretien.</p>  |   |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Linéaire de berge traité par des techniques végétales, linéaire de rivière curé par an.</p>  |   |



|  |   |
|--|---|
| <b>Action</b><br><b>AQUA-b</b>   | <b>Mettre en place des dispositifs permettant d'accélérer localement la vitesse de l'eau dans les rivières et de favoriser la création de nouveaux habitats pour la faune et la flore</b> |
|  | Programme d'actions - travaux et aménagements   |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> L'érosion généralisée des berges dans des secteurs importants de cours d'eau ainsi que les divers travaux de curage et de rectification, palliatifs à l'envasement, ont abouti à une banalisation du lit sur certains tronçons de la Nonette et de ses affluents. Afin de reconquérir la qualité de ces milieux, la mise en place d'aménagements légers dans le lit des cours d'eau permettant d'accélérer localement la vitesse de l'eau apparaît essentielle, en complément des actions d'entretien préconisées (voir action AQUA-a). Ces aménagements (de type épis, déflecteurs, ...) présentent en effet plusieurs aspects positifs vis-à-vis du fonctionnement des cours d'eau.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ils favorisent l'auto-curage de la rivière, et par suite de limitent son envasement sur certains secteurs.</li> <li>- Ils permettent une meilleure oxygénation de l'eau, ce qui contribue à améliorer les fonctions d'auto-épuration de ces cours d'eau.</li> <li>- Ils sont propices à la reconstitution d'habitats pour la flore et la faune aquatique (frayères), en relation avec le maintien d'un chenal plus profond et sinueux où peuvent réapparaître sables et cailloux.</li> </ul> <p>Pour cela, l'approche sectorisée des travaux de restauration sera complétée afin de mettre en avant les secteurs où :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ces mesures peuvent être appliquées dès l'origine,</li> <li>- la mise en place de tels aménagements doit suivre la mise en sécurité des digues et la mise en œuvre des préconisations de gestion des zones d'expansion de crue,</li> </ul> <p>ceci afin de permettre l'instruction réglementaire par la MISE de ces ouvrages situés dans le lit mineur des cours d'eau et qui pourraient gêner l'écoulement des crues ou conduire à des submersions ou ruptures de digues.</p> <p>La longueur de cours d'eau restauré doit être un objectif suivi.</p> |   |
| <b>Principaux acteurs concernés.</b> SIBVN, CATER, MISE (DDAF, CSP).   |   |
| <b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Mise en place progressive par secteurs, possible dès la première année suivant l'approbation du SAGE  |   |
| <b>Éléments d'estimation financière.</b> Non quantifiable à ce stade.  |   |
| <b>Indicateurs de suivi.</b> Linéaire de rivière aménagée.   |   |

**AQUA.2 – Préserver les zones humides et les milieux naturels d'intérêt écologique (figure 17)**

Priorité 1

La préservation des milieux naturels du bassin versant de la Nonette, et en particulier des zones humides, constitue un enjeu important. Ces zones humides jouent en effet un rôle essentiel dans le fonctionnement écologique et hydraulique du territoire de la vallée. A cette fin, plusieurs actions sont proposées :

| Action<br>AQUA-c   | Appliquer les outils réglementaires pour la protection des milieux naturels remarquables et des zones humides |
|--|---|
|  | Action réglementaire  |
| <p><b>Modalités d'application.</b> La richesse écologique du bassin versant de la Nonette a été reconnue lors de l'inventaire des ZNIEFF ainsi que dans le cadre de la procédure NATURA 2000, en cours pour 3 sites. Un des premiers moyens d'assurer la protection des milieux à fort intérêt écologique est donc de veiller à ce que soient effectivement appliquées les dispositions relevant des outils réglementaires existants (en particulier NATURA 2000, par l'élaboration de documents d'objectifs et leur mise en œuvre par le biais de contrats).</p> <p>D'autre part, sur la partie du bassin versant de la Nonette située sur le territoire du PNR Oise – Pays-de-France, les sites les plus remarquables sont inscrits en tant que « sites d'intérêt écologique » au plan de référence de la Charte du Parc et font l'objet d'un programme de préservation et de gestion piloté par cet organisme (en particulier via l'élaboration de contrat de gestion).</p> |   |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> DIREN, Parc Naturel Régional Oise – Pays-de-France.</p>  |   |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dès la validation de ces outils.</p>   |   |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> Non quantifiable à ce stade.</p>   |   |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Nombre de contrats de gestion mis en place, superficies concernées, nombre d'espèces remarquables concernées.</p>  |   |

| Action<br>AQUA-d  | Veiller au non remblaiement des zones humides |
|---|---|
|   | Action réglementaire                          |
| <p><b>Modalités d'application.</b> Le SAGE demande à ce que les services de l'Etat, dans le cadre de leur mission de police de l'eau, veillent à ce que les zones humides du bassin versant ne fassent pas l'objet de remblaiement. Le remblaiement constitue en effet un des facteurs radicals d'altération des fonctionnalités hydrauliques et écologique de ces milieux.</p> <p>Concernant la protection des zones humides par remblai ou du lit majeur en général (hors zones humides en zones d'expansion de crue, agricole par exemple), la loi sur l'eau a des seuils inférieurs d'intervention. En deçà de ces seuils, seuls les documents d'urbanismes peuvent interdire ou réglementer les remblais (PPRI ou zonage N ou C dans les PLU).</p> |   |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> MISE, communes, DDE, Communauté locale de l'eau.</p>  |   |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dès la première année suivant l'approbation du SAGE</p>   |   |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> Non quantifiable à ce stade.</p>  |   |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Nombre de procès verbaux dressés, superficie de zone humide remblayée.</p>  |   |

| Action<br>AQUA-e   | Favoriser le développement d'une végétation rivulaire compatible avec le bon fonctionnement des milieux aquatiques |
|--|--|
|  | Action réglementaire   |
| <p><b>Modalités d'application.</b> L'implantation de peupleraies à proximité des rives constitue un facteur d'altération zones humides et des milieux aquatiques. Bien que cette production reste actuellement marginale sur le bassin versant de la Nonette, une tendance à l'augmentation a été mise en évidence qui pourrait à terme devenir préjudiciable à ces milieux. Ainsi, le SAGE demande que les espèces végétales à hautes tiges potentiellement préjudiciables aux milieux aquatiques, telles que les peupliers, soient implantées à plus de six mètres des rives.</p> <p>Le SIBVN, en application de l'arrêté préfectoral concluant l'enquête publique de DIG des travaux d'entretien peut se retourner contre ceux qui réalisent des actions nuisibles à proximité des cours d'eau. Si le SAGE cible la plantation de peupliers (parmi d'autres actions), le SIBVN pourra s'appuyer sur celui-ci pour agir contre les propriétaires ou les responsables de ces actions. Les services de l'Etat l'assisteront en cas d'opposition manifeste à l'application de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Il est à noter d'autre part que la réglementation de la végétation rivulaire peut être introduite dans les règlements urbanistiques (en fonction des zonages) ou intégrée à un PPRI.</p> |  |
| <b>Principaux acteurs concernés.</b> Commune, MISE, SIBVN  |  |
| <b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dès la première année suivant l'approbation du SAGE   |  |
| <b>Éléments d'estimation financière.</b> Non quantifiable à ce stade.  |  |
| <b>Indicateurs de suivi.</b> Linéaire de rive plantée en peupliers.  |  |

| Action<br>AQUA-f  | Préserver les continuités écologiques majeures (biocorridors), en particulier celles liées aux vallées, tout en limitant leur impact sur la dégradation des berges |
|---|--|
|   | Orientation de gestion   |
| <p><b>Modalités d'application.</b> Plusieurs secteurs du bassin versant de la Nonette constituent des zones de circulation préférentielle pour les grands mammifères entre les principaux massifs forestiers. Ceci est le cas en particulier des vallées de la Nonette et de ses affluents. L'existence de ces biocorridors peut toutefois induire une sur-fréquentation de certains secteurs, et par suite la détérioration des berges par le fouissage et le surpiétinement (du fait des descentes et montées des animaux). L'intégration de la présence des animaux dans les méthodes mises en œuvre pour la restauration des berges, notamment les berges endiguées, apparaît donc nécessaire (passage d'animaux ou berges aménagées de manière à faciliter leur transit sans dégâts). De même, la gestion des zones humides et forestières situées dans les zones d'expansion de crue doit être raisonnée en tenant compte des bio-corridors.</p> <p>Ainsi, afin de maintenir l'équilibre des populations de grands mammifères tout en limitant la dégradation des berges des rivières, il est demandé que tous les acteurs concernés veillent au maintien de la continuité des fonds de vallées ainsi que des espaces connexes au réseau hydrographiques.</p> <p>La préservation de ces continuités écologiques constitue un des objectifs principaux édicté dans la charte du PNR Oise – Pays-de-France.</p> |  |
| <b>Principaux acteurs concernés.</b> Communes, propriétaires, gestionnaires, PNR Oise – Pays-de-France et ses partenaires, SIBVN, Communauté locale de l'eau.   |  |
| <b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dès la première année suivant l'approbation du SAGE  |  |
| <b>Éléments d'estimation financière.</b> Non quantifiable à ce stade.   |  |
| <b>Indicateurs de suivi.</b> Existence ou non de continuité, population de grands mammifères observés.  |  |

**AQUA.3 – Poursuivre les inventaires et améliorer la connaissance des milieux naturels du bassin versant de la Nonette (figure 16)**

Priorité 2

Bien qu'une large partie du bassin versant de la Nonette soit considérée comme présentant un grand intérêt écologique, ce patrimoine reste encore relativement mal connu. Le SAGE préconise donc l'action suivante.

| Action<br>AQUA-g  | Réaliser des études et des inventaires sur les milieux naturels et diffuser la connaissance auprès du public et des usagers de l'eau |
|---|--|
|   | Etude et information - communication   |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Parmi les secteurs d'intérêt écologique recensés sur le bassin versant, la vallée de la Nonette en amont de Senlis n'a été encore que peu étudiée. Il en est de même de plusieurs groupes zoologiques ou botaniques tels que l'entomofaune ou les végétaux inférieurs. Afin de combler ces lacunes et d'améliorer la connaissance des écosystèmes présents sur le bassin versant de la Nonette – en particulier ceux liés à l'eau et aux zones humides – la réalisation d'inventaires et d'études complémentaires est demandée dans le cadre du SAGE. Cet aspect constitue également un axe d'action important du PNR Oise – Pays-de-France.</p> <p>Les résultats de ces inventaires et études permettront en particulier de définir l'état initial (« point zéro ») stipulé par la Directive cadre européenne sur l'eau et servant de référence écologique à toute action à venir engagée sur le territoire.</p> <p>Le porté à connaissance de ces résultats, auprès des élus, du public et des acteurs de l'eau, apparaît également essentiel afin de sensibiliser l'ensemble de la population à la richesse du patrimoine que les entoure. Ces inventaires pourront également permettre d'évaluer l'impact des pratiques d'entretiens préconisées dans le cadre du SAGE.</p> |  |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Le Parc naturel régional Oise – Pays-de-France apparaît comme la structure la plus à même de piloter ce type d'action, en partenariat avec de nombreux autres organismes ou acteurs dont le CSP, le Musée National d'Histoire Naturelle, les fédérations de chasse et de pêche, les associations naturalistes locales, ...</p>  |  |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Inventaires à réaliser progressivement</p>  |  |
| <p><b>Eléments d'estimation financière.</b> De l'ordre de quelques dizaines de milliers d'euros.</p>  |  |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Superficie des secteurs inventoriés, nombre d'espèces recensées</p>   |  |



## 9 Enjeu « patrimoine écologique, paysager et historique lié à l'eau »

### 9.1 Etat des lieux – diagnostic - tendances (figure 18)

La **richesse architecturale, historique et culturelle constitue un des principaux atouts du bassin versant de la Nonette**. Ainsi, sept sites classés sont recensés, dont les domaines historiques de Chantilly et de Fontaine-Chaalis, de renommée internationale et gérés actuellement par l'Institut de France.

Ces sites classés sont caractérisés et valorisés par des **relations intimes avec l'eau**. Le domaine de **Chantilly**, traversé par la Nonette, s'organise en effet autour d'un ensemble de bassins et de canaux, associés à des fontaines qui constituent un des agréments principaux du parc avec le château. De même, le domaine de **Fontaine-Chaalis** ainsi que le site d'**Ermenonville** sont associés à un réseau d'étangs en relation avec la Launette.

Ce patrimoine historique et culturel constitue un attrait touristique majeur pour le bassin versant et est appelé à se développer.

Une des contraintes principales pour la valorisation de ces sites est l'envasement des plans d'eau, étangs et bassins. Cet envasement est accentué par l'érosion des sols et des berges, les rejets d'assainissement, et l'eutrophisation du milieu en relation avec la qualité de l'eau (présence de phosphore et de nitrates).

Outre les grands sites d'intérêt national ou mondial, il existe également sur le bassin versant un « **petit patrimoine** » **hydraulique** particulièrement riche : moulins, lavoirs, puits, vannes, écluses, machine hydraulique, ... Bien que l'usage de ces petits équipements de village ait été abandonné, ce patrimoine a été bien conservé et mériterait d'être davantage valorisé avec, pour certains de ces ouvrages, une restauration ou un aménagement des abords. Dans le cadre du contrat de plan Etat-région, l'association du Pavillon de Manse est devenu centre de ressources pour ce qui concerne le patrimoine hydraulique. Ces ouvrages, faisant partie de la mémoire collective, ont une grande valeur pédagogique pouvant être valorisée en l'associant au « tourisme vert ».

Il est à noter enfin que la restauration du patrimoine biologique est indissociable de celle du patrimoine historique hydraulique le contenant. En effet, les milieux naturels du bassin versant de la Nonette ont été historiquement modifiés et ses modifications majeures sont classées monuments historiques ou sont situées au sein de zones classées.

### 9.2 Rappels des préconisations du SDAGE Seine-Normandie et du contexte réglementaire

Les orientations du **SDAGE Seine-Normandie** se rapprochant le plus de cet enjeu thématique sont les suivantes :

- Orientation B4 : restaurer le patrimoine biologique (dont les espèces des milieux aquatiques font partie intégrante).
- Orientation C4 : former et informer l'ensemble des acteurs.

La SDAGE ne fait pas état d'orientation spécifique concernant le patrimoine historique et culturel.

L'outil réglementaire et contractuel local intégrant le mieux l'ensemble de ces aspects est la **Charte du Parc naturel régional Oise – Pays-de-France**, signé le 13 janvier 2004. Cette charte concerne une majorité des communes du bassin versant (sont exclues essentiellement les communes situées à l'Est du bassin versant de la Nonette).



### 9.3 Objectif général, axes d'actions stratégiques et propositions d'actions

L'objectif général défini concernant cet enjeu est le suivant.

➤ **Objectif PATRI – Préserver, restaurer et valoriser les paysages et le patrimoine historique et culturel lié à l'eau (figure 19)**

Le patrimoine historique et culturel constitue un attrait touristique majeur pour le bassin versant et est appelé à se développer. Toutefois, cette activité touristique est centrée essentiellement autour des sites majeurs que sont Chantilly, Fontaine-Chaalis et Ermenonville. En particulier, tout un patrimoine apparaît encore trop méconnu et délaissé du public car insuffisamment mis en valeur : il s'agit du « petit patrimoine » lié à l'eau, très diversifié et très riche sur le bassin versant du fait d'un héritage historique important (fontaines, ouvrages hydrauliques, moulins, lavoirs, ...). Une meilleure diffusion du tourisme sur le territoire, intégrant ces « sites mineurs » constitue un enjeu pour le développement local (enjeu intégré dans la charte du PNR ainsi que dans la Charte de coopération interterritoriale Pays-de-Valois / Senlis-Chantilly). Au-delà de l'attrait touristique, ce patrimoine lié à l'eau a aussi une vocation pédagogique forte : parcours écologiques et d'enseignement de la nature auprès des scolaires, ...sentiers de randonnées à vocations ludiques et pédagogiques.

D'autre part, concernant les sites majeurs des contraintes importantes ont été mises en évidence, liés essentiellement à l'envasement de plans d'eau et d'étangs et à des variations du niveaux des eaux.

Afin de répondre à ces différents points, les axes d'actions suivants

|  |   |
|--|---|
| PATRI – Préserver, restaurer et valoriser les paysages et le patrimoine historique et culturel lié à l'eau | PATRI.1 – Préserver, restaurer et mettre en valeur les paysages et le patrimoine historique et culturel lié à l'eau |
|  | PATRI.2 – Maîtriser l'impact des sites touristiques sur l'environnement et les milieux aquatiques                   |

et préconisations suivantes détaillées ci-après sont proposés dans le cadre du SAGE.

**PATRI.1 – Préserver, restaurer et mettre en valeur le patrimoine historique et culturel lié à l'eau (figure 19)**

Priorité 1

| Action<br>PATRI-a   | Recenser et faire connaître au public la richesse du patrimoine lié à l'eau et permettre la découverte de la rivière |
|---|--|
|   | Connaissance / information - communication   |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Le recensement et le porté à connaissance au public de la richesse du patrimoine historique lié à l'eau (en particulier le petit patrimoine hydraulique : moulins, lavoirs, fontaines, vannes, ...) constitue le préalable indispensable à sa préservation et à sa mise en valeur. Ce recensement est actuellement en cours de réalisation en particulier dans le cadre du projet « des machines et des hommes » et sous l'impulsion d'associations telles que l'AD RTP (Association pour le développement de la recherche et de la technologie en Picardie) et l'Association Jacques de Manse, qui a été désignée « centre de ressource hydraulique » pour ce projet. La mise en œuvre de la Charte du PNR Oise-Pays-de-France devrait en outre contribuer à donner une impulsion nouvelle à cette action.</p> <p>La sensibilisation du public au patrimoine écologique et culturel lié à l'eau pourrait d'autre part être améliorée par la mise en place de structures ou l'organisation d'activités favorisant la découverte de la rivière par le public (par exemple l'aménagement d'un sentier/parcours de découverte à vocation ludique ou pédagogique, mettant en réseaux les principaux sites). Le SAGE demande toutefois à ce que ces structures ou activités n'aient pas de conséquences néfastes pour le milieu.</p> |  |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> PNR Oise – Pays-de-France, Institut de France, Association Jacques de Manse, autres associations locales, DRAC, DIREN, communes et leurs groupements, SIBVN, ...</p>  |  |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Action déjà en partie engagée. Doit être continuée et progressivement renforcée au cours des années suivant l'approbation du SAGE.</p>  |  |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> Non quantifiable à ce stade.</p>  |  |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Nombre de sites recensés, manifestations culturelles organisées, aménagements mis en place.</p>   |  |

| Action<br>PATRI-b   | Favoriser la restauration et la mise en valeur du patrimoine historique lié à l'eau |
|---|---|
|   | Programme d'actions – travaux et aménagements                                       |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Dans une logique globale de mise en valeur du patrimoine historique lié à l'eau, le SAGE demande à ce que des actions de restauration soient menées, autant au niveau de sites importants (tels que Chantilly, Fontaine-Chaalis ou Ermenonville) que de sites plus modestes (petit patrimoine hydraulique). Ces différentes actions peuvent être engagées en particulier dans le cadre de la politique volontariste de partenariat développée par le PNR Oise – Pays-de-France.</p> |   |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> PNR Oise – Pays-de-France, Institut de France, Association Jacques de Manse, autres associations locales, DRAC, DIREN, communes et leurs groupements, ...</p>   |   |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Action déjà en partie engagée. Doit être continuée et progressivement renforcée au cours des années suivant l'approbation du SAGE.</p>  |   |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> De quelques k€ à plusieurs centaines de k€.</p>   |   |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Nombre de sites restaurés.</p>  |   |

|  |  |
|--|--|
| <b>Action</b><br><b>PATRI-c</b>  | <b>Réaliser des travaux de curages des étangs et plans d'eau</b> |
|  | Programme d'action – travaux et aménagements                     |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> L'envasement des plans d'eau, étangs et bassins constitue une des principales contraintes rencontrées par les gestionnaires des sites historiques. Cet envasement est accentué par l'érosion des sols et des berges, les rejets d'assainissement et l'eutrophisation du milieu en relation avec la qualité de l'eau (présence de phosphore et de nitrates). Sont touchés en particulier et de manière importante les étangs et bassins des domaines de Chantilly, d'Ermenonville et de Fontaine-Chaalis.</p> <p>Afin de remédier à cet envasement qui dégrade de manière plus ou moins sensible ces sites touristiques (odeurs liées à la fermentation de matières organiques, dégradation visuelle, problème d'écoulement des eaux au sein des ouvrages hydrauliques, ...), il est nécessaire que les organismes propriétaires et/ou gestionnaires de ces sites s'engagent dans des travaux de curage de leurs plans d'eau. Ces travaux permettront également d'augmenter la capacité de stockage de ces bassins et étangs selon les contextes de chaque site et contribueront ainsi utilement à une meilleure gestion des risques d'inondation.</p> <p>Il est rappelé qu'une réflexion sur le devenir des sédiments de curage doit être menée préalablement à la réalisation de ces travaux.</p> |  |
| <b>Principaux acteurs concernés.</b> Propriétaires / gestionnaires des sites   |  |
| <b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Progressivement, par tranches.  |  |
| <b>Éléments d'estimation financière.</b> Fonction du site concerné (de l'ordre de plusieurs centaines de € pour les principaux).   |  |
| <b>Indicateurs de suivi.</b> Volumes de sédiments de curage extraits, sites et surfaces concernés.   |  |

|   |  |
|---|--|
| <b>Action</b><br><b>PATRI-d</b>   | <b>Assurer l'alimentation en eau permanente des plans d'eau ayant un caractère patrimonial</b> |
|   | Programme d'action – travaux et aménagements   |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Cette action concerne les cas spécifiques des plans d'eau à caractère patrimonial tels que l'étang du Tombeau, l'étang du Désert et l'étang du Château à Ermenonville, ou encore le Grand et le Petit étangs de Chaalis, qui ne sont actuellement pas alimentés de manière régulière et suffisante du fait en particulier de l'envasement de leur prise d'eau et/ou qui pâtissent de problèmes de qualité importants. Ainsi, le SAGE demande que soient dégagées des solutions pour une alimentation pérenne, tant quantitativement que qualitativement, de ces plans d'eau, compatible avec leur usage patrimonial</p> |  |
| <b>Principaux acteurs concernés.</b> Propriétaire / gestionnaire de l'étang et de la prise d'eau  |  |
| <b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dans la première année suivant l'approbation du SAGE   |  |
| <b>Éléments d'estimation financière.</b> Non quantifiable à ce stade.   |  |
| <b>Indicateurs de suivi.</b> Débit d'alimentation de l'étang, niveau d'eau.   |  |

**PATRI.2 – Maîtriser l'impact des sites touristiques sur l'environnement et les milieux aquatiques (paysage, rejets, écoulements de l'eau, ...) (figure 19)**

Priorité 2

| Action  | Evaluer et maîtriser l'impact des sites touristiques sur le milieu |
|---|--|
| <b>PATRI-e</b>  | Orientation de gestion   |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> Les sites touristiques majeurs du bassin versant (Chantilly, Fontaine-Chaalis, Ermenonville) font l'objet d'une fréquentation importante qui devrait continuer d'augmenter dans les années à venir. Afin que ces flux touristiques concentrés sur quelques sites ne soient pas à terme préjudiciables à l'environnement, et plus spécifiquement aux rivières et aux milieux aquatiques, une attention particulière est demandée dans le cadre du SAGE à l'évaluation et au suivi de l'impact sur le milieu (en termes hydraulique, de rejets, de paysage, ...) de ces sites et des aménagements connexes mis en place pour l'accueil du public.</p> |  |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Parc naturel régional Oise – Pays-de-France, Institut de France, communes, MISE, ...</p>  |  |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Dès la première année suivant l'approbation du SAGE.</p>  |  |
| <p><b>Éléments d'estimation financière.</b> Non quantifiable à ce stade.</p>  |  |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b> Nombre de visiteurs par site et par an, tissu des structures d'accueil.</p>   |  |



## 10 Gestion et organisation des moyens

Un aspect fondamental à prendre en considération pour la mise en œuvre du SAGE concerne la définition de l'organisation et des moyens financiers et humains à mettre en place.

### ➤ **Objectif général ORGA – Mettre en place une organisation et des moyens humains et financiers suffisants pour la mise en œuvre du SAGE**

Cet objectif repose sur deux actions essentielles et tout à fait prioritaires.

| Action<br>ORGA-a   | Créer une structure porteuse du SAGE qui pourra prendre le statut de<br>Communauté locale de l'eau |
|--|--|
|  | Orientation de gestion   |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> La mise en œuvre opérationnelle du SAGE nécessite la désignation ou la création d'une structure porteuse du projet SAGE qui jouera un rôle essentiel et fondamentale en terme d'animation.</p> <p>Cette structure devra disposer à la fois d'une réelle reconnaissance sur le bassin vis-à-vis du projet SAGE et moyens financiers et humains suffisants. Pour la plupart des SAGE approuvés, cette structure est soit de type « syndicat mixte », soit de type « EPCI<sup>1</sup> ». Le principal inconvénient des EPCI est qu'ils n'englobent généralement qu'une partie des communes du bassin versant. D'autre part, la mission de mise en œuvre du SAGE peut être « diluée » aux autres compétences.</p> <p>Compte tenu de l'organisation actuelle du bassin versant, le Syndicat d'étude du SAGE de la Nonette pourrait devenir la structure porteuse de la mise en œuvre du SAGE. Pour cela, il pourrait évoluer en Communauté locale de l'eau (en application de l'article 7 de la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992). L'intérêt principal de la création d'une Communauté locale de l'eau est de fédérer l'ensemble des acteurs autour d'un projet commun que constitue la mise en œuvre du SAGE. Il est essentiel d'engager la réflexion au plus tôt et de transformer la structure dès que la volonté intercommunale sera acquise.</p> <p>Cette Communauté locale de l'eau pourra avoir de larges attributions en terme en particulier d'études et de travaux (article 31 de la Loi sur l'eau). Toutefois, il est souhaitable qu'elle prenne la maîtrise d'ouvrage (pour études ou travaux) uniquement pour certains projets globaux qui ne peuvent être pris en charge par d'autres structures, son rôle principal devant rester l'animation et la création d'une dynamique à l'échelle de l'ensemble du bassin versant (en particulier pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un contrat de rivière)..</p> <p>Pour la réalisation de ses missions, il sera indispensable que la Communauté locale de l'eau recrutent un ou plusieurs chargé de mission / animateurs.</p> <p>Ses moyens financiers reposeront sur la participation des différentes structures adhérentes, des usagers de l'eau, ainsi que sur les aides, en particulier de l'Etat et de l'Agence de l'eau Seine-Normandie.</p> |  |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Communauté locale de l'eau, services de l'Etat et établissements publics, collectivités territoriales, usagers de l'eau</p>  |  |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Engager la réflexion puis la procédure dès l'approbation du SAGE</p>   |  |
| <p><b>Eléments d'estimation financière.</b> Non quantifiable à ce stade.</p>   |  |

<sup>1</sup> EPCI : établissement public de coopération intercommunale (par exemple communauté de communes, communauté d'agglomération).



**Indicateurs de suivi.** Existence ou non d'une structure porteuse, budget, nombre d'animateurs.

| Action<br>ORGA-b   | Définir les compétences de la structure porteuse du SAGE en particulier par rapport aux projets ne disposant pas actuellement de maître d'ouvrage |
|--|---|
|  | Orientation de gestion  |
| <p><b>Argumentaire et descriptif de l'action.</b> La définition des compétences de la Communauté locale de l'eau découlera des nécessités mises en avant dans le SAGE et notamment de l'existence d'actions qui ne disposent pas de maître d'ouvrage actuellement, dont en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'animation et suivi de la mise en œuvre du SAGE de la Nonette,</li> <li>- le suivi administratif et technique de la Commission locale de l'eau du bassin versant de la Nonette,</li> <li>- le regroupement et mise à disposition des informations liées à la ressource en eau et à l'assainissement dans le périmètre du SAGE de la Nonette,</li> <li>- la maîtrise des eaux de ruissellement sur les zones non urbanisées incluses dans le bassin versant de la Nonette.</li> </ul> <p>Ces compétences pourront être évolutives en intégrant de nouvelles compétences selon les nécessités d'action constatées ou à la demande de structures en charge de certains projets et qui souhaiteraient les voir réalisés dans un cadre cohérent à l'échelle du bassin versant par exemple.</p> |   |
| <p><b>Principaux acteurs concernés.</b> Communauté locale de l'eau, services de l'Etat et établissements publics, collectivités territoriales, usagers de l'eau.</p>   |   |
| <p><b>Calendrier / délais de mise en œuvre.</b> Engager la réflexion puis la procédure dès l'approbation du SAGE</p>   |   |
| <p><b>Eléments d'estimation financière.</b> Non quantifiable à ce stade.</p>   |   |
| <p><b>Indicateurs de suivi.</b></p>  |   |

## 11 Conclusion

Sur la base du bilan de l'état des lieux et du diagnostic global ainsi que des résultats de l'analyse des scénarios d'évolution du bassin versant, l'étude du SAGE a permis à la Commission locale de l'eau (CLE) de fixer des objectifs et de définir une stratégie collective en vue d'une gestion cohérente et concertée des ressources en eau et des milieux aquatiques. Un récapitulatif des différentes actions proposées dans ce cadre de cette stratégie est présenté en **annexe 4**.

La finalisation du document du SAGE ne constitue que le point de départ du projet SAGE lui-même. Ce document devra d'abord faire l'objet d'une validation par la CLE (au regard de sa cohérence interne, de sa cohérence avec le SDAGE Seine-Normandie, de l'articulation du SAGE avec les autres documents susceptibles de s'imposer à lui ou de même niveau réglementaire), ceci avant d'être soumis à la procédure réglementaire et publique qui débouchera sur un arrêté préfectoral.

Ensuite, afin de créer le plus tôt possible une dynamique sur le bassin versant et de mettre en œuvre dans les meilleurs délais les actions proposées, il sera fondamental qu'une structure porteuse soit créée rapidement. Ceci est en effet essentiel pour la mobilisation des acteurs du territoire et la réalisation des objectifs.

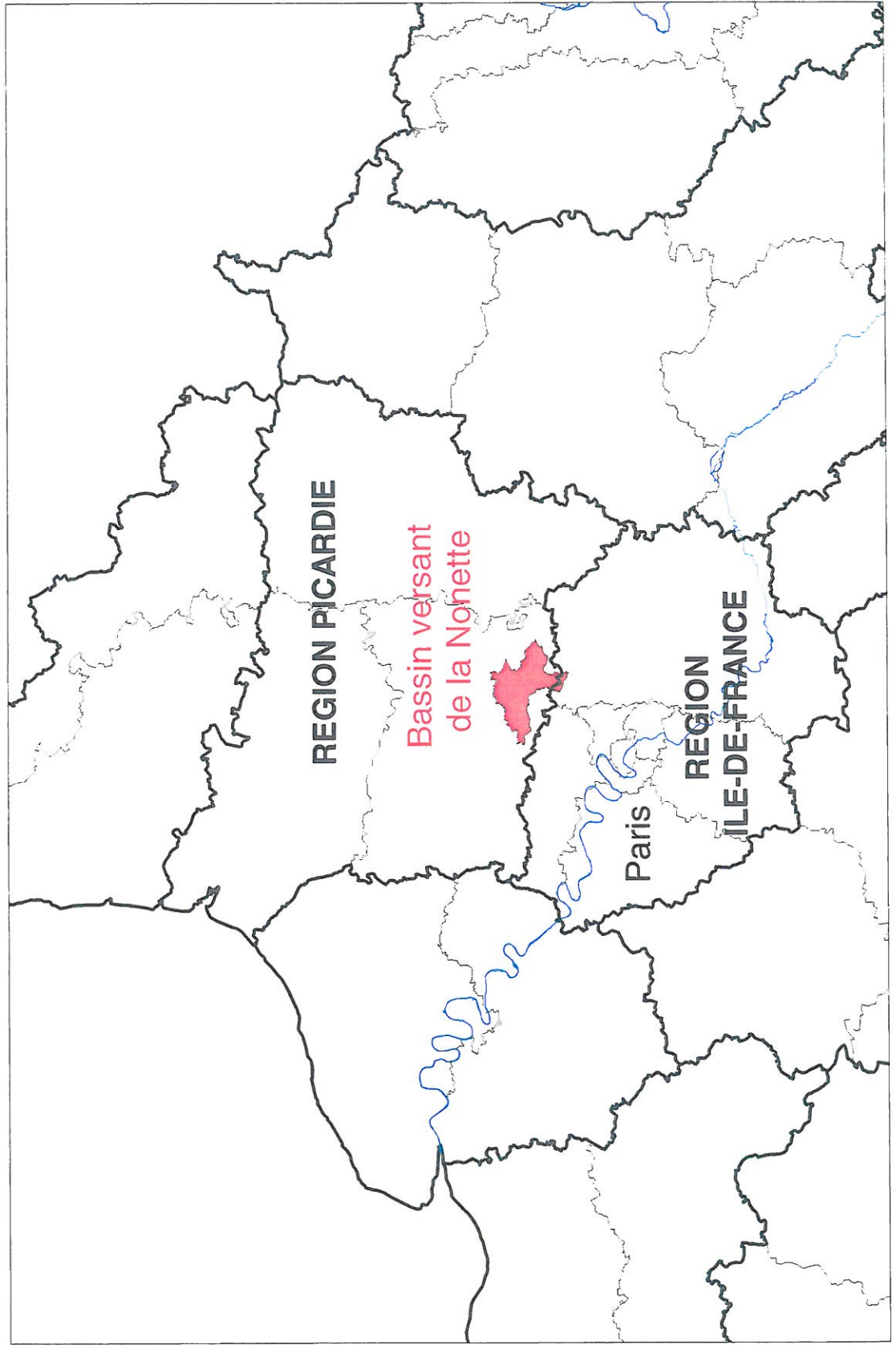
# FIGURES



Fig. 1

Localisation générale du bassin versant de la Nonette

échelle: 1/2 200 000



**Fig.2**  
**Structures administratives**

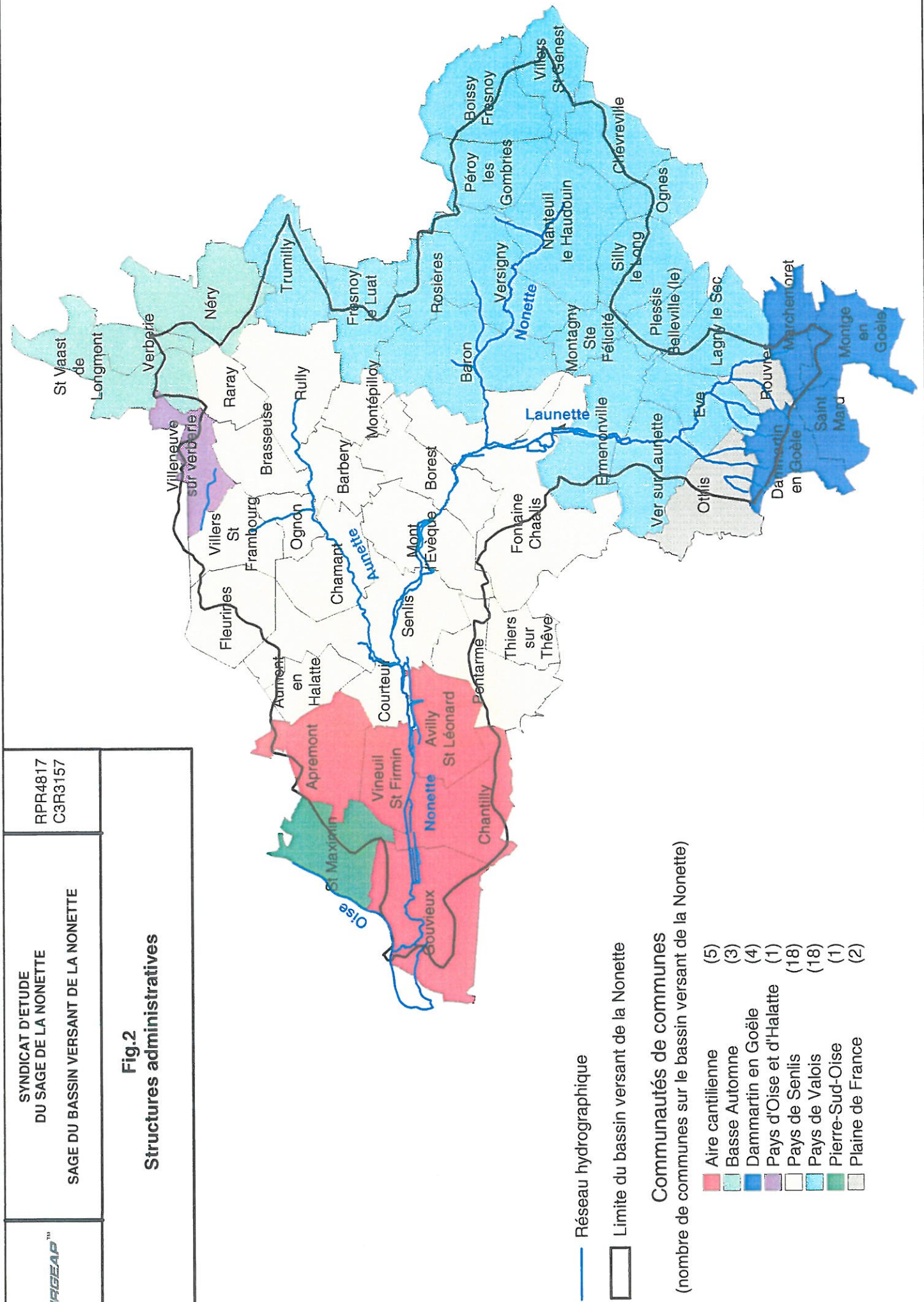
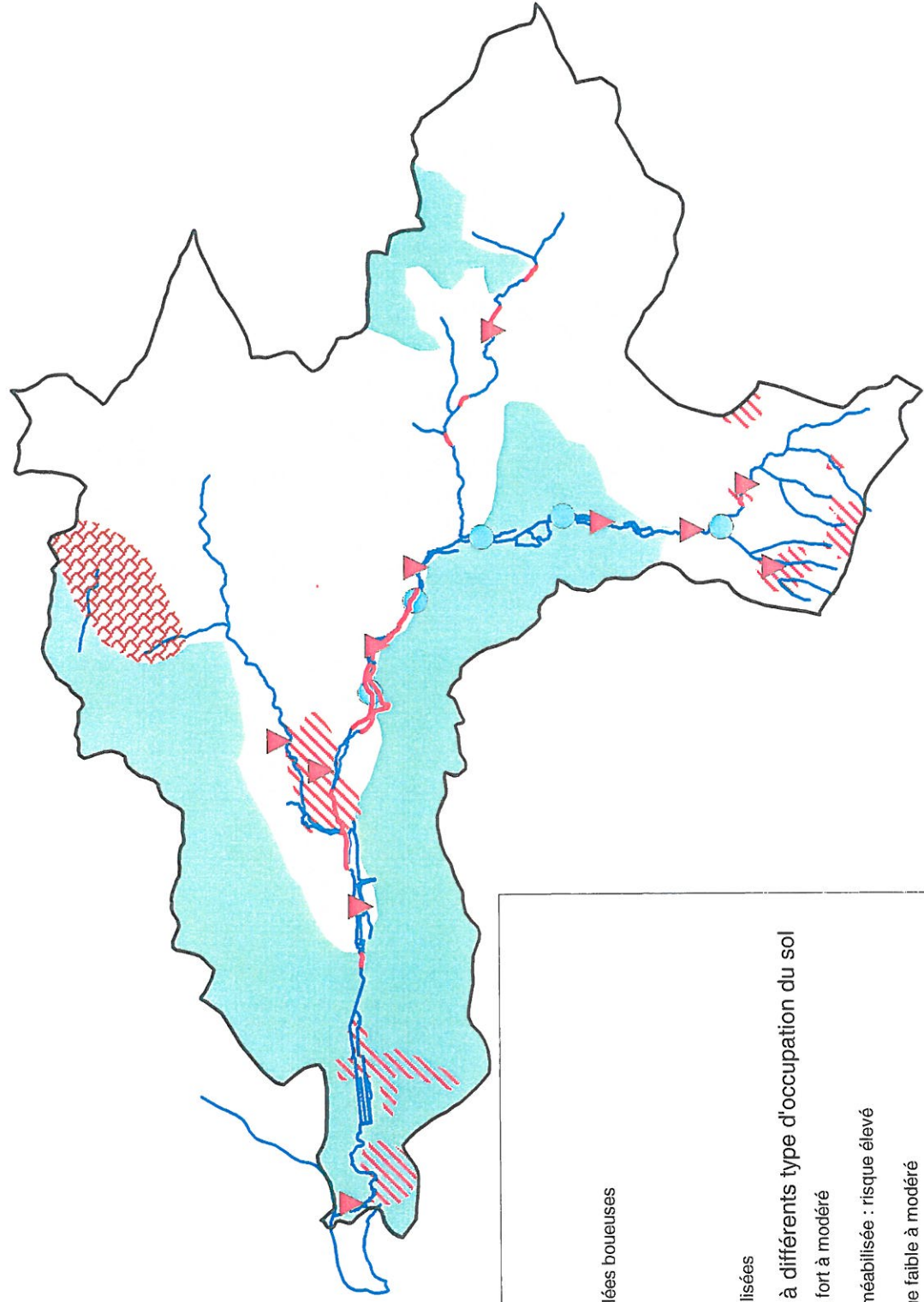




Fig. 3

Enjeu "ruissellement, érosion et risque d'inondation" (REI)  
Diagnostic

échelle: 1/200 000



Réseau hydrographique

Limite du bassin versant

Principaux secteurs à risque de coulées boueuses

Secteur à risque d'inondations

Zone tampon potentielle

Principaux secteurs de berges fragilisées


Risques de ruissellement associés à différents type d'occupation du sol

Zone à dominante agricole : risque fort à modéré

Zone urbaine ou industrielle imperméabilisée : risque élevé

Zone à dominante forestière : risque faible à modéré



|  |   |                      |
|--|---|----------------------|
|   | SYNDICAT D'ETUDE DU BASSIN VERSANT<br>DE LA NONETTE<br><br>SAGE DU BASSIN VERSANT DE LA NONETTE | R. 4703<br>C. 3R3157 |
| <p><b>Fig.4 - Actions vis-à-vis de l'enjeu "ruissellement, érosion et risque d'inondation" (REI)</b></p> <p>échelle: 1/200 000</p> |   |                      |

## Objectif général REI.1

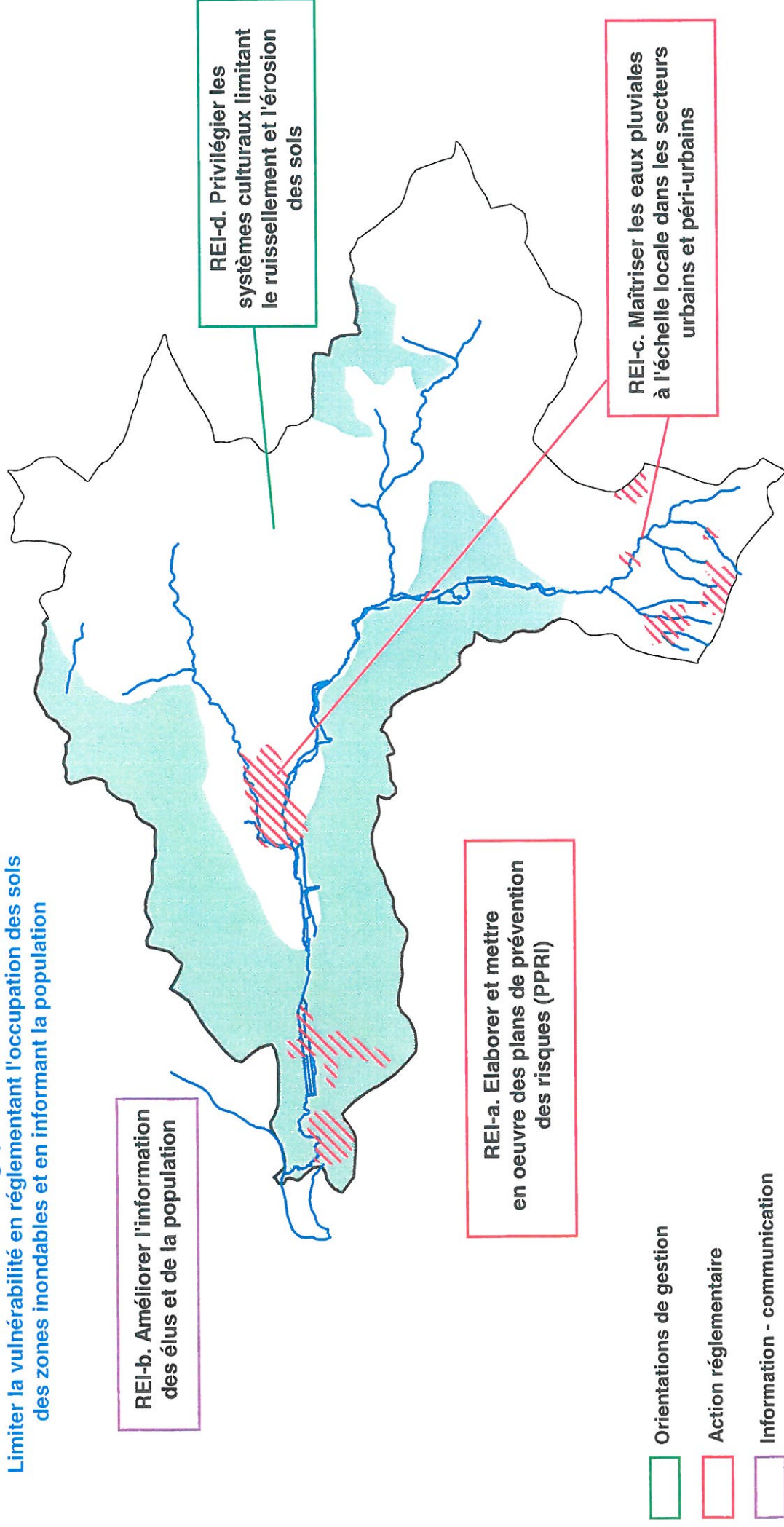
Ne pas générer de nouvelles situations de risques d'inondation et améliorer la gestion des eaux pluviales


### Axe stratégique REI.1.2

Maîtriser l'évolution de l'occupation des sols  
afin de ne plus accroître les risques de ruissellement sur le bassin versant, en particulier dans les zones urbanisées

### Axe stratégique REI.1.1

Limiter la vulnérabilité en réglementant l'occupation des sols  
des zones inondables et en informant la population



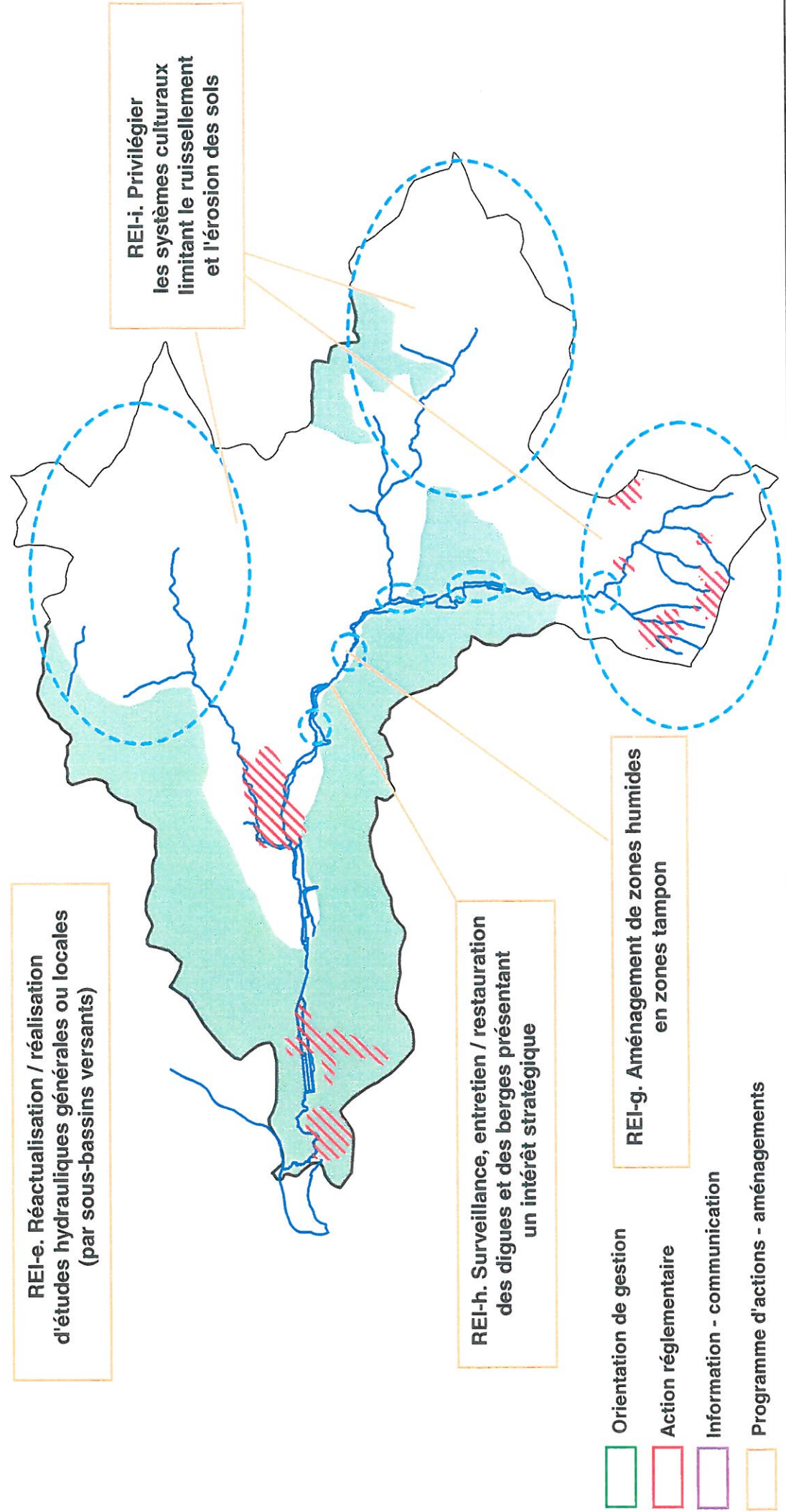
|   |   |                      |
|---|---|----------------------|
|    | SYNDICAT D'ETUDE<br>DU SAGE DE LA NONETTE<br><br>SAGE DU BASSIN VERSANT DE LA NONETTE | RPR4817<br>C. 3R3157 |
| <p>Fig.5 - Actions vis-à-vis de l'enjeu<br/>"ruissellement, érosion et risque d'inondation" (REI)</p> <p>échelle: 1/200 000</p> |   |                      |

## Objectif général REI.2


### Réduire les risques d'inondation existants

#### Axe stratégique REI.2.1

Réduire l'impact des inondations existantes en valorisant les zones naturelles d'expansion de crue et en aménageant les têtes de bassins versants





|   |   |                      |
|---|---|----------------------|
|            | SYNDICAT D'ETUDE<br>DU SAGE DE LA NONETTE<br><br>SAGE DU BASSIN VERSANT DE LA NONETTE | RPR4817<br>C. 3R3157 |
| Fig.6 - Actions vis-à-vis de l'enjeu<br>"ruissellement, érosion et risque d'inondation" (REI) |   |                      |
| échelle: 1/200 000  |   |                      |

Objectif général REI.2

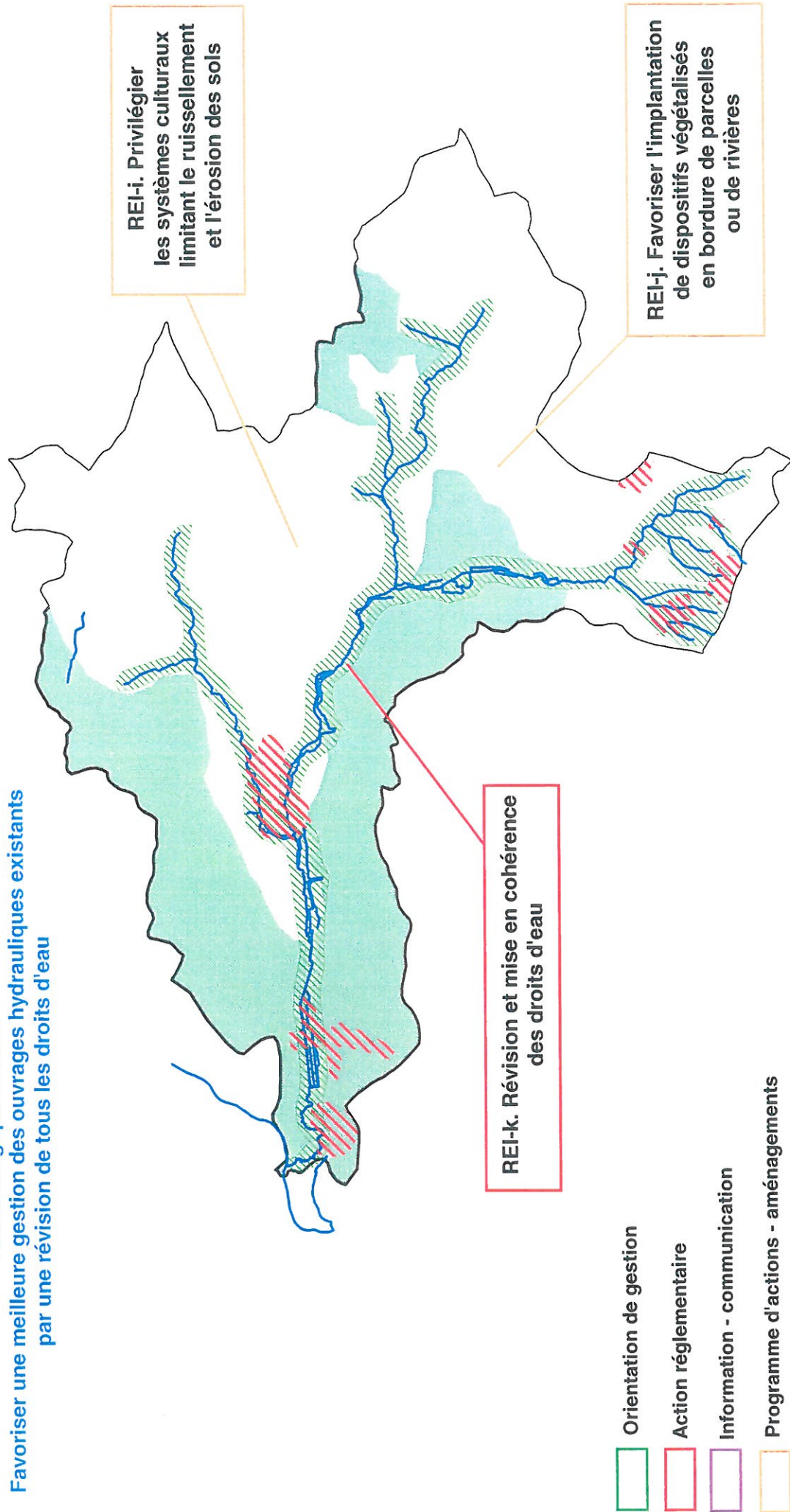
Réduire les risques d'inondation existants

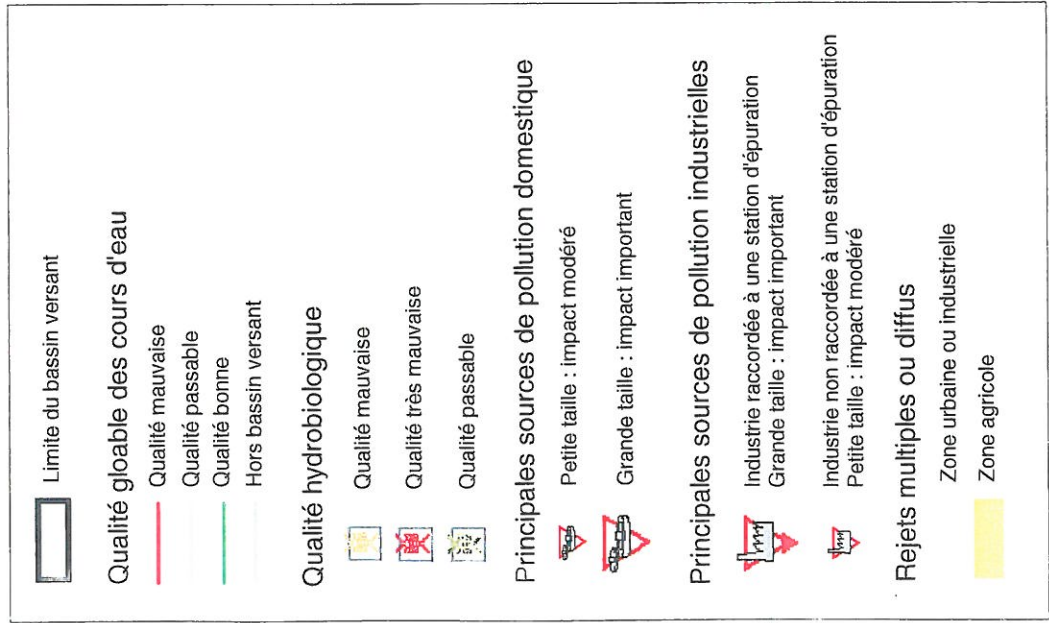
Axe stratégique REI.2.2

Réduire l'impact des inondations existantes en valorisant les zones naturelles d'expansion de crue et en aménageant les têtes de bassins versants


Axe stratégique REI.2.3

Favoriser une meilleure gestion des ouvrages hydrauliques existants par une révision de tous les droits d'eau







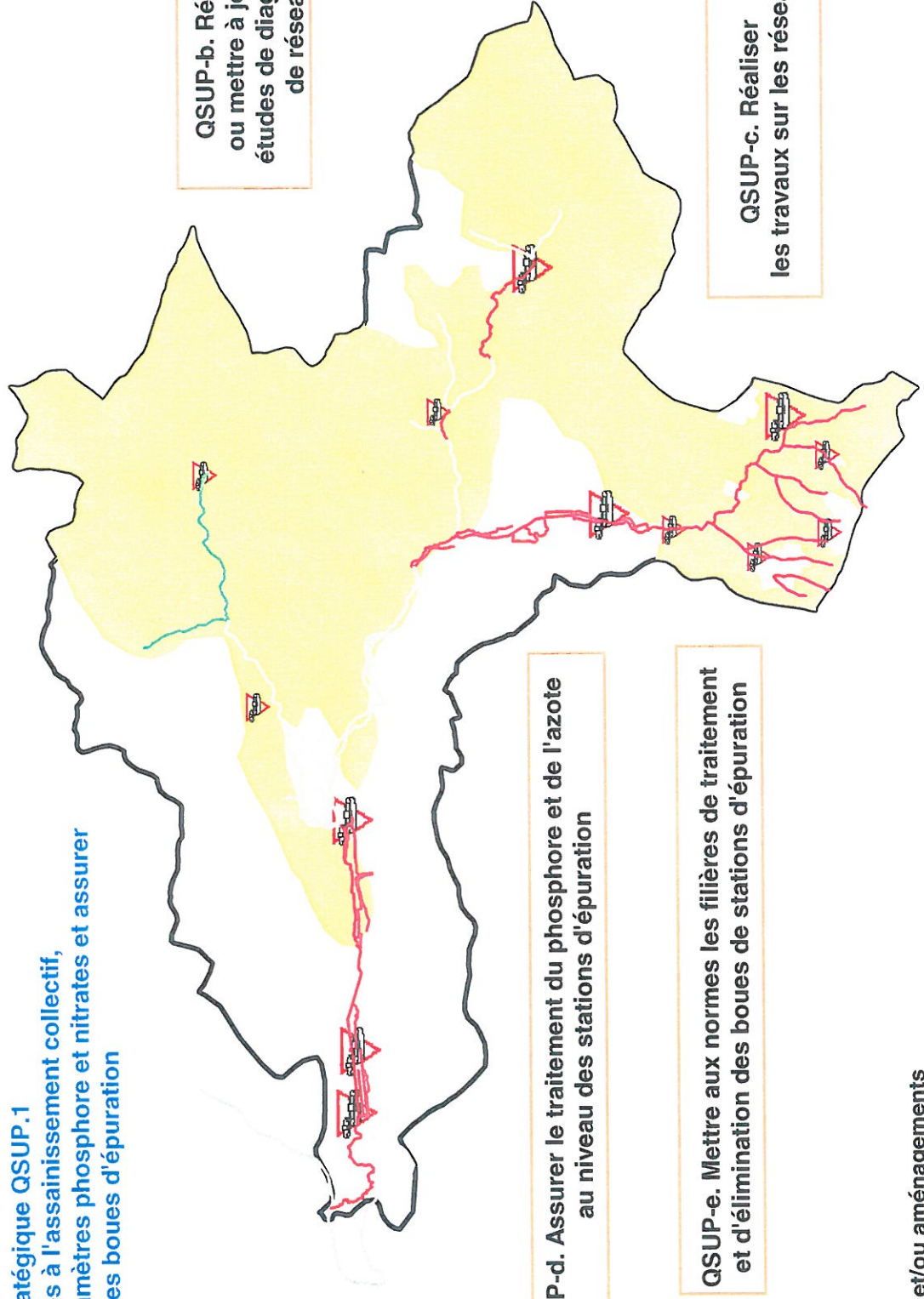
|  |  |                      |
|--|--|----------------------|
|                                     | SYNDICAT D'ETUDE<br>DU SAGE DE LA NONETTE<br><br>SAGE DU BASSIN VERSANT DE LA NONETTE<br>Phase 2 - diagnostic global | RPR4817<br>C. 3R3157 |
| <p><b>Fig. 8 - Actions vis-à-vis de l'enjeu "qualité des eaux superficielles" (QSUP)</b></p> <p>échelle: 1/200 000</p> |  |                      |

## Objectif général QSUP

Améliorer de manière significative la qualité des eaux superficielles en réduisant de manière importante les teneurs en nitrates et phosphore

QSUP-a. Réaliser les schémas directeurs d'assainissement

**Axe stratégique QSUP.1**  
Réduire les rejets liés à l'assainissement collectif, en particulier vis-à-vis des paramètres phosphore et nitrates et assurer la gestion des boues d'épuration



QSUP-b. Réaliser ou mettre à jour les études de diagnostics de réseaux


QSUP-c. Réaliser les travaux sur les réseaux

QSUP-d. Assurer le traitement du phosphore et de l'azote au niveau des stations d'épuration

QSUP-e. Mettre aux normes les filières de traitement et d'élimination des boues de stations d'épuration

- █ Orientation de gestion
- █ Action réglementaire
- █ Information - communication
- █ Programme d'actions - étude et/ou aménagements



|   |   |                      |
|---|---|----------------------|
|                              | SYNDICAT D'ETUDE<br>DU SAGE DE LA NONETTE<br><br>SAGE DU BASSIN VERSANT DE LA NONETTE | RPR4817<br>C. 3R3157 |
| <p>Fig. 9 - Actions vis-à-vis de l'enjeu "qualité des eaux superficielles" (QSUP)</p> <p>échelle: 1/200 000</p> |   |                      |

## Objectif général QSUP

Améliorer de manière significative la qualité des eaux superficielles en réduisant de manière importante les teneurs en nitrates et phosphore

### Axe stratégique QSUP.4

Réduire les rejets liés aux activités agricoles et les transferts de polluants vers les rivières

### Axe stratégique QSUP.2

Assurer la mise aux normes de l'assainissement non collectif

QSUP-f. Créer et mettre en oeuvre les services publics en charges de l'assainissement non collectif (SPANC)

QSUP-h. Continuer à raisonner et à mieux gérer les apports d'intrants et limiter les risques de pollution accidentelle

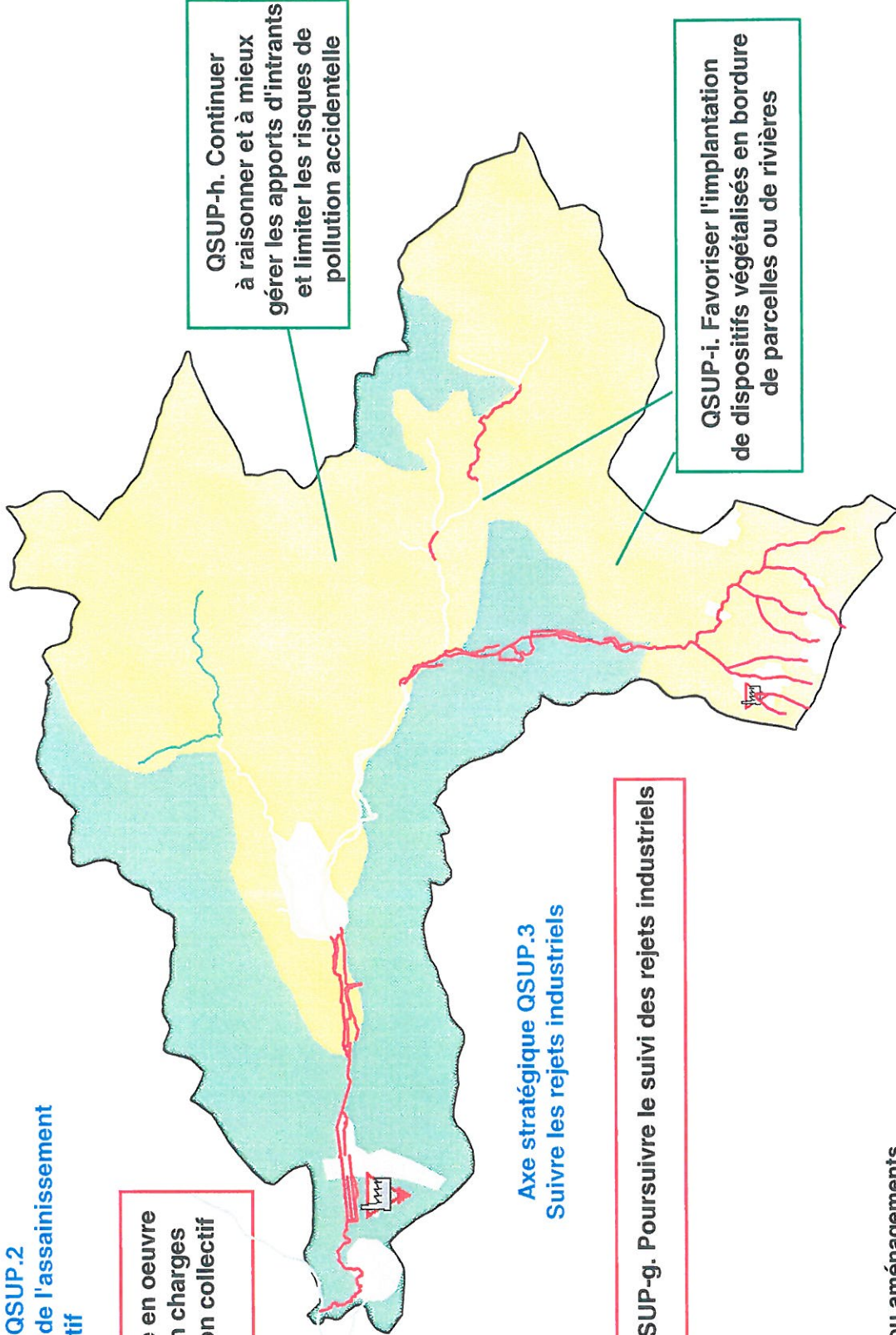
- Orientation de gestion
- Action réglementaire
- Information - communication
- Programme d'actions - étude et/ou aménagements

### Axe stratégique QSUP.3

Suivre les rejets industriels

QSUP-g. Poursuivre le suivi des rejets industriels

QSUP-i. Favoriser l'implantation de dispositifs végétalisés en bordure de parcelles ou de rivières

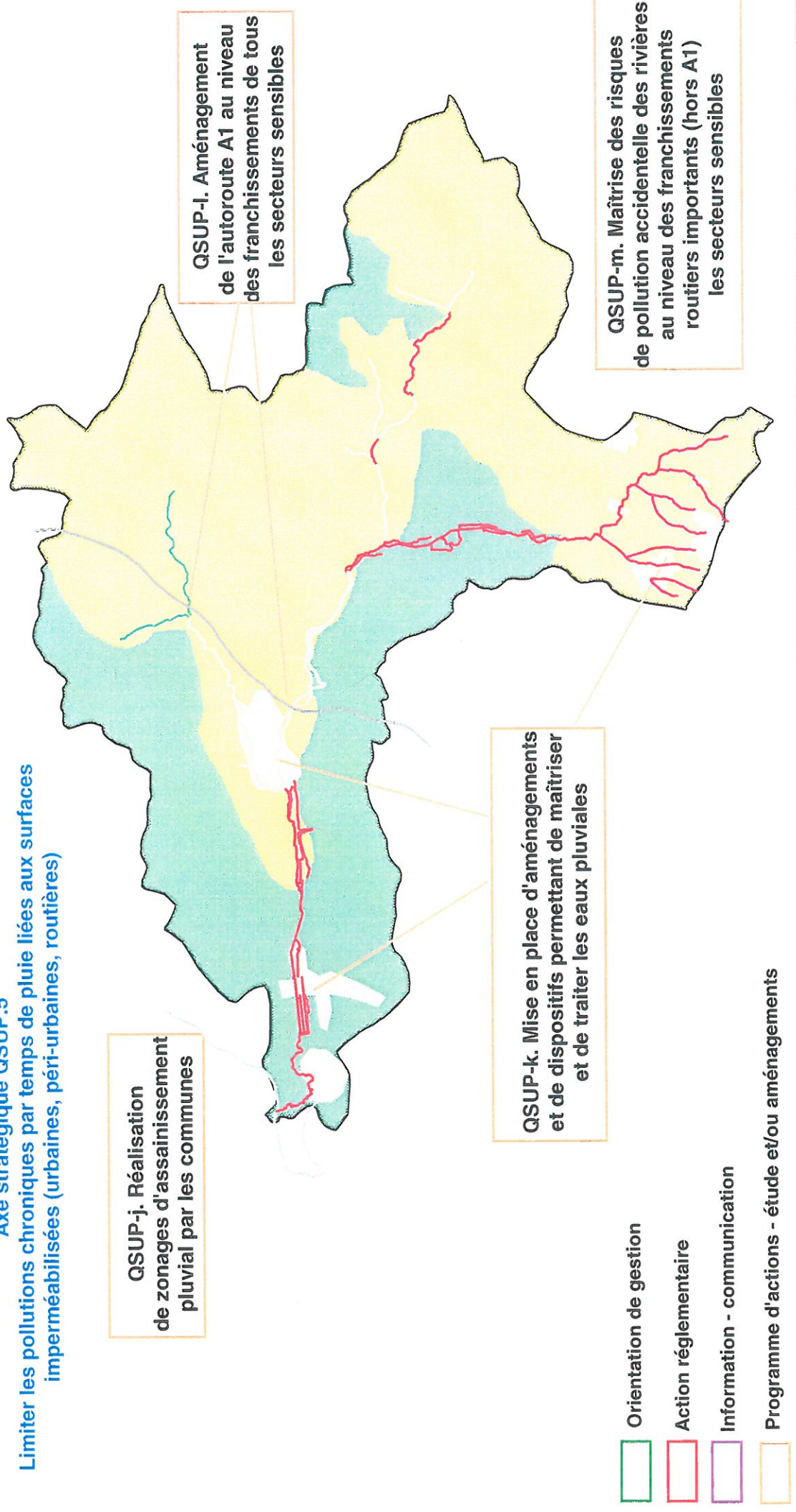





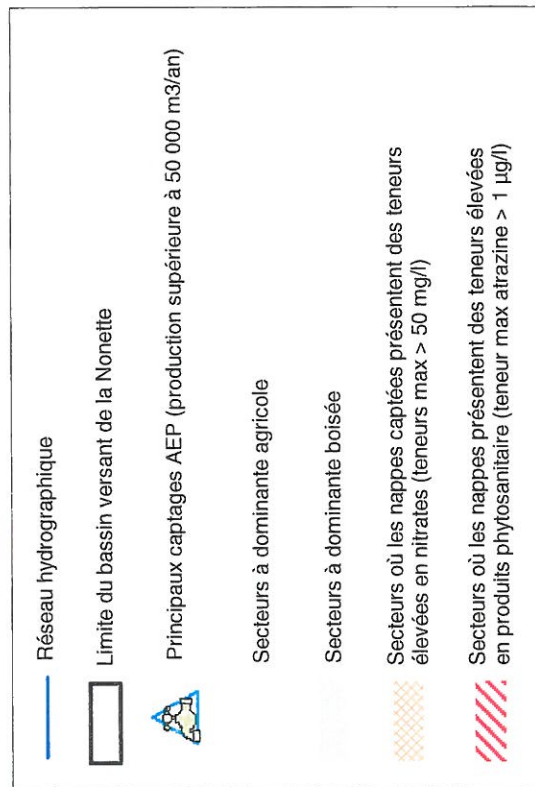
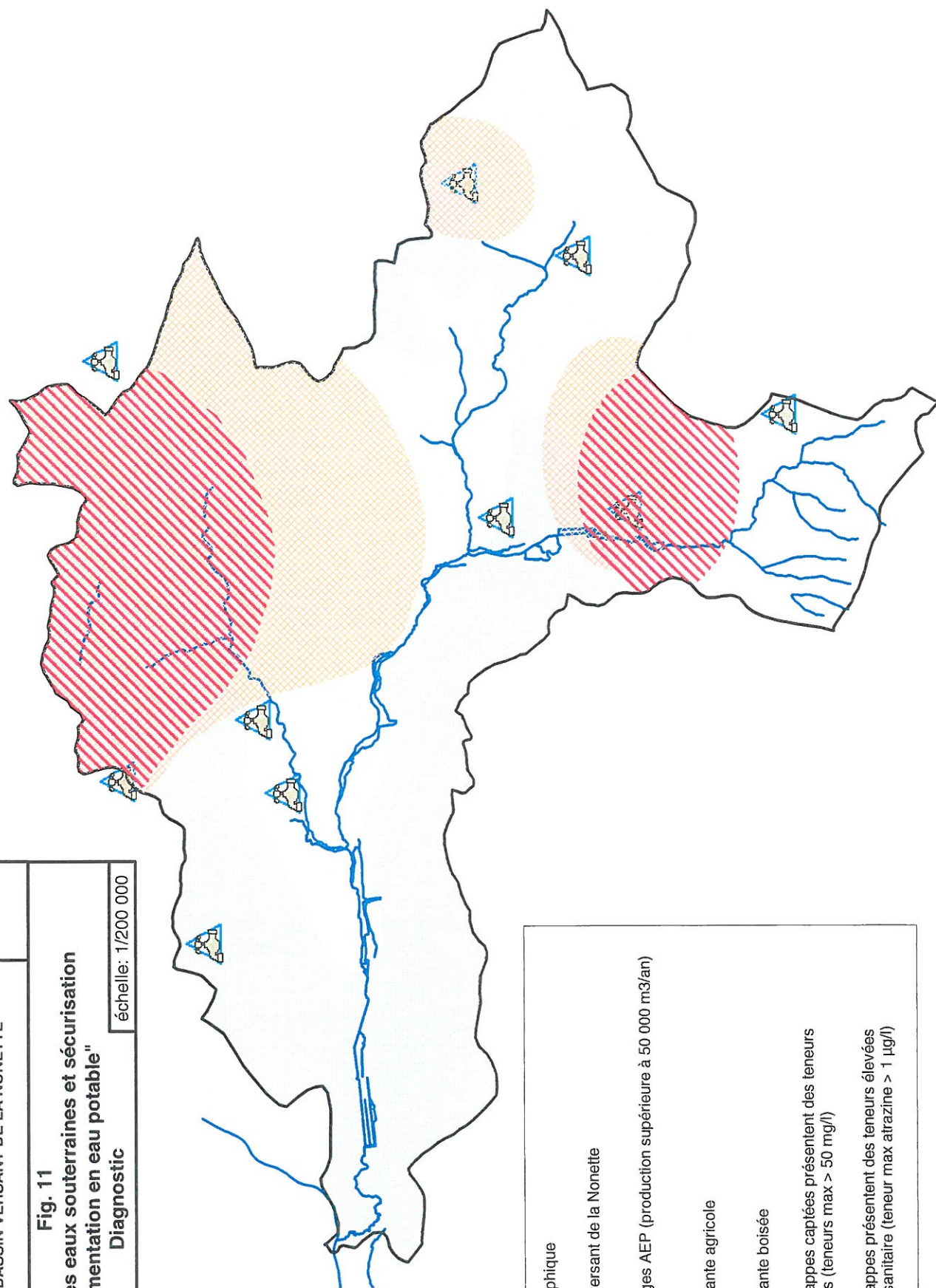
**Objectif général QSUP**  
**Améliorer de manière significative la qualité des eaux superficielles en réduisant de manière importante les teneurs en nitrates et phosphore**

**Axe stratégique QSUP.6**  
**Réduire les risques de pollution accidentelles liés en particulier au réseau routier**

**Axe stratégique QSUP.5**  
**Limitier les pollutions chroniques par temps de pluie liées aux surfaces imperméabilisées (urbaines, péri-urbaines, routières)**



|  |   |                      |
|--|---|----------------------|
|   | SYNDICAT D'ETUDE<br>DU SAGE DE LA NONETTE<br><br>SAGE DU BASSIN VERSANT DE LA NONETTE | RPR4817<br>C. 3R3157 |
| <p align="center"><b>Fig. 11</b></p> <p align="center"><b>Enjeu "qualité des eaux souterraines et sécurisation de l'alimentation en eau potable"</b></p> <p align="center"><b>Diagnostic</b></p> |   |                      |
| <p align="right">échelle: 1/200 000</p>  |   |                      |





|  |   |                      |
|--|---|----------------------|
| BURGEAP <sup>™</sup>   | SYNDICAT D'ETUDE<br>DU SAGE DE LA NONETTE<br><br>SAGE DU BASSIN VERSANT DE LA NONETTE | RPR4817<br>C. 3R3157 |
| <p data-bbox="236 1447 328 2033">Fig. 12 - Actions vis-à-vis de l'enjeu<br/>"qualité des eaux souterraines et sécurisation<br/>de l'alimentation en eau potable" (AEP)</p> <p data-bbox="328 1238 360 1462">échelle: 1/200 000</p> |   |                      |

## Objectif général AEP

Assurer la distribution à l'ensemble de la population du territoire d'une eau conforme aux normes sanitaires (en particulier vis-à-vis des paramètres nitrates et produits phytosanitaires)

## Axe stratégique AEP.2

Mettre en oeuvre des actions préventives de lutte contre les pollutions sur les bassins d'alimentation des captages actuels et à venir

### Axe stratégique AEP.1

Mettre en place et/ou faire appliquer les prescriptions liées aux périmètres de protection de captages

**AEP-a. Mettre en place les périmètres de protection pour les captages n'en disposant pas actuellement**

### Axe stratégique AEP.2

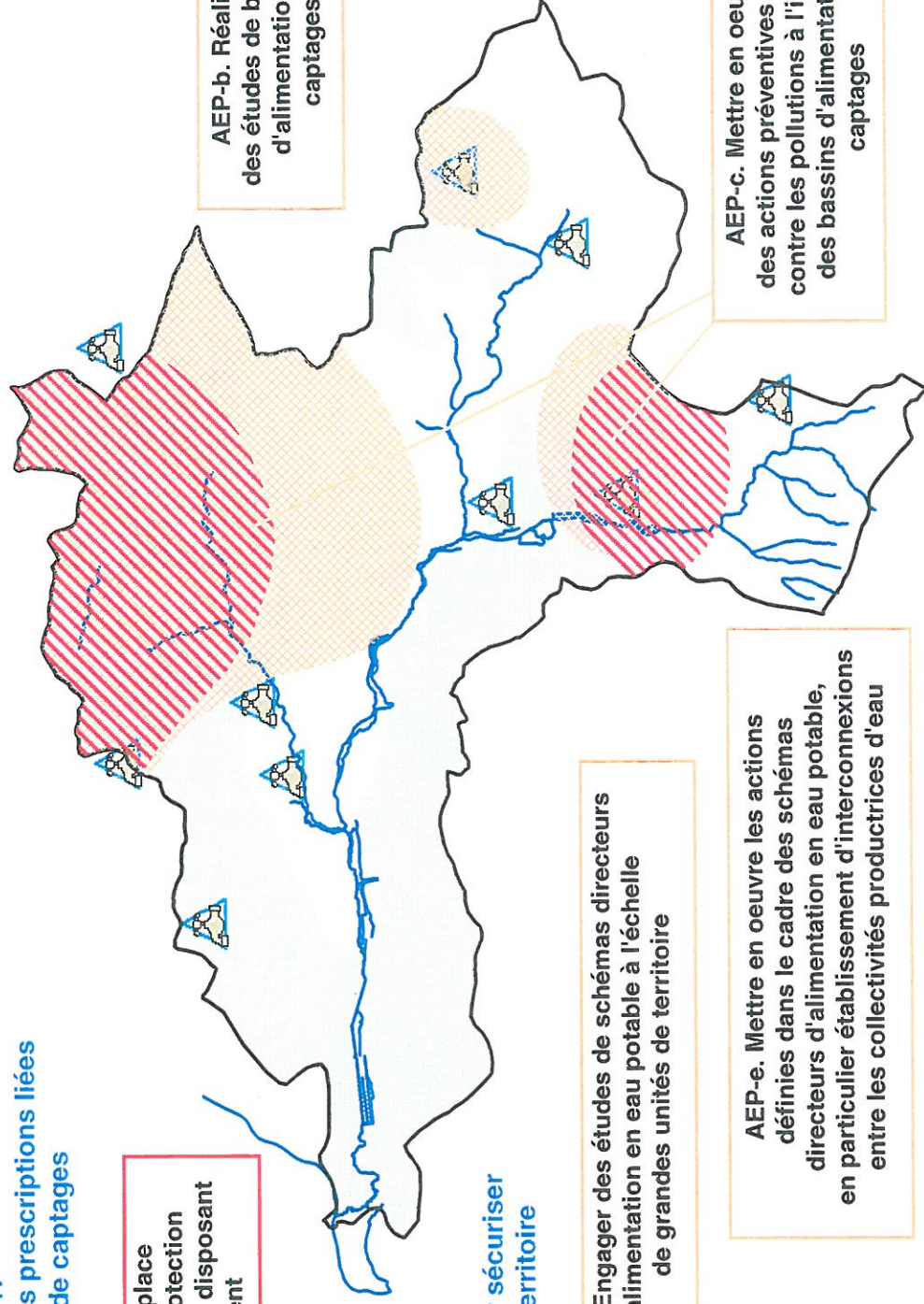
Engager une réflexion générale pour sécuriser l'alimentation en eau potable du territoire

**AEP-d. Engager des études de schémas directeurs d'alimentation en eau potable à l'échelle de grandes unités de territoire**

**AEP-e. Mettre en oeuvre les actions définies dans le cadre des schémas directeurs d'alimentation en eau potable, en particulier établissement d'interconnexions entre les collectivités productrices d'eau**

**AEP-b. Réaliser des études de bassins d'alimentation de captages**

**AEP-c. Mettre en oeuvre des actions préventives de lutte contre les pollutions à l'intérieur des bassins d'alimentation de captages**



Orientation de gestion

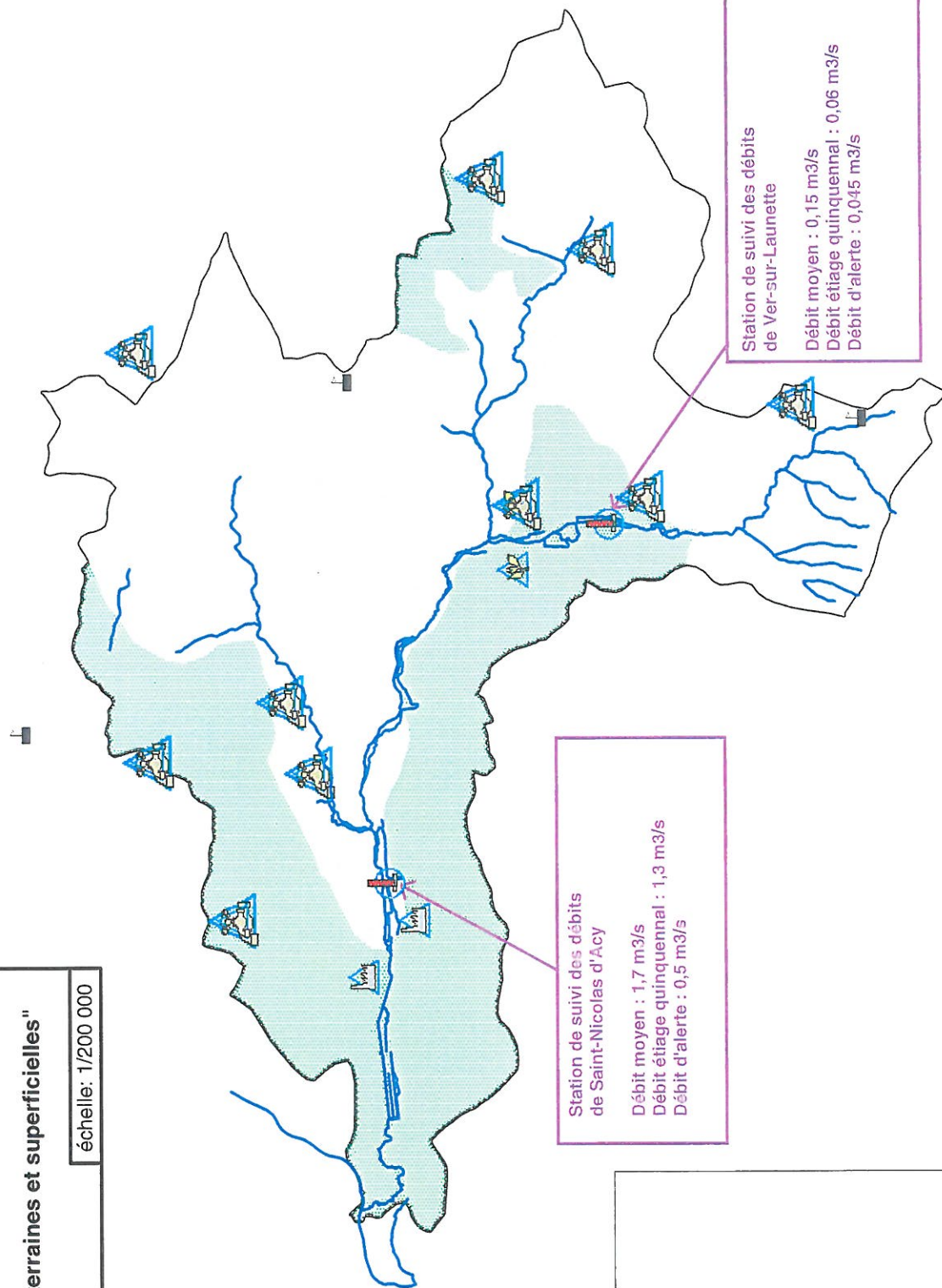
Action réglementaire








Information - communication

Programme d'actions - étude et/ou aménagements


**Fig.13**  
**Enjeu "gestion quantitative des eaux souterraines et superficielles"**  
**Diagnostic**

échelle: 1/200 000



-  Point de suivi de niveau de nappe (existant)
-  Station hydrométrique existante (ou à créer)
-  Principaux prélèvements pour l'AEP
-  Principaux prélèvements industriels en rivière
-  Principaux prélèvements agricoles en rivière
-  Secteurs à dominante agricole
-  Secteurs à dominante boisée



|  |   |                      |
|--|---|----------------------|
|   | SYNDICAT D'ETUDE<br>DU SAGE DE LA NONETTE<br><br>SAGE DU BASSIN VERSANT DE LA NONETTE | RPR4817<br>C. 3R3157 |
| <p>Fig. 14 - Actions vis-à-vis de l'enjeu<br/>"gestion quantitative des eaux souterraines<br/>et superficielles" (QUANT)</p> |   |                      |
| <p>échelle: 1/200 000</p>  |   |                      |

## Objectif général QUANT

Maintenir le niveau des nappes et des rivières à des niveaux compatibles avec leurs différents usages

### Axe stratégique QUANT.2

Ajuster les prélèvements d'eau sur le bassin versant en fonction du niveau des rivières et des nappes en période d'étiage

### Axe stratégique QUANT.1

Compléter le dispositif de suivi des niveaux de nappes et de rivières

QUANT-a. Compléter le dispositif de suivi des débits par la mise en place d'une station limnigraphique sur l'Aunette en amont immédiat de Senlis

QUANT-b. Compléter le dispositif de suivi des hauteurs de nappes par la mise en place de piézomètres au niveau de chacune des nappes exploitées pour l'alimentation en eau potable

QUANT-c. Définir des niveaux d'alerte pour les eaux souterraines et préciser le niveau d'alerte défini pour les rivières en première approche (3/10 du module)

QUANT-d. Définir un plan de gestion de crise en cas d'étiage sévère

- Orientation de gestion
- Action réglementaire
- Information - communication
- Programme d'actions - étude et/ou aménagements
- Connaissance

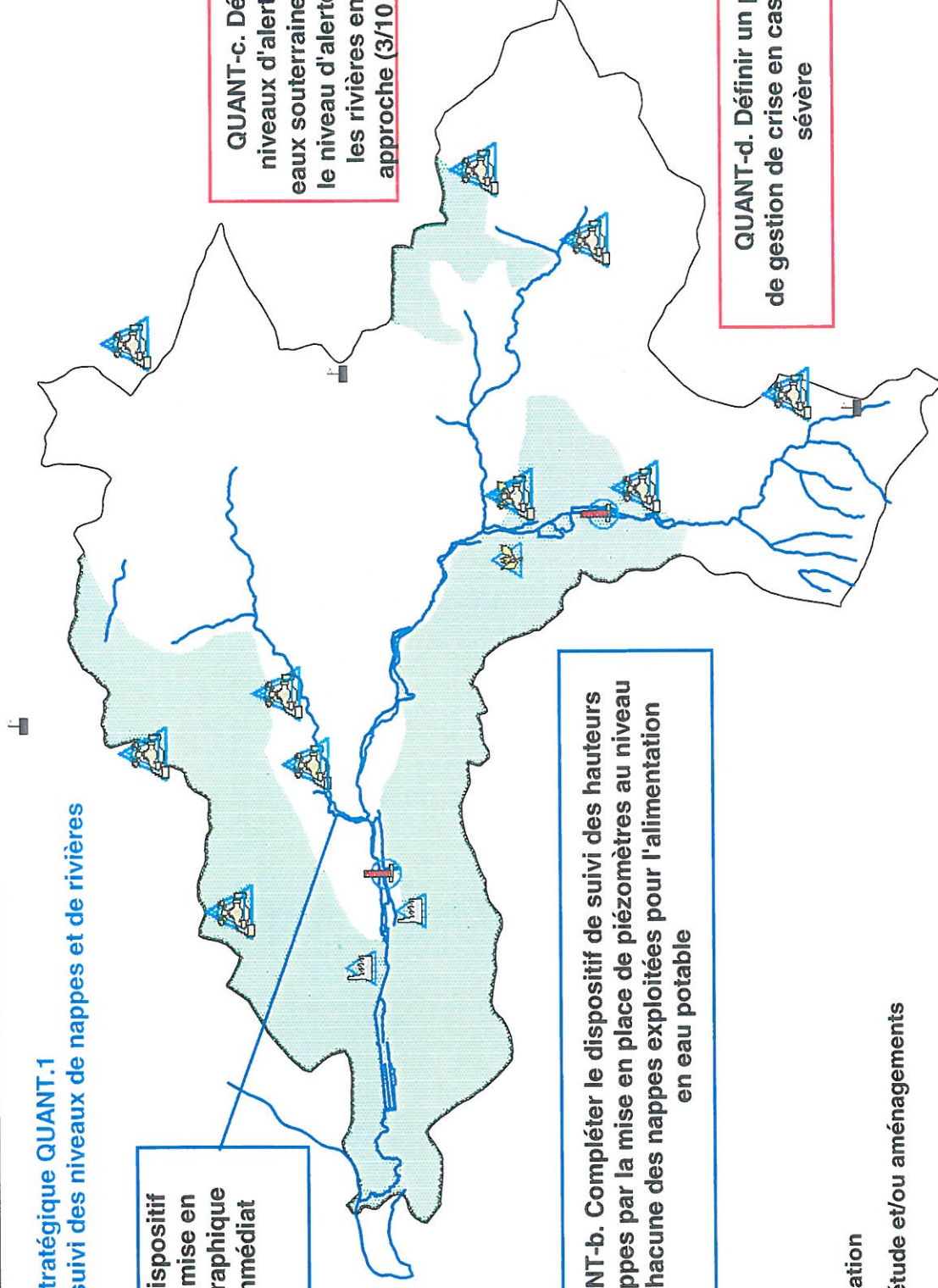
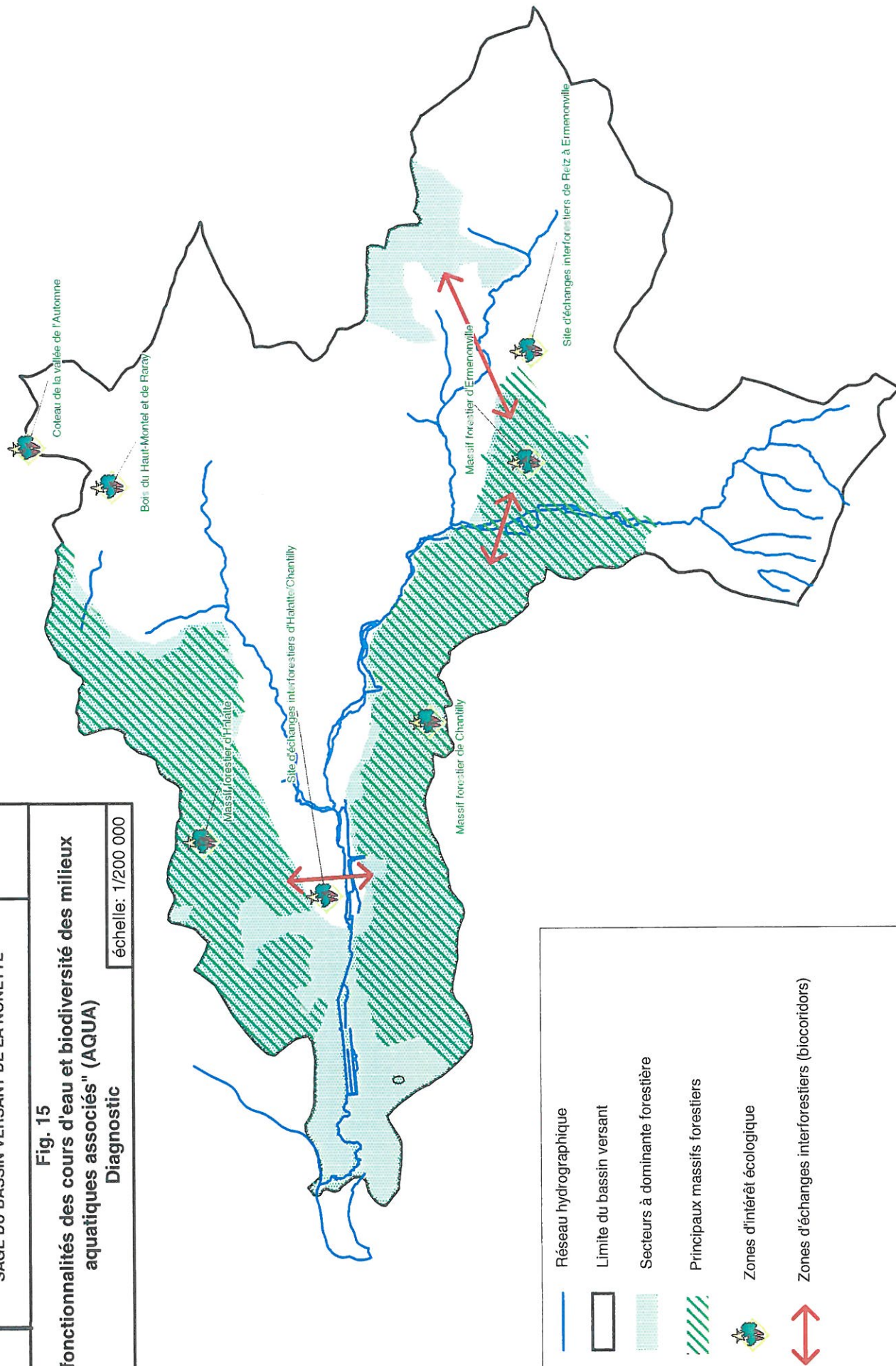








Fig. 15


Enjeu "fonctionnalités des cours d'eau et biodiversité des milieux  
aquatiques associés" (AQUA)  
Diagnostic

échelle: 1/200 000



-  Réseau hydrographique
-  Limite du bassin versant
-  Secteurs à dominante forestière
-  Principaux massifs forestiers
-  Zones d'intérêt écologique
-  Zones d'échanges interforestiers (biocorridors)



|  |   |                      |
|--|---|----------------------|
|   | SYNDICAT D'ETUDE<br>DU SAGE DE LA NONETTE<br><br>SAGE DU BASSIN VERSANT DE LA NONETTE | RPR4817<br>C. 3R3157 |
| <p>Fig. 16 - Actions vis-à-vis de l'enjeu "fonctionnalités des cours d'eau et biodiversité des milieux aquatiques associés" (AQUA)</p> <p>échelle: 1/200 000</p> |   |                      |

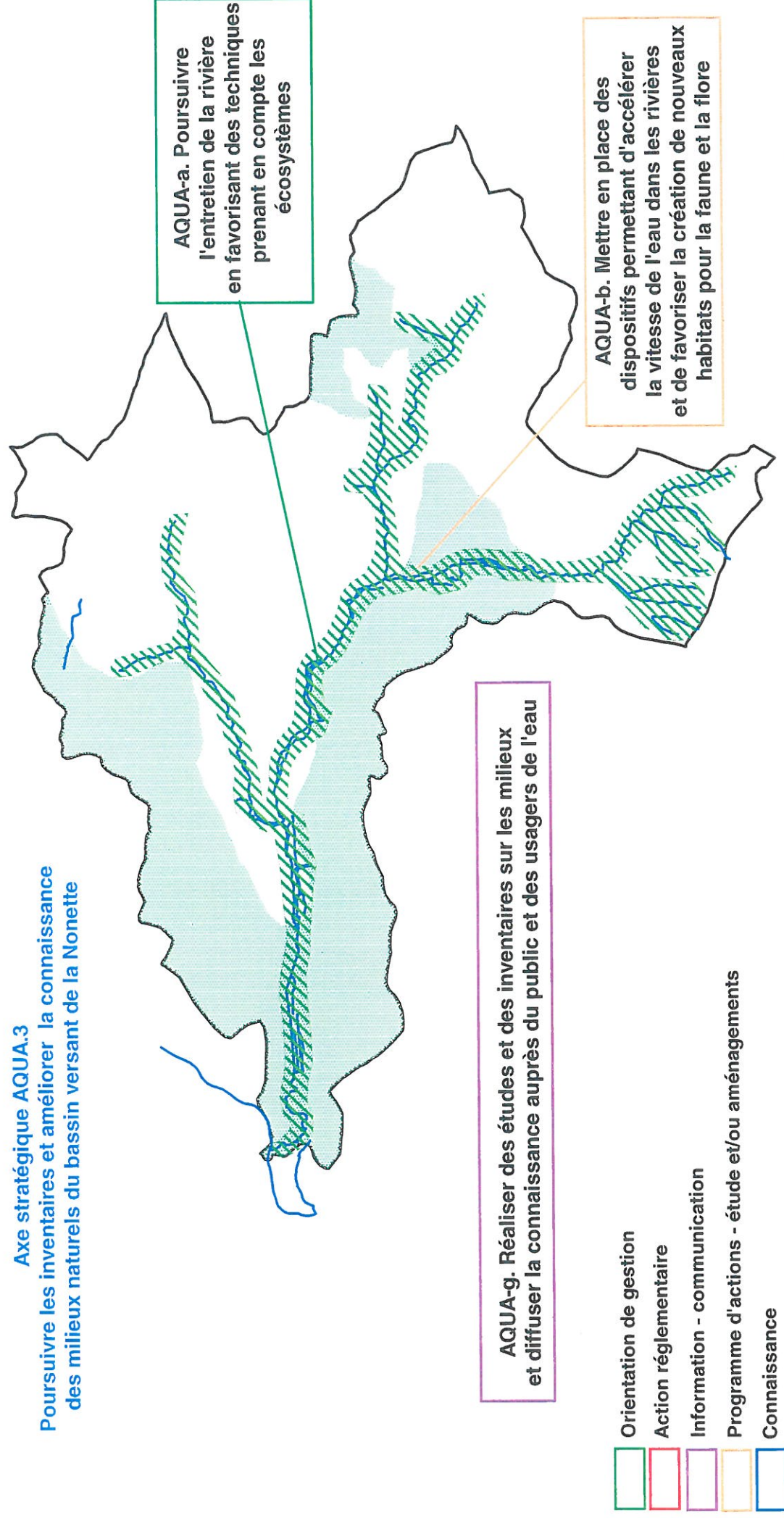
## Objectif général AQUA

Restaurer et préserver les fonctionnalités des cours d'eau et la biodiversité des milieux aquatiques associés


### Axe stratégique AQUA.1

Poursuivre d'entretien et la restauration des rivières et de leur lit avec des techniques compatibles avec la préservation de leurs fonctionnalités hydrauliques et écologiques

**Axe stratégique AQUA.3**  
Poursuivre les inventaires et améliorer la connaissance des milieux naturels du bassin versant de la Nonette





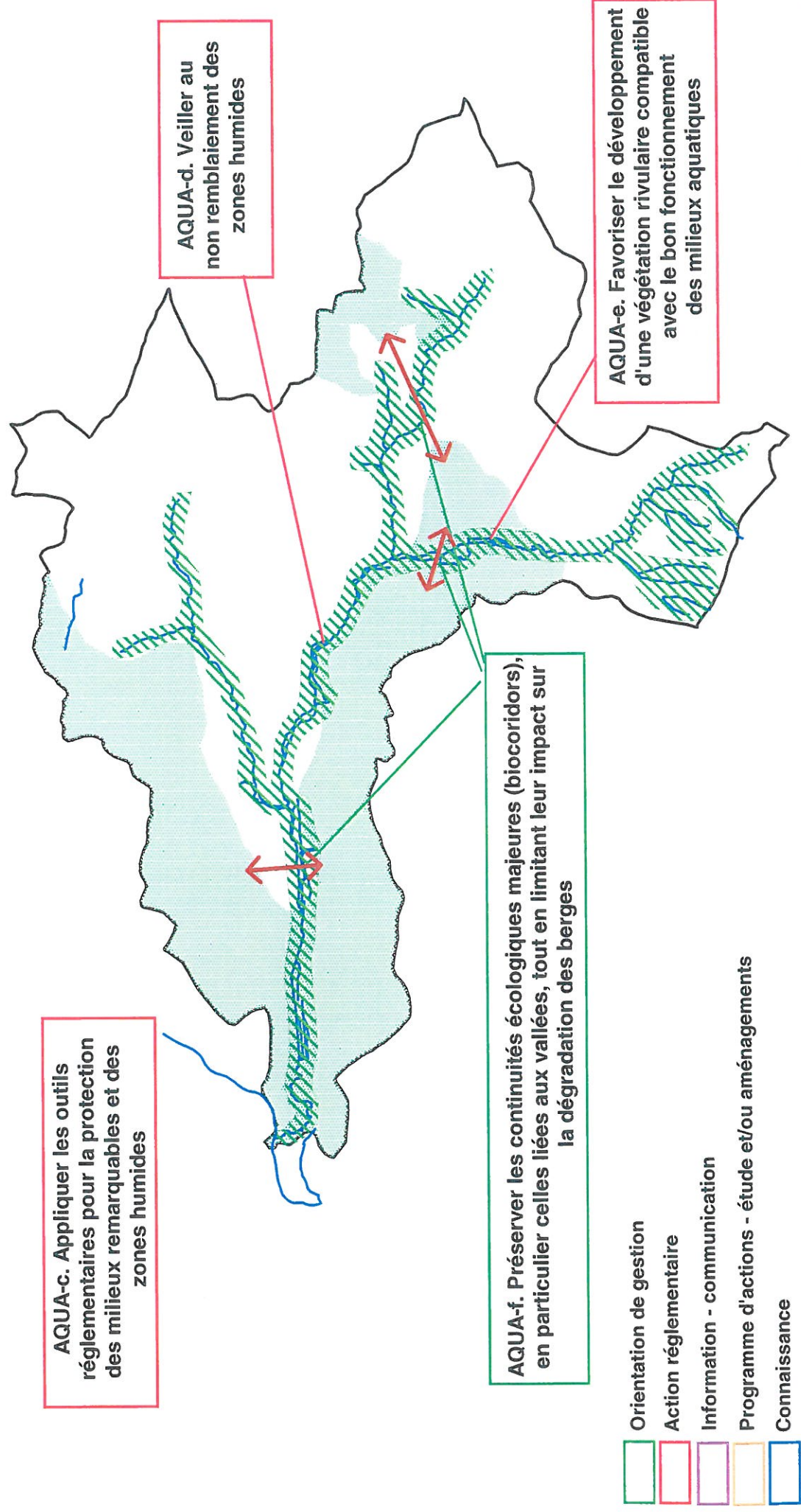
|  |   |                      |
|--|---|----------------------|
|   | SYNDICAT D'ETUDE<br>DU SAGE DE LA NONETTE<br><br>SAGE DU BASSIN VERSANT DE LA NONETTE | RPR4817<br>C. 3R3157 |
| <p>Fig. 17 - Actions vis-à-vis de l'enjeu<br/>"fonctionnalités des cours d'eau et biodiversité des milieux<br/>aquatiques associés" (AQUA)</p> |   |                      |
| <p>échelle: 1/200 000</p>  |   |                      |

## Objectif général AQUA

Restaurer et préserver les fonctionnalités des cours d'eau et la biodiversité des milieux aquatiques associés

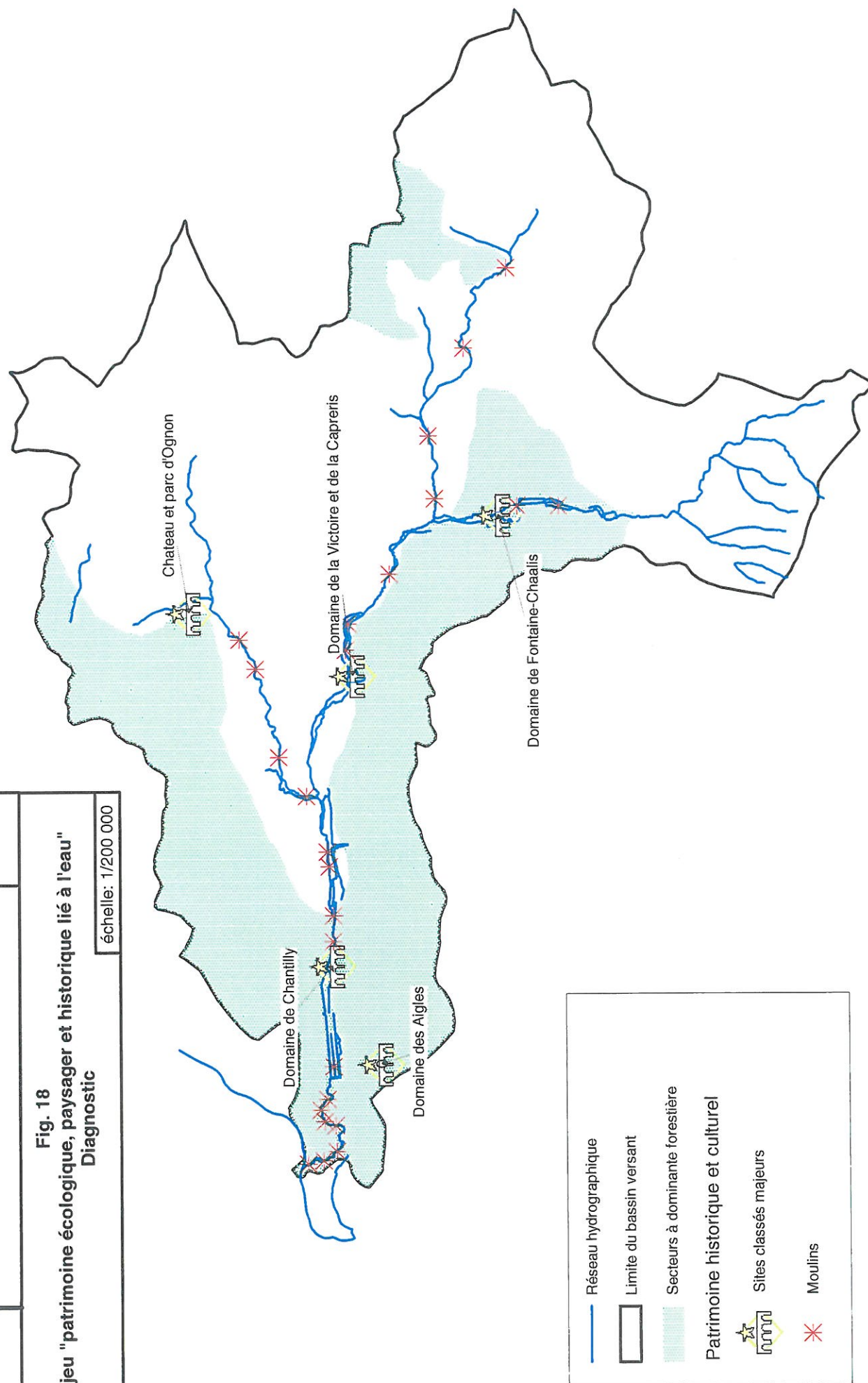
### Axe stratégique AQUA.2

Préserver les zones humides et les milieux naturels d'intérêt écologique




**Fig. 18**  
**Enjeu "patrimoine écologique, paysager et historique lié à l'eau"**  
**Diagnostic**

échelle: 1/200 000





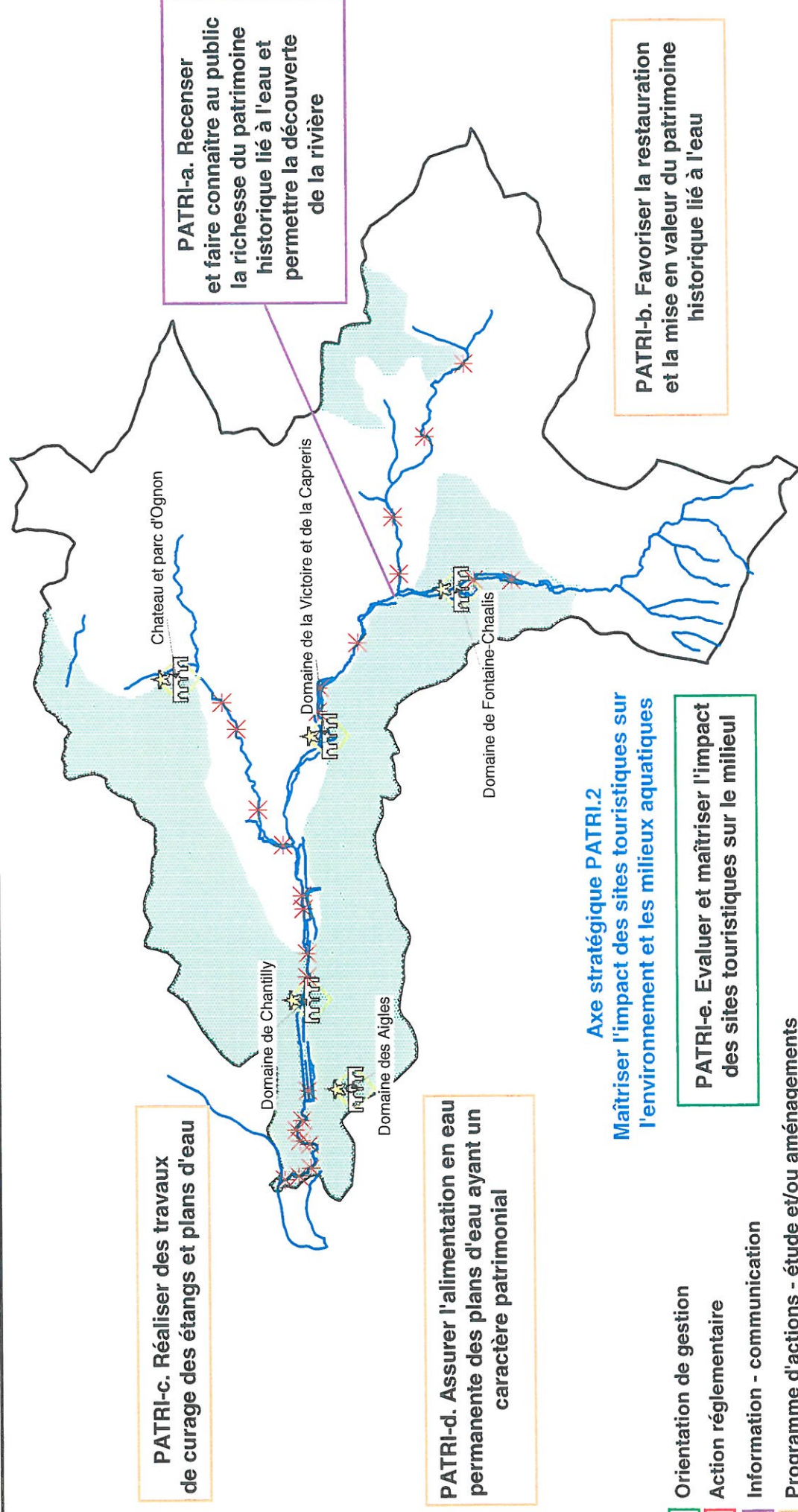
|   |   |                      |
|---|---|----------------------|
|    | SYNDICAT D'ETUDE<br>DU SAGE DE LA NONETTE<br><br>SAGE DU BASSIN VERSANT DE LA NONETTE | RPR4817<br>C. 3R3157 |
| <p>Fig. 19 - Actions vis-à-vis de l'enjeu<br/>"patrimoine écologique, paysager et historique lié à l'eau" (PATRI)</p> <p>échelle: 1/200 000</p> |   |                      |

## Objectif général PATRI

Préserver, restaurer et valoriser les paysages et le patrimoine historique et culturel lié à l'eau

### Axe stratégique PATRI.1

Préserver, restaurer et mettre en valeur le patrimoine historique et culturel lié à l'eau



- Orientation de gestion
- Action réglementaire
- Information - communication
- Programme d'actions - étude et/ou aménagements
- Connaissance

# ANNEXES



# **Annexe 1- Loi sur l'eau du 3 janvier 1992 instituant les SAGE**



## **Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau**

(JO du 4 janvier 1992)

Texte modifié par :

Loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 (JO du 23 décembre 1992)

Loi n° 95-101 du 2 février 1995 (JO du 3 février 1995)

Loi n° 96-142 du 21 février 1996 (JO du 24 février 1996)

Ordonnance n° 200-548 du 15 juin 2000 (JO du 22 juin 2000)

**Abrogé et codifié par l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 (JO du 21 septembre 2000)**

### **Article 1er de la loi du 3 janvier 1992**

**Codifié à l'article L 210-1 du code de l'environnement**

L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.

L'usage de l'eau appartient à tous dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis.

### **Article 2 de la loi du 3 janvier 1992**

**Codifié à l'article L 211-1 du code de l'environnement**

Les dispositions de la présente loi ont pour objet une gestion équilibrée de la ressource en eau.

Cette gestion équilibrée vise à assurer :

- la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides ; on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ;
- la protection contre toute pollution et la restauration de la qualité des eaux superficielles et souterraines et des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales ;
- le développement et la protection de la ressource en eau ;
- la valorisation de l'eau comme ressource économique et la répartition de cette ressource ; de manière à satisfaire ou à concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences :

- de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population ;

- de la conservation et du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations ;

- de l'agriculture, des pêches et des cultures marines, de la pêche en eau douce, de l'industrie, de la production d'énergie, des transports, du tourisme, des loisirs et des sports nautiques ainsi que de toutes autres activités humaines légalement exercées.

## **Titre I : De la police et de la gestion des eaux**

### **Article 3 de la loi du 3 janvier 1992**

**Codifié aux articles L 212-1 et L 212-2 du code de l'environnement**



Un ou des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux fixent pour chaque bassin ou groupement de bassins les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau, telle que prévue à l'article 1er.

Ils prennent en compte les principaux programmes arrêtés par les collectivités publiques et définissent de manière générale et harmonisée les objectifs de quantité et de qualité des eaux ainsi que les aménagements à réaliser pour les atteindre. Ils délimitent le périmètre des sous-bassins correspondant à une unité hydrographique.

Les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendus compatibles avec leurs dispositions. Les autres décisions administratives doivent prendre en compte les dispositions de ces schémas directeurs.

Le ou les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux sont élaborés, à l'initiative du préfet coordonnateur de bassin, par le comité de bassin compétent dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication de la présente loi.

Le comité de bassin associe à cette élaboration des représentants de l'Etat et des conseils régionaux et généraux concernés, qui lui communiquent toutes informations utiles relevant de leur compétence.

Le comité de bassin recueille l'avis des conseils régionaux et des conseils généraux concernés sur le projet de schéma qu'il a arrêté. Ces avis sont réputés favorables s'ils n'interviennent pas dans un délai de quatre mois après la transmission du projet de schéma directeur.

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux est adopté par le comité de bassin et approuvé par l'autorité administrative. Il est tenu à la disposition du public et révisé selon les formes prévues aux alinéas précédents.

## **Article 4 de la loi du 3 janvier 1992**

### **Codifié à l'article L 213-3 du code de l'environnement**

Dans chaque bassin, le préfet de la région ou le comité de bassin a son siège anime et coordonne la politique de l'Etat en matière de police et de gestion des ressources en eau afin de réaliser l'unité et la cohérence des actions déconcentrées de l'Etat en ce domaine dans les régions et départements concernés.

Les décrets prévus à l'article 8 précisent les conditions d'intervention du préfet coordonnateur de bassin, notamment en ce qui concerne la gestion des situations de crises, ainsi que les moyens de toute nature nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées par la présente loi.

## **Article 5 de la loi du 3 janvier 1992**

### **Codifié aux articles L 212-3, L 212-4, L 212-5, L 212-6 et L 212-7 du code de l'environnement**

Dans un groupement de sous-bassins ou un sous-bassin correspondant à une unité hydrographique ou à un système aquifère, un schéma d'aménagement et de gestion des eaux fixe les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielle et souterraine et des écosystèmes aquatiques ainsi que de préservation des zones humides, de manière à satisfaire aux principes énumérés à l'article 1er. Son périmètre est déterminé par le schéma directeur mentionné à l'article 3 ; à défaut, il est arrêté par le représentant de l'Etat, après consultation ou sur proposition des collectivités territoriales et après consultation du comité de bassin.

Pour élaboration, la révision et le suivi de l'application du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, une commission locale de l'eau est créée par le représentant de l'Etat.

Elle comprend :

- pour moitié, des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, qui désignent en leur sein le président de la commission;
- pour un quart, des représentants des usagers, des propriétaires riverains, des organisations professionnelles et des associations concernées. Ces associations doivent être régulièrement déclarées depuis au moins cinq ans à la date de la création de la commission et se proposer, par leurs statuts, la sauvegarde de tout ou partie des principes visés à l'article 1er;
- pour un quart, des représentants de l'Etat et de ses établissements publics.

Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux dresse un constat de l'état de la ressource en eau et du milieu aquatique. Il recense les différents usages qui sont faits des ressources en eau existantes.

Il prend en compte les documents d'orientation et les programmes de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements, des syndicats mixtes, des établissements publics, des autres personnes morales de droit public, ainsi que des sociétés d'économie mixte et des associations syndicales de la loi du 21 juin 1865 ayant des incidences sur la qualité, la répartition ou l'usage de la ressource en eau.

Il énonce, ensuite, les priorités à retenir pour atteindre les objectifs définis au premier alinéa, en tenant compte de la protection du milieu naturel aquatique, des nécessités de mise en valeur de la ressource en eau, de l'évolution prévisible de l'espace rural, de l'environnement urbain et économique et de l'équilibre à assurer entre les différents usages de l'eau. Il évalue les moyens économiques et financiers nécessaires à sa mise en oeuvre. Il doit être compatible avec les orientations fixées par le schéma directeur mentionné à l'article 3 de la présente loi, s'il existe.

Le projet de schéma d'aménagement et de gestion des eaux, élaboré ou révisé par la commission locale de l'eau, est soumis à l'avis des conseils généraux, des conseils régionaux et du comité de bassin intéressés. Le comité de bassin assure l'harmonisation des schémas d'aménagement et de gestion des eaux entrant dans le champ de sa compétence.

Le projet est rendu public par l'autorité administrative avec, en annexe, les avis des personnes consultées. Ce dossier est mis à la disposition du public pendant deux mois.

A l'issue de ce délai, le schéma d'aménagement et de gestion des eaux, éventuellement modifié pour tenir compte des observations du public, des avis des communes, des conseils généraux, des conseils régionaux et du comité de bassin, est approuvé par l'autorité administrative. Il est tenu à la disposition du public.

Lorsque le schéma a été approuvé, les décisions prises dans le domaine de l'eau par les autorités administratives et applicables dans le périmètre qu'il définit doivent être compatibles ou rendues compatibles avec ce schéma. Les autres décisions administratives doivent prendre en compte les dispositions du schéma.

La commission locale de l'eau connaît des réalisations, documents ou programmes portant effet dans le périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et des décisions visées à l'alinéa ci-dessus.

Un décret fixe, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article.

## **Article 6 de la loi du 3 janvier 1992**

### **Codifié à l'article L 214-12 du code de l'environnement**

En l'absence de schéma d'aménagement et de gestion des eaux approuvé, la circulation sur les cours d'eau des engins nautiques de loisir non motorisés s'effectue librement dans le respect des lois et règlements de police et des droits des riverains.

#### **(Loi n° 95-101 du 2 février 1995 article 27)**

" Le représentant de l'Etat dans le département peut, après concertation avec les parties concernées, réglementer sur des cours d'eau ou des parties de cours d'eau non domaniaux la circulation des engins nautiques de loisirs non motorisés ou la pratique du tourisme, des loisirs et des sports nautiques afin d'assurer la protection des principes mentionnés à l'article 2 de la présente loi."

#### **(Loi n° 95-101 du 2 février 1995 article 28)**

" La responsabilité civile des riverains des cours d'eau non domaniaux ne saurait être engagée au titre des dommages causés ou subis à l'occasion de la circulation des engins nautiques de loisirs non motorisés ou de la pratique du tourisme, des loisirs et des sports nautiques qu'en raison de leurs actes fautifs."

## **Article 7 de la loi du 3 janvier 1992**

### **Codifié à l'article L 213-9 du code de l'environnement**

Pour faciliter la réalisation des objectifs arrêtés dans un schéma d'aménagement et de gestion des eaux, les collectivités territoriales intéressées et leurs groupements exerçant tout ou partie des compétences énumérées à l'article 31 peuvent s'associer dans une communauté locale de l'eau. Cet établissement public est constitué et fonctionne selon les dispositions régissant l'un des établissements publics mentionnés au titre VI du livre Ier du code des communes ou au titre VII de la loi du 10 août 1871 relative aux conseils généraux. Les associations et syndicats de personnes physiques ou morales ayant des activités dans le domaine de l'eau peuvent être associés à ses travaux, à titre consultatif.

Dans la limite de son périmètre d'intervention, la communauté locale de l'eau peut exercer tout ou partie des compétences énumérées à l'article 31.

Elle établit et adopte un programme pluriannuel d'intervention après avis conforme de la commission locale de l'eau.

Un décret détermine les conditions d'application du présent article.

## **Article 8 de la loi du 3 janvier 1992**

### **Codifié à l'article L 211-2 du code de l'environnement**

Les règles générales de préservation de la qualité et de répartition des eaux superficielles, souterraines et des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

Elles fixent :

- 1° Les normes de qualité et les mesures nécessaires à la restauration et à la préservation de cette qualité, en fonction des différents usages de l'eau et de leur cumul;
- 2° Les règles de répartition des eaux, de manière à concilier les intérêts des diverses catégories d'utilisateurs;
- 3° Les conditions dans lesquelles peuvent être :

- interdits ou réglementés les déversements, écoulements, jets, dépôts directs ou indirects d'eau ou de matière et plus généralement tout fait susceptible d'altérer la qualité des eaux et du milieu aquatique;
- prescrites les mesures nécessaires pour préserver cette qualité et assurer la surveillance des puits et forages en exploitation ou désaffectés;

4° Les conditions dans lesquelles peuvent être interdites ou réglementées la mise en vente et la diffusion de produits ou de dispositifs qui, dans des conditions d'utilisation normalement prévisibles, sont susceptibles de nuire à la qualité du milieu aquatique;

5° Les conditions dans lesquelles sont effectués, par le service chargé de la police des eaux ou des rejets ou de l'activité concernée, des contrôles techniques des installations, travaux ou opérations et les conditions dans lesquelles le coût de ces contrôles peut être mis à la charge de l'exploitant, du propriétaire ou du responsable de la conduite des opérations en cas d'inobservation de la réglementation. Si les contrôles des rejets de substances de toute nature, y compris radioactives, ne sont pas effectués par des laboratoires publics, ils ne peuvent l'être que par des laboratoires agréés.

## **Article 9 de la loi du 3 janvier 1992**

### **Codifié à l'article L 211-3 du code de l'environnement**

En complément des règles générales mentionnées à l'article 8 des prescriptions nationales ou particulières à certaines parties du territoire sont fixées par décret en Conseil d'Etat afin d'assurer la protection des principes mentionnés à l'article 2.

Ces décrets déterminent en particulier les conditions dans lesquelles l'autorité administrative peut :

- 1° Prendre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau, pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie;
- 2° Edicter, dans le respect de l'équilibre général des droits et obligations résultant de concessions de service public accordées par l'Etat, des prescriptions spéciales applicables aux installations, travaux et activités qui font usage de l'eau ou qui en modifient le niveau ou le mode d'écoulement et les conditions dans lesquelles peuvent être interdits ou réglementés tous forages, prises d'eau, barrages, travaux ou ouvrages de rejet, notamment dans les zones de sauvegarde de la ressource, déclarées d'utilité publique pour l'approvisionnement actuel ou futur en eau potable;
- 3° Fixer les dispositions particulières applicables aux sources et gisements d'eaux minérales naturelles et à leur protection.

## **Article 10 de la loi du 3 janvier 1992**

### **Codifié aux articles L 214-1, L 214-2, L 214-3, L 214-4, L 214-5 et L 214-6 du code de l'environnement**

(Loi n° 95-101 du 2 février 1995 article 69-II)



**I.** - Sont soumis aux dispositions du présent article les installations "ne figurant pas à la nomenclature des installations classées", ouvrages, travaux et activités réalisés à des fins non domestiques par toute personne physique ou morale, publique ou privée et entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines, restituées ou non, une modification du niveau ou du mode d'écoulement des eaux ou des déversements, écoulements, rejets ou dépôts directs ou indirects, chroniques ou épisodiques, même non polluants.

**II.** - Les installations, ouvrages, travaux et activités visés au I sont définis dans une nomenclature, établie par décret en Conseil d'Etat après avis du Comité national de l'eau, et soumis à autorisation ou à déclaration suivant les dangers qu'ils présentent et la gravité de leurs effets sur la ressource en eau et les écosystèmes aquatiques. Ce décret définit en outre les critères de l'usage domestique, et notamment le volume d'eau en deçà duquel le prélèvement est assimilé à un tel usage, ainsi que les autres formes d'usage dont l'impact sur le milieu aquatique est trop faible pour justifier qu'elles soient soumises à autorisation ou à déclaration.

**III.** - Sont soumis à autorisation de l'autorité administrative les installations, ouvrages, travaux et activités susceptibles de présenter des dangers pour la santé et la sécurité publique, de nuire au libre écoulement des eaux, de réduire la ressource en eau, d'accroître notablement le risque d'inondation, de porter atteinte gravement à la qualité ou à la diversité du milieu aquatique.

Sont soumis à déclaration les installations, ouvrages, travaux et activités qui, n'étant pas susceptibles de présenter de tels dangers, doivent néanmoins respecter les prescriptions édictées en application des articles 8 et 9.

Si les principes mentionnés à l'article 2 de la présente loi ne sont pas garantis par l'exécution de ces prescriptions, l'autorité administrative peut imposer, par arrêté, toutes prescriptions spécifiques nécessaires. Les prescriptions nécessaires à la protection des principes mentionnés à l'article 2 de la présente loi, les moyens de surveillance, les modalités des contrôles techniques et les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident sont fixés par l'arrêté d'autorisation et, éventuellement, par des actes complémentaires pris postérieurement à cette autorisation.

Un décret détermine les conditions dans lesquelles les prescriptions visées aux deux alinéas précédents sont établies, modifiées et portées à la connaissance des tiers.

**IV.** - L'autorisation est accordée après enquête publique et, le cas échéant, pour une durée déterminée. Un décret détermine les conditions dans lesquelles le renouvellement des autorisations et l'autorisation de travaux, installations ou activités présentant un caractère temporaire et sans effet important et durable sur le milieu naturel peuvent être accordés sans enquête publique préalable.

L'autorisation peut être retirée ou modifiée, sans indemnité de la part de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police, dans les cas suivants :

1° Dans l'intérêt de la salubrité publique, et notamment lorsque ce retrait ou cette modification est nécessaire à l'alimentation en eau potable des populations;

2° Pour prévenir ou faire cesser les inondations ou en cas de menace pour la sécurité publique;

3° En cas de menace majeure pour le milieu aquatique, et notamment lorsque les milieux aquatiques sont soumis à des conditions hydrauliques critiques non compatibles avec leur préservation;

4° Lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier.

Tout refus, retrait ou modification d'autorisation doit être motivé auprès du demandeur.

**V.** - Les règlements d'eau des entreprises hydroélectriques sont pris conjointement au titre de l'article 10 de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique et du présent article.

Ces règlements peuvent faire l'objet de modifications, sans toutefois remettre en cause l'équilibre général de la concession.

**VI.** - Dans tous les cas les droits des tiers sont et demeurent réservés.

**VII.** - Les installations et ouvrages existants doivent être mis en conformité avec les dispositions prises en application du II ci-dessus dans un délai de trois ans à compter de la date de publication de la présente loi.

## **Article 11 de la loi du 3 janvier 1992**

**Codifié à l'article L 214-7 du code de l'environnement**

**( Loi n° 95- 101 du 2 février 1995 article 69-I )**

" Les installations soumises à autorisation ou à déclaration au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sont soumises aux dispositions des articles 2, 3, 5, 12, 22 et 30 de la présente loi. Les mesures individuelles et réglementaires prises en application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 susvisée fixent les règles applicables aux installations classées ayant un impact sur le milieu aquatique, notamment en ce qui concerne leurs rejets et prélèvements."



**Article 12 de la loi du 3 janvier 1992****Codifié à l'article L 214-8 du code de l'environnement**

Les installations soumises à autorisation ou à déclaration au titre de l'article 10 de la présente loi permettant d'effectuer à des fins non domestiques des prélèvements en eau superficielle ou des déversements, ainsi que toute installation de pompage des eaux souterraines, doivent être pourvues des moyens de mesure ou d'évaluation appropriés. Leurs exploitants ou, s'il n'existe pas d'exploitants, leurs propriétaires sont tenus d'en assurer la pose et le fonctionnement, de conserver trois ans les données correspondantes et de tenir celles-ci à la disposition de l'autorité administrative ainsi que des personnes morales de droit public dont la liste est fixée par décret.

Les installations existantes doivent être mises en conformité avec les dispositions du présent article dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication de la présente loi.

( Loi n° 95-101 du 2 février 1995 article 69-III ) " Les dispositions de cet article s'applique également aux installations classées au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée."

**Article 13 de la loi du 3 janvier 1992**

**I.** - L'article L 20 du code de la santé publique est complété par un alinéa ainsi rédigé :

" Si un point de prélèvement, un ouvrage ou un réservoir, existant à la date de la publication de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, ne bénéficie pas d'une protection naturelle permettant efficacement d'assurer la qualité des eaux, des périmètres de protection sont déterminés par déclaration d'utilité publique, dans un délai de cinq ans à compter de la publication de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau."

**Codifié à l'article L 214-15 du code de l'environnement**

**II.** - Dans le délai de deux ans à compter de la publication de la présente loi, toute facture d'eau comprendra un montant calculé en fonction du volume réellement consommé par l'abonné à un service de distribution d'eau et pourra, en outre, comprendre un montant calculé indépendamment de ce volume, compte tenu des charges fixes du service et des caractéristiques du branchement.

Toutefois, à titre exceptionnel, le préfet pourra, dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat, à la demande du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou des présidents des syndicats mixtes visés à l'article L 166-1 du code des communes ayant compétence pour assurer la distribution d'eau, si la ressource en eau est naturellement abondante et si le nombre d'usagers raccordés au réseau est suffisamment faible, ou si la commune connaît habituellement de fortes variations de sa population, autoriser la mise en oeuvre d'une tarification ne comportant pas de terme directement proportionnel au volume total consommé.

**(Ordonnance n° 2000-548 du 15 juin 2000, article 4. II)**

**III.** - Abrogé (voir article L 1321-9 du code de la santé publique)

**Article 14 de la loi du 3 janvier 1992**

**I.** - Le premier alinéa de l'article L 736 du code de la santé publique est complété par deux phrases ainsi rédigées : " Il peut porter sur des terrains disjoints. A l'intérieur de ces périmètres peuvent être interdits ou réglementés toutes activités, dépôts ou installations de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux."

**II.** - L'article L 737 du code de la santé publique est complété par un alinéa ainsi rédigé :

" Les autres activités, dépôts ou installations de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux peuvent également être soumis à autorisation ou à déclaration par le décret instituant le périmètre de protection."

**IV.** - A l'article L 739 du code de la santé publique :

a) Au premier alinéa, après les mots : "travaux souterrains" sont insérés les mots : "ou à raison d'autres activités, dépôts ou installations"

b) Le même alinéa est complété par les mots : "ou activités"

c) Au début du deuxième alinéa, après les mots "les travaux" sont insérés les mots "ou activités".

- V.** - Au deuxième alinéa de l'article L 743 du code de la santé publique, après les mots : "L'occupation d'un terrain compris dans le périmètre" sont insérés les mots "ou l'application des articles L 736 à L 740 ci-dessus".
- VI.** - Au premier alinéa de l'article L 744 du code de la santé publique, les mots : "de suspension, interdiction ou destruction de travaux dans les cas prévus aux articles L 738, L 739 et L 740" sont remplacés par les mots "des mesures imposées en application des articles L 736 à L 740".
- VII.** - Au deuxième alinéa de l'article L 744 du code de la santé publique, les mots : "Les articles L 738, L 739 et L 740" sont remplacés par les mots : "les articles L 736 à L 740".

## **Article 15 de la loi du 3 janvier 1992**

### **Codifié aux articles L 214-9 et L 216-7 du code de l'environnement**

Lorsque des travaux d'aménagement hydraulique, autres que ceux concédés ou autorisés en application de la loi du 16 octobre 1919 précitée, ont pour objet ou pour conséquence la régulation du débit d'un cours d'eau non domanial ou l'augmentation de son débit en période d'étiage, tout ou partie du débit artificiel peut être affecté, par déclaration d'utilité publique, sur une section de ce cours d'eau et pour une durée déterminée, à certains usages, sans préjudice de l'application de l'article 45 de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs.

L'acte déclaratif d'utilité publique vaut autorisation au titre de la présente loi et fixe, dans les conditions prévues par décret, outre les prescriptions pour son installation et son exploitation :

- un débit affecté, déterminé compte tenu des ressources disponibles aux différentes époques de l'année et attribué en priorité au bénéficiaire de l'acte déclaratif d'utilité publique;
- les prescriptions jugées nécessaires pour assurer le passage de tout ou partie du débit affecté dans la section considérée, dans les conditions les plus rationnelles et les moins dommageables pour les autres usagers dudit cours d'eau et dans le respect des écosystèmes aquatiques.

Sans préjudice de la responsabilité encourue vis-à-vis du bénéficiaire du débit affecté, quiconque ne respecte pas les prescriptions définies par l'acte déclaratif d'utilité publique sera passible d'une amende d'un montant de 1 000 F à 80 000 F.

Les dispositions du présent article sont applicables aux travaux d'aménagement hydraulique autorisés antérieurement à la publication de la présente loi.

## **Article 16 de la loi du 3 janvier 1992**

### **Codifié à l'article L 562-8 du code de l'environnement**

#### **( Loi n° 95-101 du 2 février 1995 article 20 )**

"Dans les parties submersibles des vallées et dans les autres zones inondables, les plans de prévention des risques naturels prévisibles institués par la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs définissent en tant que de besoin les interdictions et les prescriptions techniques à respecter afin d'assurer le libre écoulement des eaux et la conservation, la restauration ou l'extension des champs d'inondation."

## **Article 17 de la loi du 3 janvier 1992**

**I** - Après le premier alinéa de l'article 83 du code minier, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

" Dans tous les cas, le titulaire du titre ou de l'autorisation dresse un bilan des effets cumulés des travaux sur la présence, l'accumulation, l'émergence, le volume, l'écoulement et la qualité des eaux de toute nature, évalue les conséquences prévisibles de l'abandon des travaux ou de l'exploitation sur la situation ainsi créée et sur les usages de l'eau et indique les mesures compensatoires envisagées.

" Après avoir consulté les collectivités territoriales intéressées et entendu le titulaire du titre ou de l'autorisation, le préfet lui prescrit les travaux à exécuter pour rétablir en leur état antérieur, conserver en leur état actuel ou adapter aux besoins, les caractéristiques essentielles du milieu aquatique et les conditions



hydrauliques permettant de répondre aux objectifs mentionnés à l'article 1er de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau".

**II** - Le deuxième alinéa de l'article 83 du code minier est complété par une phrase ainsi rédigée : " La consignation entre les mains d'un comptable public des sommes nécessaires à la réalisation des travaux imposés en application de l'alinéa précédent peut être exigée dans les conditions prévues à l'article 17 de la loi 92-3 du 3 janvier 1992 précitée."

## **Article 18 de la loi du 3 janvier 1992**

### **Codifié à l'article L 211-5 du code de l'environnement**

Le préfet et le maire intéressés doivent être informés, dans les meilleurs délais par toute personne qui en a connaissance, de tout incident ou accident présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux.

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant ou, s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier.

Le préfet peut prescrire aux personnes mentionnées ci-dessus les mesures à prendre pour mettre fin au dommage constaté ou en circonscrire la gravité et, notamment, les analyses à effectuer.

En cas de carence, et s'il y a un risque de pollution ou de destruction du milieu naturel, ou encore pour la santé publique et l'alimentation en eau potable, le préfet peut prendre ou faire exécuter les mesures nécessaires aux frais et risques des personnes responsables.

Le préfet et le maire intéressés informent les populations par tous les moyens appropriés des circonstances de l'incident ou de l'accident, de ses effets prévisibles et des mesures prises pour y remédier.

Les agents des services publics d'incendie et de secours ont accès aux propriétés privées pour mettre fin aux causes de danger ou d'atteinte au milieu aquatique et prévenir ou limiter les conséquences de l'incident ou de l'accident.

Sans préjudice de l'indemnisation des autres dommages subis, les personnes morales de droit public intervenues matériellement ou financièrement ont droit au remboursement, par la ou les personnes à qui incombe la responsabilité de l'incident ou de l'accident, des frais exposés par elles. A ce titre, elles peuvent se constituer partie civile devant les juridictions pénales saisies de poursuites consécutives à l'incident ou à l'accident.

## **Article 19 de la loi du 3 janvier 1992**

### **Codifié à l'article L 216-3 du code de l'environnement**

Sont chargés de procéder à la recherche et à la constatation des infractions aux dispositions de la présente loi, ainsi que des textes et des décisions pris pour son application :

1° Les agents assermentés et commissionnés, appartenant aux services de l'Etat chargés de l'environnement, de l'agriculture, de l'industrie, de l'équipement, des transports, de la mer, de la santé et de la défense;

2° Les agents mentionnés à l'article 13 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée;

3° Les agents mentionnés à l'article 4 de la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et portant modification de la loi du 19 décembre 1917;

4° Les agents des douanes;

5° Les agents habilités en matière de répression des fraudes;

6° Les agents assermentés et commissionnés à cet effet de l'Office national de la chasse et du Conseil supérieur de la pêche;

7° Les chercheurs, ingénieurs et techniciens assermentés de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer;

8° Les officiers de port et officiers de port adjoints;

9° Les ingénieurs en service à l'Office national des forêts et les agents assermentés de cet établissement, visés à l'article L. 122-7 du code forestier;

10° Les agents assermentés et commissionnés des parcs nationaux " et des réserves naturelles ". ( Loi n° 95-101 du 2 février 1995 article 85 ).

Les gardes champêtres commissionnés à cet effet peuvent être habilités à constater les infractions mentionnées au présent article dans des conditions déterminées par décret.

## **Article 20 de la loi du 3 janvier 1992**

### **Codifié à l'article L 216-4 du code de l'environnement**

En vue de rechercher et constater les infractions, les agents mentionnés à l'article 19 ont accès aux locaux, aux installations et lieux où sont réalisées les opérations à l'origine des infractions, à l'exclusion des domiciles et de la partie des locaux qui sert de domicile aux intéressés. Les propriétaires et exploitants sont tenus de leur livrer passage. Les agents ne peuvent accéder à ces locaux qu'entre 8 heures et 20 heures, ou en dehors de ces heures si l'établissement est ouvert au public, ou lorsqu'une activité est en cours. Le procureur de la République est préalablement informé des opérations envisagées en vue de la recherche des infractions. Il peut s'opposer à ces opérations.

## **Article 21 de la loi du 3 janvier 1992**

### **Codifié à l'article L 216-5 du code de l'environnement**

Les infractions aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application sont constatées par des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Les procès-verbaux doivent, sous peine de nullité, être adressés dans les cinq jours qui suivent leur clôture au procureur de la République. Une copie en est également remise, dans le même délai, à l'intéressé.

## **Article 22 de la loi du 3 janvier 1992**

### **Codifié à l'article L 216-6 du code de l'environnement**

Quiconque a jeté, déversé ou laissé s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions ont, même provisoirement, entraîné des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune, à l'exception des dommages visés à l'article L. 232-2 du code rural et à l'article 6 du décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la pêche maritime, ou des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ou des limitations d'usage des zones de baignade, sera puni d'une amende de 2 000 F à 500 000 F et d'un emprisonnement de deux mois à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement. Lorsque l'opération de rejet a été autorisée par arrêté, les dispositions de cet alinéa ne s'appliquent que si les prescriptions de cet arrêté n'ont pas été respectées. Le tribunal pourra également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu aquatique dans le cadre de la procédure prévue par l'article 24. Ces mêmes peines et mesures sont applicables à quiconque a jeté ou abandonné des déchets en quantité importante dans les eaux superficielles ou souterraines ou dans les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, sur les plages ou sur les rivages de la mer. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux rejets en mer effectués à partir des navires.

## **Article 23 de la loi du 3 janvier 1992**

### **Codifié à l'article L 216-8 du code de l'environnement**

Sera puni d'une amende de 2 000 F à 120 000 F et d'un emprisonnement de deux mois à deux ans ou de l'une de ces deux peines seulement quiconque aura, sans l'autorisation requise pour un acte, une opération, une installation ou un ouvrage, soit commis cet acte, conduit ou effectué cette opération, exploité cette installation ou cet ouvrage, soit mis en place ou participe à la mise en place d'une telle installation ou d'un tel ouvrage.

En cas de récidive, l'amende est portée de 10 000 F à 1 000 000 F.

En cas de condamnation, le tribunal peut ordonner qu'il soit mis fin aux opérations, à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation. L'exécution provisoire de cette décision peut être ordonnée.

Le tribunal peut également exiger les mesures prévues à l'alinéa précédent ainsi que la remise en état des lieux, dans le cadre de la procédure prévue par l'article 24.

Le tribunal, saisi de poursuites pour infraction à une obligation de déclaration, peut ordonner l'arrêt de l'opération ou l'interdiction d'utiliser l'installation ou l'ouvrage, dans le cadre de la procédure prévue par l'article 24.



## **Article 24 de la loi du 3 janvier 1992**

### **Codifié à l'article L 216-9 du code de l'environnement**

En cas de poursuite pour infraction aux dispositions des articles 22 et 23 ou pour infraction à une obligation de déclaration ou à toute autre obligation résultant de la présente loi ou des règlements ou décisions individuelles pris pour son application, le tribunal peut, après avoir déclaré le prévenu coupable, décider l'ajournement du prononcé de la peine en lui enjoignant de respecter les prescriptions auxquelles il a été contrevenu.

Le tribunal impartit un délai pour l'exécution de ces prescriptions. Il peut assortir l'injonction d'une astreinte dont il fixe le taux et la durée maximum. Son montant est de 100 F à 20 000 F par jour de retard dans l'exécution des mesures imposées.

L'ajournement ne peut intervenir qu'une fois. Il peut être ordonné même si le prévenu ne comparait pas en personne. Dans tous les cas, la décision peut être assortie de l'exécution provisoire.

A l'audience de renvoi, lorsque les prescriptions visées par l'injonction ont été exécutées dans le délai fixe, le tribunal peut soit dispenser le coupable de peine, soit prononcer les peines prévues.

Lorsque les prescriptions ont été exécutées avec retard, le tribunal liquide, s'il y a lieu, l'astreinte et prononce les peines prévues.

Lorsqu'il y a eu inexécution des prescriptions, le tribunal liquide, s'il y a lieu, l'astreinte, prononce les peines et peut ensuite ordonner que l'exécution de ces prescriptions soit poursuivie d'office aux frais du condamné.

La décision sur la peine intervient au plus tard un an après la décision d'ajournement.

Le taux d'astreinte tel qu'il a été fixé par la décision d'ajournement ne peut être modifié.

Pour la liquidation de l'astreinte, la juridiction apprécie l'inexécution ou le retard dans l'exécution des prescriptions, en tenant compte, s'il y a lieu, de la survenance d'événements qui ne sont pas imputables au prévenu.

## **Article 25 de la loi du 3 janvier 1992**

### **Codifié à l'article L 216-10 du code de l'environnement**

Quiconque exploite une installation ou un ouvrage ou réalise des travaux en violation d'une mesure de mise hors service, de retrait ou de suspension d'une autorisation ou de suppression d'une installation ou d'une mesure d'interdiction prononcée en application de la présente loi sera puni d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 20 000 F à 1 000 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement. Sera puni des mêmes peines quiconque poursuit une opération ou l'exploitation d'une installation ou d'un ouvrage sans se conformer à l'arrêté de mise en demeure, pris par le préfet, d'avoir à respecter, au terme d'un délai fixe, les prescriptions techniques prévues par l'autorisation ou les règlements pris en application de la présente loi.

Quiconque met obstacle à l'exercice des fonctions confiées par la présente loi aux agents mentionnés aux articles 8 et 19 sera puni d'une peine d'emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 5 000 F à 50 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement.

## **Article 26 de la loi du 3 janvier 1992**

### **Codifié à l'article L 216-11 du code de l'environnement**

En cas de condamnation pour infraction aux dispositions de la présente loi ou des règlements et arrêtés pris pour son application, le tribunal peut ordonner, aux frais du condamné, la publication intégrale ou par extraits de sa décision et éventuellement la diffusion d'un message, dont il fixe explicitement les termes, informant le public des motifs et du contenu de sa décision, dans un ou plusieurs journaux qu'il désigne ainsi que son affichage dans les conditions et sous les peines prévues suivant les cas aux articles 51 et 471 du code pénal sans toutefois que les frais de cette publicité puissent excéder le montant de l'amende encourue.

## **Article 27 de la loi du 3 janvier 1992**

### **Codifié à l'article L 216-1 du code de l'environnement**

Indépendamment des poursuites pénales, en cas d'inobservation des dispositions prévues par la présente loi ou les règlements et décisions individuelles pris pour son application, le préfet met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixe, il n'a pas été obtempéré à cette injonction par l'exploitant ou par le propriétaire de l'installation s'il n'y a pas d'exploitant, le préfet peut :

- l'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant à l'estimation du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée au fur et à mesure de leur exécution ; il est, le cas échéant, procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine;
- faire procéder d'office, sans préjudice de l'article 18 de la présente loi aux frais de l'intéressé, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application des dispositions ci-dessus peuvent être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office;
- suspendre, s'il y a lieu, l'autorisation jusqu'à exécution des conditions imposées.

## **Article 28 de la loi du 3 janvier 1992**

**(Loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992, article 322)**

Le montant des amendes prévues aux articles 24, 27 à 29, 57 à 59 et 214 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure est de 1 000 F à 80 000 F. A l'article 214 du même code, les mots : "et en cas de récidive, d'une amende de 480 F à 7 200 F" sont supprimés.

## **Article 28-1 de la loi du 3 janvier 1992**

**Codifié à l'article L 216-12 du code de l'environnement**

**(Loi 92-1336 du 16 décembre 1992, article 32)**

Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal des infractions aux dispositions de la présente loi.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

1° L'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal;

2° Les peines mentionnées aux 2°, 3°, 4°, 5°, 6°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même code.

L'interdiction mentionnée au 2° de l'article 131-39 du même code porte sur l'activité dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise.

## **Article 29 de la loi du 3 janvier 1992**

**Codifié aux articles L 211-6, L 214-10 et L 216-2 du code de l'environnement**

Les décisions prises en application des articles 10, 12, 18 et 27 de la présente loi peuvent être déférées à la juridiction administrative dans les conditions prévues à l'article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée.

## **Article 30 de la loi du 3 janvier 1992**

**Codifié à l'article L 216-13 du code de l'environnement**

En cas de non-respect des prescriptions imposées au titre des articles 8, 9 et 10, toute mesure utile, y compris l'interdiction d'exploiter l'ouvrage ou l'installation en cause, peut être ordonnée pour faire cesser le trouble, soit sur réquisition du ministère public agissant à la requête de l'autorité administrative ou d'une association remplissant les conditions fixées par l'article 42, soit même d'office par le juge d'instruction saisi des poursuites ou par le tribunal correctionnel. L'autorité judiciaire statue après avoir entendu l'exploitant ou l'avoir dûment convoqué à comparaître dans les quarante-huit heures. La décision judiciaire est exécutoire sur minute et nonobstant toute voie de recours. La mainlevée de la mesure ordonnée peut intervenir à la cessation du trouble.

(Loi n° 95-101 du 2 février 1995 article 69-III)

" Les dispositions de cet article s'applique également aux installations classées au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée."

## **Titre II : De l'intervention des collectivités territoriales**

### **Chapitre I : De l'intervention des collectivités territoriales dans la gestion des eaux**

#### **Article 31 de la loi du 3 janvier 1992**

##### **Codifié à l'article L 211-7 du code de l'environnement**

Sous réserve du respect des dispositions des articles 5 et 25 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, les collectivités territoriales et leurs groupements ainsi que les syndicats mixtes créés en application de l'article L. 166-1 du code des communes et la communauté locale de l'eau sont habilités à utiliser (Loi n° 95-101 du 2 février 1995 article 24) " les articles L 151-36 à L 151-40 du code rural "pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe et visant :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique;
- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau non domanial, y compris les accès à ce cours d'eau;
- l'approvisionnement en eau;
- la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement;
- la défense contre les inondations et contre la mer;
- la lutte contre la pollution;
- la protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines;
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines;
- les aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile.

L'étude, l'exécution et l'exploitation desdits travaux peuvent être concédées notamment à des sociétés d'économie mixte. Les concessionnaires sont fondés à percevoir le prix des participations prévues à " l'article L 151-36 du code rural". (Loi n° 95-101 du 2 février 1995 article 24).

Il est procédé à une seule enquête publique au titre de " l'article 151-37 du code rural", de l'article 10 de la présente loi et, s'il y a lieu, de la déclaration d'utilité publique. (Loi n° 95-101 du 2 février 1995 article 24).  
Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

#### **Article 32 de la loi du 3 janvier 1992**

A la fin du septième alinéa de l'article L 142-2 du code de l'urbanisme, sont ajoutés les mots : "et pour l'acquisition, par voie amiable ou par exercice du droit de préemption mentionné à l'article L 142-3, l'aménagement et la gestion des chemins le long des autres cours d'eau et plans d'eau."

#### **Article 33 de la loi du 3 janvier 1992**

La loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat est ainsi modifiée :

**I. -** Le premier alinéa de l'article 5 est ainsi rédigé :

"La région est compétente pour créer des canaux et des ports fluviaux sur ces canaux et pour aménager et exploiter les voies navigables et les ports fluviaux situés sur les voies navigables qui lui sont transférées par décret en Conseil d'Etat sur proposition du conseil régional intéressé."

**II. -** Le même article 5 est complété par quatre alinéas ainsi rédigés :

"Les régions, les départements, les communes, leurs groupements, les syndicats mixtes créés en application de l'article L. 166-1 du Code des communes et la communauté locale de l'eau sont compétents pour aménager, entretenir et exploiter les cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau domaniaux, rayés de la nomenclature des voies navigables ou n'y ayant jamais figuré qui leur sont transférés par décret en Conseil



d'Etat, sur proposition de l'assemblée délibérante concernée ou du conseil d'administration de la communauté locale de l'eau.

"Ces transferts s'effectuent sous réserve de l'existence dans le bassin, le groupement de sous-bassins ou les sous-bassins correspondant à une unité hydrographique, d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

"Les bénéficiaires d'un transfert de compétences, en application du présent article, sont substitués à l'Etat pour l'application de l'article L. 29 du Code du domaine de l'Etat.

"Les bénéficiaires d'un transfert de compétences en application du présent article peuvent concéder, dans la limite de leurs compétences respectives, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau à des personnes de droit public ou à des sociétés d'économie mixte ou à des associations."

**III.** - Au premier alinéa de l'article 7 de la loi susmentionnée, les mots : "pour toutes les voies navigables" sont remplacés par les mots : "pour tous les cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau domaniaux".

## **Article 34 de la loi du 3 janvier 1992**

Les collectivités territoriales ou leurs établissements publics ou leurs groupements, concessionnaires de cours d'eau, canaux, lacs et plans d'eau faisant partie du domaine public de l'Etat, sont substitués à l'Etat pour l'application de l'article L. 29 du code du domaine de l'Etat.

### **Chapitre II : De l'assainissement et de la distribution de l'eau**

## **Article 35 de la loi du 3 janvier 1992**

**I.** - Voir article L 2224-8 du code général des collectivités territoriales

**(Loi n° 96-142 du 21 février 1996, article 12-135°)**

**II.** - Abrogé

**III.** - Voir article L 2224-10 du code général des collectivités territoriales

**IV.** - Voir article L 2224-11 du code général des collectivités territoriales

**V.** - Voir article L 2224-12 du code général des collectivités territoriales

## **Article 36 de la loi du 3 janvier 1992**

**I.** - L'article L 33 du code de la santé publique est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

" Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service de l'égout et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle percevra auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L 372-7 du code des communes".

" Les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement. Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés".

**II.** - A la fin du troisième alinéa de l'article L 34 du code de la santé publique, sont ajoutés les mots " et en contrôle la conformité".

**III.** - L'article L. 35-1 du Code de la santé publique est complété par une phrase ainsi rédigée :

" La commune contrôle la conformité des installations correspondantes."

**IV.** - L'article L. 35-5 du Code de la santé publique est ainsi complété :

"...ou s'il est propriétaire d'une installation d'assainissement autonome, à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement".

**V.** - Il est ajouté au code de la santé publique un article L 35-10 ainsi rédigé :

" Article L 35-10.- Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour l'application des articles L 35-1 et L 35-3 ou pour assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et leur entretien si la commune a décidé sa prise en charge par le service".

## **Article 37 de la loi du 3 janvier 1992**

**(Ordonnance n° 2000-548 du 15 juin 2000, article 4-II)**

## **Article 47 de la loi du 3 janvier 1992**

La loi du 16 octobre 1919 précitée est ainsi modifiée :

**I. -** L'article 13 est ainsi rédigé :

"Article 13. - Onze ans au moins avant l'expiration de la concession, le concessionnaire présente sa demande de renouvellement.

Au plus tard, cinq ans avant cette expiration, l'Administration prend la décision soit de mettre fin définitivement à cette concession à son expiration normale, soit d'instituer une concession nouvelle à compter de l'expiration.

A défaut par l'Administration d'avoir, avant cette date, notifié sa décision au concessionnaire, la concession actuelle est prorogée aux conditions antérieures, mais pour une durée équivalente au dépassement.

Lors de l'établissement d'une concession nouvelle, le concessionnaire actuel a un droit de préférence s'il accepte les conditions du nouveau cahier des charges définitif. Cette concession nouvelle doit être instituée au plus tard le jour de l'expiration du titre en cours, c'est-à-dire soit à la date normale d'expiration, soit si l'alinéa précédent est mis en oeuvre à la nouvelle date déterminée selon les dispositions de cet alinéa. A défaut, pour assurer la continuité de l'exploitation, ce titre est prorogé aux conditions antérieures jusqu'au moment où est délivrée la nouvelle concession".

**II. -** Les troisième et quatrième alinéas de l'article 16 sont remplacés par quatre alinéas ainsi rédigés :

"Cinq ans au moins avant l'expiration de l'autorisation, le permissionnaire présente sa demande de renouvellement.

Au plus tard trois ans avant cette expiration, l'Administration prend la décision soit de mettre fin définitivement à cette autorisation à son expiration, soit d'instituer une autorisation nouvelle à compter de l'expiration.

A défaut par l'Administration d'avoir, avant cette date, notifié sa décision au permissionnaire, l'autorisation actuelle est protégée aux conditions antérieures, mais pour une durée équivalente au dépassement.

Lors de l'établissement d'une autorisation nouvelle, le permissionnaire actuel a un droit de préférence, s'il accepte les conditions du nouveau règlement d'eau. Cette autorisation nouvelle doit être instituée au plus tard le jour de l'expiration du titre en cours, c'est-à-dire soit à la date normale d'expiration, soit si l'alinéa précédent est mis en oeuvre à la nouvelle date déterminée selon les dispositions de cet alinéa. A défaut, pour assurer la continuité de l'exploitation, ce titre est prorogé aux conditions antérieures jusqu'au moment où est délivrée la nouvelle autorisation."

**III. -** L'article 18 est ainsi modifié :

1. La dernière phrase du deuxième alinéa est abrogée.

2. Le troisième alinéa est complété par les mots : "applicables aux seules entreprises concessibles".

3. A la fin du quatrième alinéa, les mots : "d'une autorisation nouvelle ou d'une concession" sont remplacés par les mots : "d'une concession nouvelle".

## **Article 48 de la loi du 3 janvier 1992**

**(Ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000)**

Abrogé

ressource en eau. Dans ce cas, le préfet saisit de la modification proposée la commission locale de l'eau qui doit émettre un avis favorable à la majorité des deux tiers. Le préfet approuve alors par un arrêté motivé la modification.

Art. 11. - Un schéma d'aménagement et de gestion des eaux se compose d'un rapport et de documents graphiques.

Le rapport présente:

- a) Une analyse de la situation existante du milieu aquatique et d'un recensement des différents usages qui sont faits des ressources en eau;
- b) Une analyse des principales perspectives de mise en valeur en tenant compte, d'une part, de l'évolution prévisible de l'espace rural, de l'environnement urbain et économique et, d'autre part, de l'incidence sur les ressources en eau des programmes énumérés au cinquième alinéa de l'article 5 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée;
- c) Le parti de protection et de développement des ressources en eau adopté compte tenu, notamment, des perspectives visées au b ci-dessus, de l'équilibre qu'il convient de préserver entre le développement économique et la satisfaction des différents usages de l'eau et la protection du milieu naturel aquatique et de l'utilisation optimale des grands équipements existants ou prévus;
- d) L'indication des principales phases de réalisation avec l'évaluation des moyens financiers nécessaires;
- e) La justification de la compatibilité des dispositions du schéma d'aménagement et de gestion des eaux avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe, avec les règles générales et prescriptions prises en application des articles 8 et 9 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée;
- f) L'indication des conséquences éventuelles des dispositions du schéma d'aménagement et de gestion des eaux sur des décisions administratives prises dans le domaine de l'eau qui, en application du dixième alinéa de l'article 5 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, doivent être compatibles avec ces dispositions.

Les documents graphiques font apparaître:

- la répartition de la ressource en eau superficielle et souterraine, avec l'indication d'objectifs quantitatifs et qualitatifs;

- la localisation des principales activités économiques et sociales et des équipements publics ou d'intérêt général existants;

- les zones de baignade;
- les zones de prélèvement et de rejet;
- les principaux sites naturels aquatiques à protéger;
- les installations nécessaires à l'entretien et à la circulation des voies navigables;
- les grands axes de migration des espèces piscicoles à protéger;
- les ouvrages nécessaires au fonctionnement des réseaux d'eau et d'assainissement;
- les périmètres de protection des captages d'eau potable.

L'un des documents fait ressortir les éléments essentiels de la première phase de réalisation du parti de protection et de développement. Un arrêté du ministre chargé de l'environnement détermine la légende des documents graphiques.

Art. 12. - Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, le ministre de l'environnement, le ministre de l'équipement, du logement et des transports, le ministre de l'industrie et du commerce extérieur, le ministre de l'agriculture et de la forêt et le ministre de la santé et de l'action humanitaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 24 septembre 1992.

PIERRE BEREGOVOY

Par le Premier ministre:

Le ministre de l'environnement,  
SEGOLENE ROYAL

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

MICHEL VAUZELLE

Le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique,  
PAUL QUILES

Le ministre de l'équipement, du logement

et des transports,

JEAN-LOUIS BIANCO

Le ministre de l'industrie et du commerce extérieur,  
DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

Le ministre de l'agriculture et de la forêt,

LOUIS MERMAZ

Le ministre de la santé et de l'action humanitaire,  
BERNARD KOUCHNER



# **Annexe 3- Arrêtés de création du périmètre et de la CLE du SAGE de la Nonette du 3 avril 1998**



**ARRETE PORTANT DELIMITATION DU PERIMETRE  
DU SAGE "NONETTE"**

**VU** la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et notamment son article 5,

**VU** le décret n° 92-1042 du 24 septembre 1992 relatif aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux et notamment son article 2,

**VU** la circulaire ministérielle du 15 octobre 1992 prise en application du décret n° 92-1042 du 24 septembre 1992 relative aux Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux,

**VU** la circulaire ministérielle du 9 novembre 1992 relative à la mise en place des schémas d'aménagement et de gestion des eaux,

**VU** la demande du Syndicat Intercommunal d'aménagement de la Nonette et de ses affluents en date du 29 mars 1993,

**VU** le dossier de consultation établi par la D.D.A.F. de l'Oise et présenté aux élus le 30 janvier 1995,

**VU** l'avis favorable du Conseil Régional de Picardie en date du 11 avril 1995,

**VU** l'avis réputé favorable du Conseil Régional d'Ile-de-France.

**VU** l'avis favorable du Conseil Général de Seine et Marne en date du 29 mars 1996,

**VU** l'avis favorable du Conseil Général de l'Oise en date du 18 avril 1995.

VU l'avis favorable des conseils municipaux de AUMONT EN HALATTE (16 mars 1995), AVILLY ST LEONARD (24 mars 1995), BARBERY (27 mars 1995), BARON (21 février 1995), CHAMANT (29 mars 1995), CHANTILLY (19 mars 1995), COURTEUIL (23 mai 1995), ERMENONVILLE (27 février 1995), EVE (29 mars 1995), FLEURINES (28 mars 1995), FONTAINE CHAALIS (31 mars 1995), FRESNOY LE LUAT (27 mars 1995), GOUVIEUX (13 mars 1995), LAGNY LE SEC (27 mars 1995), LAMORLAYE (24 mars 1995), MONTAGNY STE FELICITE (24 février 1995), MONTLOGNON (28 mars 1995), NANTEUIL LE HAUDOUIN (29 mars 1995), OGNES (8 mars 1995), LE PLESSIS BELLEVILLE (31 mars 1995), RARAY (20 mars 1995), ROSIERES (27 mars 1995), SENLIS (27 mars 1995), SILLY LE LONG (17 mars 1995), TRUMILLY (31 mars 1995), VER SUR LAUNETTE (22 mars 1995), VERSIGNY (17 mars 1995), VILLERS ST FRAMBOURG (31 mars 1995), VINEUIL ST FIRMIN (13 mars 1995), MONTGE EN GOELE (18 janvier 1996).

VU les avis défavorables des conseils municipaux de CHEVREVILLE (22 mars 1995), NERY (29 mars 1995), PONTARME (17 mars 1995), RULLY (23 février 1995), ST VAAST DE LONGMONT (3 mars 1995), THIERS SUR THEVE (10 mars 1995), VILLERS ST GENEST (9 mars 1995), DAMMARTIN EN GOELE (1er mars 1996), MARCHEMORET (7 mai 1996), OTHIS (28 février 1996), ROUVRES (20 février 1996), SAINT MARD (18 janvier 1996).

VU l'avis favorable du Comité de Bassin "Seine-Normandie" en date du 24 juin 1997.

**SUR PROPOSITION** de Madame le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise et Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne,

## ARRESENT

**Article 1 :** Un schéma d'aménagement et de gestion des eaux est mis en place sur le bassin versant de la Nonette sur un périmètre englobant dans sa totalité le bassin versant hydrographique de la Nonette.

**Article 2 :** Ce schéma d'aménagement et de gestion des eaux concerne tout ou partie des communes suivantes pour la portion de leur territoire incluse dans le bassin versant de la Nonette :

pour le département de Seine et Marne

( DAMMARTIN EN GOELE, MARCHEMORET, MONTGE EN GOELE, OTHIS, ROUVRES,  
ST MARD.

pour le département de l'Oise

APREMONT, AUMONT EN HALATTE, AVILLY ST LEONARD, BARBERY, BARON, BOISSY FRESNOY, BOREST, BRASSEUSE, CHAMANT, CHANTILLY, CHEVREVILLE, COURTEUIL, ERMENONVILLE, EVE, FLEURINES, FONTAINE CHAALIS, FRESNOY LE LUAT, GOUVIEUX, LAGNY LE SEC, LAMORLAYE, MONTLEVEQUE, MONTAGNY STE FELICITE, MONTEPILLOY, MONTLOGNON, NANTEUIL LE HAUDOUIN, NERY, OGNES, OGNON, PEROY LES GOMBRIES, LE PLESSIS BELLEVILLE, PONTARME, RARAY, ROSIERES, RULLY, SAINT MAXIMIN, SAINT VAAST DE LONGMONT, SENLIS, SILLY LE LONG, THIERS SUR THEVE, TRUMILLY, VER SUR LAUNETTE, VERBERIE, VERSIGNY, VILLENEUVE SUR VERBERIE, VILLERS ST FRAMBOURG, VILLERS ST GENEST, VINEUIL ST FIRMIN.

Le périmètre de S.A.G.E. est reporté sur le plan annexé au présent arrêté.

**Article 3 :** Le Préfet de l'Oise est chargé de suivre pour le compte de l'Etat la procédure d'élaboration du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant de la Nonette.

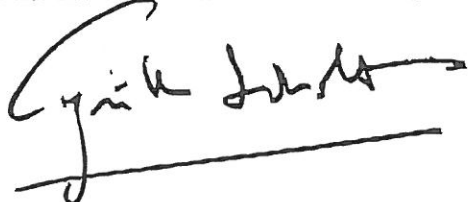
**Article 4 :** Le présent arrêté sera affiché en mairie des communes citées à l'article 2 et sera à insérer dans deux journaux régionaux ou locaux habilités à publier les annonces légales.

Il sera publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Seine et Marne et de l'Oise.

**Article 5 :** Madame le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise et Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne, Messieurs les Sous-Préfets des arrondissements de SENLIS et de MEAUX, Messieurs et Mesdames les Maires des communes incluses dans le périmètre, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le 3 AVR 1998

LE PREFET DE SEINE ET MARNE,



Cyrille SCHOTT

Le 3 AVR 1998

LE PREFET DE L'OISE,



Alain GEHIN



**ARRETE INSTITUANT**  
**LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU**  
**DU S.A.G.E. NONETTE**

**VU** la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et notamment son article 5,

**VU** le décret n° 92-1042 du 24 septembre 1992, relatif aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux, et notamment ses articles 3, 4, 5 et 6,

**VU** la circulaire du Ministre de l'Environnement du 15 octobre 1992 portant application du décret susvisé,

**VU** l'arrêté inter-préfectoral du 3 avril 1998 portant délimitation du périmètre de S.A.G.E. Nonette.

**SUR PROPOSITION** de Madame le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise et de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne,

**ARRESENT**

**ARTICLE 1**

Il est institué une commission locale de l'eau chargée de l'élaboration, de la révision et du suivi de l'application du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Nonette.

**ARTICLE 2**

La composition de cette commission est fixée ainsi qu'il suit :

1°/ Collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux : 16 membres.

→ 8 membres titulaires disposant chacun d'un suppléant, nommés sur proposition des unions des maires :

☐ de Seine et Marne : 1 membre titulaire.

☐ de l'Oise : 7 membres titulaires.

- le Président du Conseil Régional d'Ile de France.
- le Président du Conseil Régional de Picardie.
- le Président du Conseil Général de Seine et Marne.
- le Président du Conseil Général de l'Oise.
- le Maire de la commune d'OTHIS ou son suppléant, lequel sera issu de la commune de DAMMARTIN EN GOELE.
- le Président de la Communauté de Communes de l'Aire Cantilienne.
- 1 représentant du Syndicat Intercommunal d'aménagement et d'entretien de la Nonette et de ses affluents.
- le Maire de la commune de SENLIS.

Chaque collectivité désignera autant de suppléants que de titulaires désignés, exceptée pour la commune d'OTHIS.

2/ Collège des représentants des usagers, des propriétaires riverains, des organisations professionnelles et des associations concernées :

- ⇒ 1 représentant de la Chambre d'Agriculture de Seine et Marne ou son suppléant issu de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine et Marne.
- ⇒ 1 représentant de la Chambre d'Agriculture de l'Oise.
- ⇒ 1 représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oise.
- ⇒ 1 représentant de la Fédération des Associations de Protection de Préservation du Milieu Aquatique.
- ⇒ 1 représentant des Sociétés fermières.
- ⇒ 1 représentant de l'Institut de France au titre des propriétaires riverains.
- ⇒ 1 représentant de l'Association du Parc Naturel Régional.
- ⇒ 1 représentant du Regroupement des organisations de Sauvegarde de l'Oise au titre des associations.

Chaque organisme devra désigner un suppléant pour son représentant titulaire, excepté pour la Chambre d'Agriculture de Seine et Marne.

### 3/ Collège des représentants de l'Etat et de ses établissements publics :

- Le Préfet coordonnateur de bassin ou son représentant.
- Le Préfet de Seine et Marne ou son représentant.
- Le Préfet de l'Oise ou son représentant.
- Le Directeur de l'Agence de l'Eau « Seine-Normandie » ou son représentant.
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de l'Oise en tant que responsable de la Mission Interservices de l'Eau de l'Oise ou son représentant.
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Seine et Marne en tant que responsable de la Mission Interservices de l'Eau de Seine et Marne ou son représentant.
- Le Directeur Régional de l'Office National des Forêts de Picardie ou son représentant.
- Le Directeur Départemental de l'Equipement de l'Oise ou son représentant avec pour suppléant le Directeur Départemental de l'Equipement de Seine et Marne.

### ARTICLE 3

Le Président de la Commission Locale de l'Eau est choisi et élu au sein des membres du collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics locaux.

### ARTICLE 4

La durée de mandat des membres de la Commission Locale de l'Eau, autres que les représentants de l'Etat, est de six ans.

### ARTICLE 5

Les représentants titulaires et suppléants cessent d'être membres de la C.L.E. s'ils perdent les fonctions en considération desquelles ils ont été désignés.

### ARTICLE 6

La Commission Locale de l'Eau auditionne des experts en tant que de besoin ou à la demande de cinq au moins des membres de la commission. Elle peut également associer à ses travaux toute personne ou organisme susceptible d'apporter des éléments d'information utiles à l'élaboration du S.A.G.E.

ARTICLE 7

Madame le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise et Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne, de l'Oise, Messieurs les Sous-Préfets des arrondissements de MEAUX et de SENLIS, Messieurs et Mesdames les maires des communes incluses dans le périmètre, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de ces départements et inséré dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés sur ces départements et habilités à recevoir des annonces légales .

Le 23 AVR 1988


LE PREFET DE SEINE ET MARNE,



Cyrille SCHOTT

Le 23 AVR 1988

LE PREFET DE L'OISE,



Alain GEHIN



# **Annexe 4- récapitulatif et échéancier prévisionnel des actions proposées**



[illegible]

[illegible]





[illegible][illegible]

[illegible]





27, rue de Vanves - 92772 Boulogne Billancourt cedex France  
Tél. : 33 (0)1 46 10 25 70 - Fax : 33 (0)1 46 10 25 25  
[www.burgeap.fr](http://www.burgeap.fr) - e-mail : [dg@burgeap.fr](mailto:dg@burgeap.fr)

